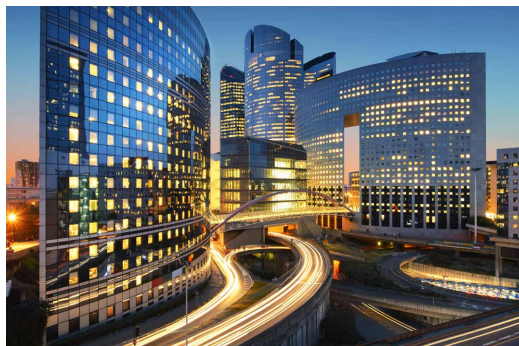


Direccte Île-de-France

Chiffres clés



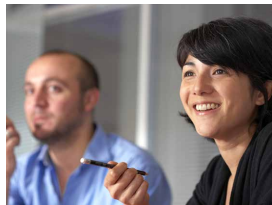
POPULATION ET EMPLOI

POLITIQUE DU TRAVAIL

MARCHÉ DU TRAVAIL

POLITIQUE DE L'EMPLOI

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



ÉDITION

2015

Éditorial

Un éclairage précieux pour agir

La conduite des politiques publiques nécessite plus que jamais de disposer d'une vision claire de la situation économique et sociale des territoires. L'activité économique et le marché du travail présentent des caractéristiques très contrastées dans notre région. Ces spécificités sont décrites avec le maximum de précision dans cet ouvrage dont la parution annuelle est désormais attendue par les acteurs économiques et sociaux franciliens. Les Chiffres clés édités par la Direccte d'Île-de-France offrent en effet un panorama statistique de l'emploi, du travail et de l'activité économique le plus détaillé possible. À la disposition de tous, cette somme d'informations contribue à documenter et à mettre en évidence les évolutions tant structurelles que conjoncturelles que connaît notre région.

Les Chiffres-clés sont le fruit d'un patient travail de récolement et d'analyse du Service études, statistiques et évaluation (Sese) de la Direccte, dont l'expertise est reconnue et qui s'appuie sur des sources multiples : Ministère du travail, Ministère de l'économie, Insee, Pôle Emploi, Dares, Cramif, etc. Elles sont déclinées autant que possible par département et mises en regard des données nationales.

La vocation de cet ouvrage est de fournir **un éclairage concret pour l'action** : bonne lecture !

Laurent Vilboeuf,

Directeur régional de la Direccte d'Île-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Sommaire

Population et emploi

5

La population.....	6
L'emploi total.....	8
L'emploi salarié marchand.....	11
Les mouvements de main-d'œuvre.....	13
Les ruptures conventionnelles.....	22
Les travailleurs handicapés.....	23
L'intérim.....	26

Politique du travail

31

Les élections professionnelles.....	32
Les élections aux prud'hommes de 2008.....	33
La négociation collective en Île-de-France.....	34
Les licenciements de salariés protégés.....	38
Les salaires du secteur privé en 2011.....	39
Les expositions professionnelles.....	41
Les contraintes organisationnelles liées au temps de travail.....	45
Les facteurs de pénibilité du travail.....	46
Les accidents du travail en 2010.....	47
Les accidents du travail mortels en 2010 (hors trajet).....	50
La médecine du travail.....	51

Marché du travail

53

Le taux de chômage.....	54
Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.....	57
Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi.....	78

Politique de l'emploi**81**

Les dispositifs de politique d'emploi	82
Les emplois aidés dans le secteur non marchand	83
Les emplois aidés dans le secteur marchand	85
L'alternance	88
La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)	92
Les missions locales	93
L'Insertion par l'Activité Économique (IAE)	94
Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA)	97
L'activité partielle	99

Activité économique**101**

Le Produit Intérieur Brut	102
Les entreprises du secteur privé	104
Les établissements du secteur privé	105
L'emploi salarié privé	108
L'analyse fonctionnelle des emplois	113
L'économie sociale et solidaire	115
La démographie d'entreprises	116
Les procédures collectives de licenciement	118
Les conventions de revitalisation, en 2012	121
Les pôles de compétitivité, en 2012	122
Le commerce extérieur	124
Le tourisme	126
Quelques sigles	128

CHIFFRES CLÉS 2015

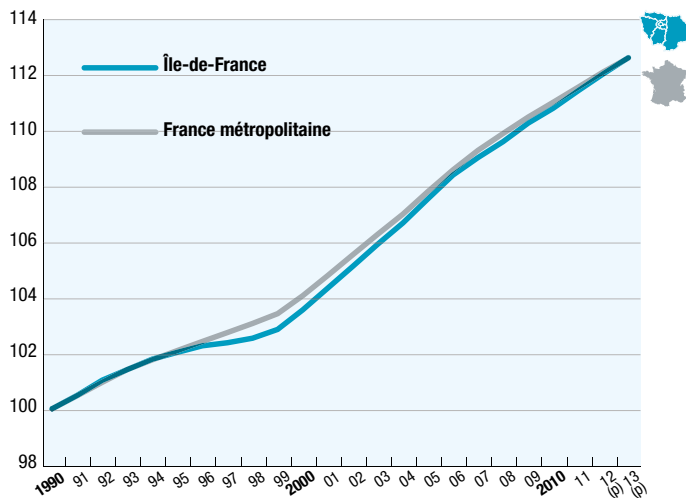
POPULATION ET EMPLOI



La population

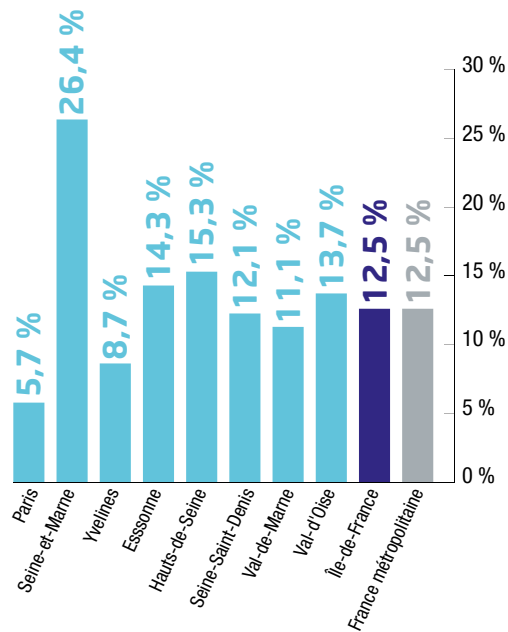
Évolution de la population totale en Île-de-France et en France métropolitaine entre 1990 et 2013

Base 100 en 1990













Source : Insee - estimations de population au 1^{er} janvier.
(p) : provisoire.

Croissance de la population entre 1990 et 2013













Source : Insee, estimations de population.

Population selon le sexe et l'âge au 1^{er} janvier 2013

Données provisoires										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Population totale	2 273	1 362	1 418	1 238	1 602	1 545	1 348	1 191	11 978	63 660
Hommes	1 072	666	691	607	765	759	647	580	5 786	30 853
Femmes	1 201	696	727	631	837	787	701	611	6 192	32 807
0 à 19 ans	449	382	386	340	406	447	349	339	3 099	15 534
20 à 39 ans	784	361	357	328	473	454	387	325	3 468	15 699
40 à 59 ans	571	376	390	333	419	398	358	320	3 164	17 114
60 à 74 ans	299	163	185	155	187	162	160	138	1 448	9 486
75 ans et plus	171	80	100	82	117	85	94	69	800	5 827

Source : Insee - estimations de population, en milliers.











Répartition par sexe et âge

Données provisoires										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	47%	49%	49%	49%	48%	49%	48%	49%	48%	48%
Femmes	53%	51%	51%	51%	52%	51%	52%	51%	52%	52%
0 à 19 ans	20%	28%	27%	27%	25%	29%	26%	28%	26%	24%
20 à 39 ans	34%	27%	25%	26%	30%	29%	29%	27%	29%	25%
40 à 59 ans	25%	28%	27%	27%	26%	26%	27%	27%	26%	27%
60 à 74 ans	13%	12%	13%	12%	12%	10%	12%	12%	12%	15%
75 ans et plus	8%	6%	7%	7%	7%	5%	7%	6%	7%	9%

Source : Insee - estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2013).

L'emploi total











Estimations d'emploi total, salarié et non salarié, y compris fonction publique, en Île-de-France, au 31 décembre 2013

Données provisoires										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Emploi total	1 893 513	476 137	591 908	474 361	1 065 904	597 754	567 378	413 544	6 080 499	26 366 030
Non salariés	135 908	36 271	40 720	31 200	48 781	30 137	35 118	27 821	385 956	2 560 837
Salariés	1 757 605	439 866	551 188	443 161	1 017 123	567 617	532 260	385 723	5 694 543	23 805 193

L'unité mesurée est le nombre de personnes en emploi. L'emploi est exprimé en nombre de personnes, c'est-à-dire corrigé de la multi-activité de certains travailleurs.

Répartition de l'emploi total par grands secteurs

(en %)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture	0,0	0,9	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	2,5
Industrie	3,6	10,5	14,5	9,3	9,3	7,6	6,2	9,3	7,7	12,5
Construction	1,8	7,7	6,9	7,7	3,8	7,8	7,4	7,4	5,1	6,4
Tertiaire marchand	70,1	51,7	49,6	52,6	69,2	55,4	55,8	53,3	61,2	47,6
Tertiaire non marchand *	24,4	29,1	28,7	30,1	17,7	29,1	30,6	29,8	25,9	31,0
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

* y compris fonction publique.

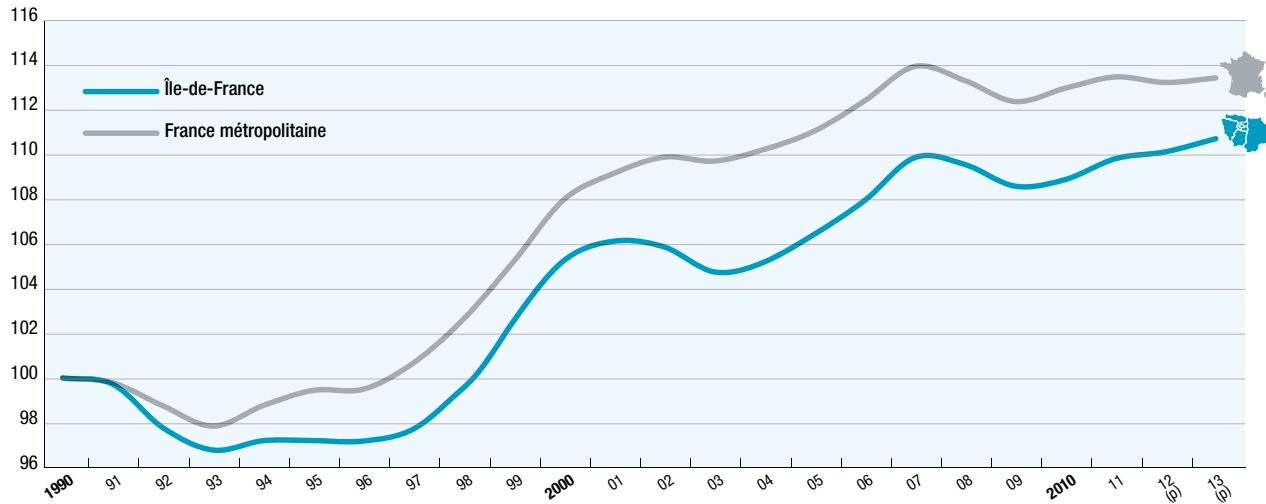
Champ : France au lieu de travail.
Source : Insee, ESTEL (estimations d'emploi localisées) à partir des sources principales suivantes :

- les déclarations annuelles de données sociales (DADS) dites "grand format" (incluant agents de l'Etat et salariés des particuliers employeurs) ;

- les fichiers de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) ;
- les fichiers de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) pour les non salariés non agricoles.

Évolution de l'emploi total en France et en Île-de-France entre 1990 et 2013

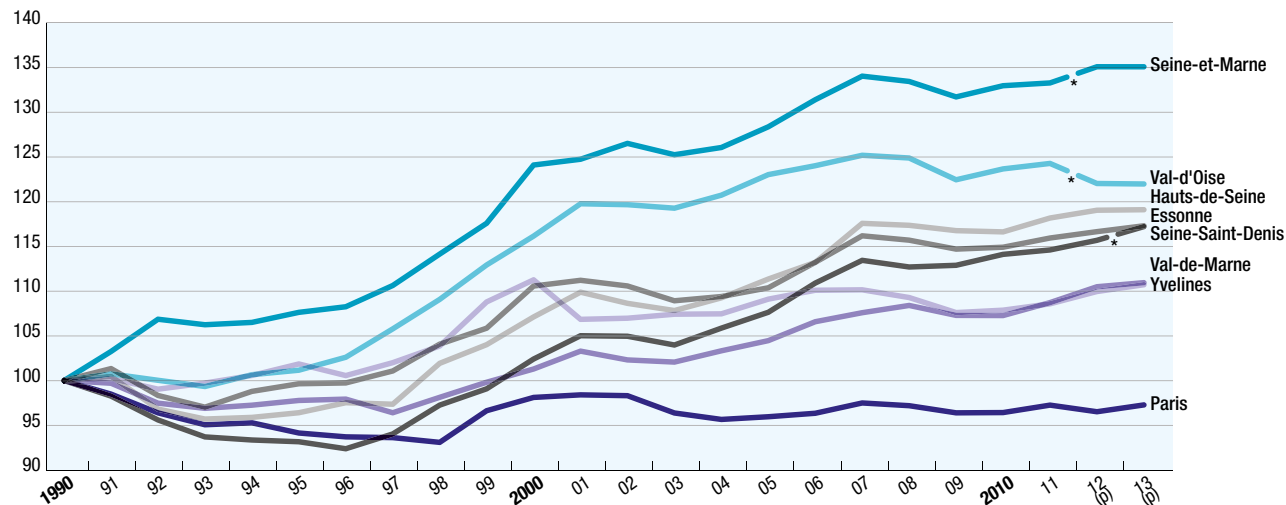
Base 100 en 1990



Champ : France au lieu de travail.

Source : Insee, Estel (estimations d'emploi localisées).

Évolution de l'emploi total par département entre 1990 et 2013



Champ : France au lieu de travail.

Source : Insee, Estel (estimations d'emploi localisées).

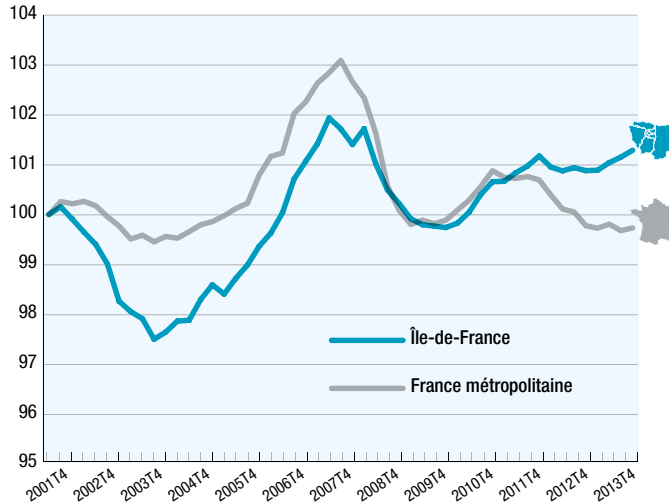
(p) : provisoire

* Des modifications importantes en 2012 des modalités de répartition par département des effectifs du transport aérien présents dans la zone aéroportuaire de Roissy affectent l'évolution des estimations de l'emploi dans 3 départements franciliens. Ainsi, environ 9 000 emplois comptabilisés auparavant dans le Val-d'Oise le sont maintenant en Seine-et-Marne (7 000 emplois environ) et en Seine-Saint-Denis (un peu plus de 2 000 emplois).

L'emploi salarié marchand

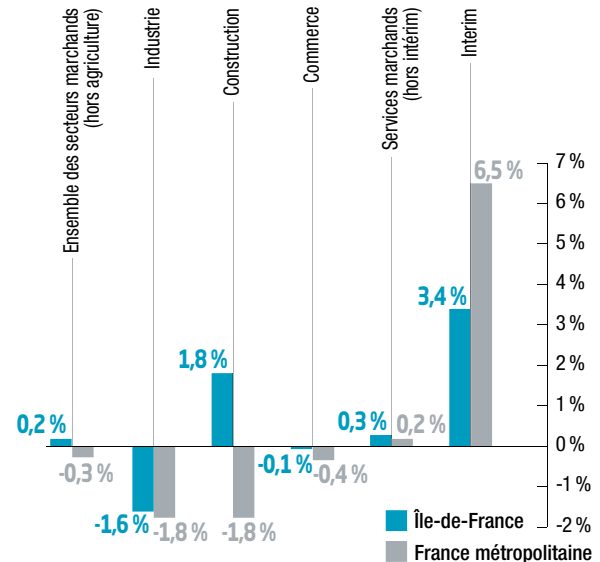
Évolution récente de l'emploi salarié marchand en Île-de-France

Données corrigées des variations saisonnières



Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand, par grands secteurs entre fin 2012 et fin 2013

Données corrigées des variations saisonnières, disponibles à fin octobre 2014













Champ : emploi salarié des secteurs marchands en fin de trimestre, hors agriculture et activité des ménages en tant qu'employeur.

Source : Insee, Estel (estimations d'emploi localisées).

Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand par grands secteurs, entre fin 2012 et fin 2013 (en %)

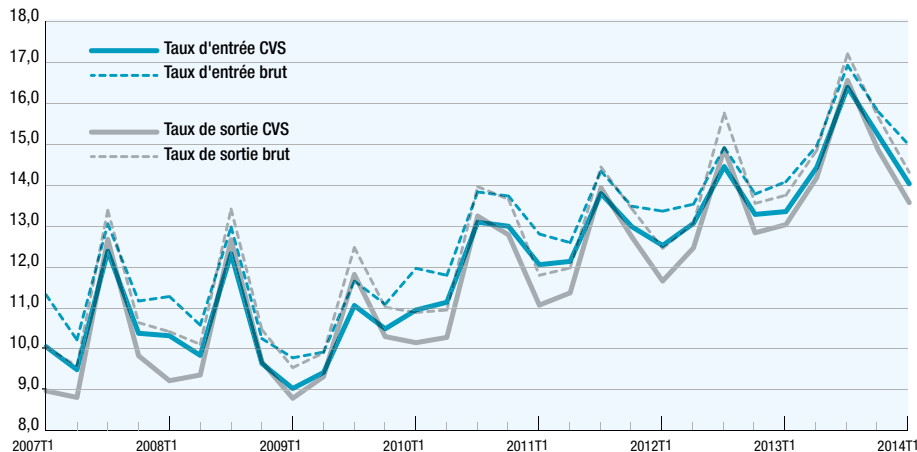
 Données corrigées des variations
saisonnnières, disponibles fin octobre 2014

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Secteurs d'activités										
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,1	-0,2	-2,3	-0,1	0,3	5,7	10,9	2,7	1,7	-0,9
Cokéfaction et raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-0,5	10,8	-0,7	-3,1	0,0	-4,0	-1,3	-0,1	-0,1	-5,5
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,6	-3,5	-2,0	-0,8	-1,5	-3,2	0,6	-3,3	-1,6	-1,9
Fabrication de matériels de transport	1,9	6,1	-3,3	5,9	0,6	-13,7	-2,6	-3,7	-2,1	-2,1
Fabrication d'autres produits industriels	-1,9	-3,7	-3,2	-2,4	-2,0	-3,0	-6,3	-2,2	-2,9	-2,3
Construction	0,4	0,2	3,1	2,1	1,5	3,2	1,7	1,5	1,8	-1,8
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,2	-0,5	-0,9	-0,5	0,0	1,1	-0,6	0,0	-0,1	-0,4
Transports et entreposage	-0,7	-2,3	1,3	1,9	2,6	1,6	-1,6	-2,6	-0,3	-0,4
Hébergement et restauration	0,8	1,9	-0,1	-0,6	-1,7	0,2	0,5	1,1	0,4	-0,4
Information et communication	0,4	-0,6	-2,2	-2,7	-0,9	-2,6	4,2	-0,7	-0,4	0,0
Activités financières et d'assurance	-1,8	-1,6	1,4	-4,2	-1,3	1,2	1,2	0,8	-1,1	-0,1
Activités immobilières	1,1	-0,2	-0,6	-0,8	1,2	-5,5	1,2	0,9	0,3	-1,0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	0,9	1,7	-0,2	1,4	0,3	6,6	0,5	0,7	1,1	1,9
Autres activités de services (hors activité des ménages en tant qu'employeur)	0,9	-3,2	-0,6	2,2	2,4	2,0	-1,6	5,1	3,4	-1,4
Ensemble des activités marchandes	0,2	-0,3	-0,1	0,5	-0,1	1,4	0,1	-0,2	0,2	-0,3

 Champ : emploi salarié des secteurs marchands, hors agriculture et activité des ménages en tant qu'employeur.
Source : Insee, Estel (estimations d'emploi localisées).

Les mouvements de main-d'œuvre

Taux d'entrée et de sortie trimestriels, hors transferts, dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus, du 1^{er} trimestre 2007 au premier trimestre 2014



► Bref thématique n° 38 juillet 2013 - en 2012, les recrutements en contrat à durée indéterminée n'ont pas retrouvé leur niveau de 2007 en Île-de-France.

► Dares analyse n°005 - janvier 2015, Plus d'un tiers des CDI sont rompus avant un an.

► Dares, 2014-094 - Les mouvements de main-d'œuvre en 2013. Forte augmentation des entrées en CDD dans le tertiaire.

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens au premier trimestre 2014, 14,0 entrées ont eu lieu au cours du trimestre.

La déclaration mensuelle des mouvements de main d'œuvre (DMMO) est obligatoire pour les établissements employant au moins 50 salariés en équivalent temps plein, quelle que soit leur forme juridique, à l'exception de l'État, des collectivités territoriales et des établissements administratifs publics

soit environ 13 000 établissements (hors agences de travail temporaire) en Île-de-France.

Elle est complétée par l'enquête sur les mouvements de main-d'œuvre (EMMO) pour les établissements de plus petite taille.

Pour les contrats à durée déterminée, ne doivent être déclarés que les contrats dont le mois de fin de contrat est différent du mois de début.

L'intérim n'est pas pris en compte dans ces résultats.



Du fait de l'absence de réponse des plus petits établissements et de ceux qui ferment, les sorties sont structurellement sous-estimées par la source EMMO-DMMO.

Les différences entre entrées et sorties ne doivent donc pas être analysées à chaque instant.

Source : Direccte / Dares - EMMO/DMMO.

Taux d'entrée et de sortie annuels
par motif en 2013

Mouvements

	 Île-de-France	 France métropolitaine
Taux d'entrée annuel (total)	61,7	nd
par transfert	2,4	nd
hors transferts	59,4	55,1
dont :		
en CDD	47,4	45,8
en CDI	12,0	9,3
Taux de sortie annuel (total)	61,4	nd
par transfert	2,8	nd
hors transferts	58,6	54,5
dont :		
fin de CDD	44,3	42,2
licenciement économique	0,5	0,4
licenciement autre	2,4	2,0
rupture conventionnelle	1,1	1,0
démission	5,7	5,0
retraite	1,0	1,2
fin de période essai	2,2	1,8

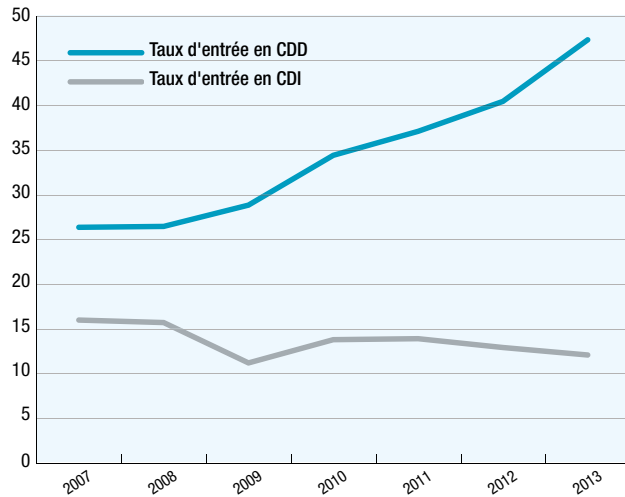
Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2013, 61,7 entrées ont eu lieu en Île-de-France au cours de l'année.

Définition : le taux d'entrée (ou de sortie) est égal au nombre des recrutements (de départs) de l'année rapporté aux effectifs totaux de début d'année et multiplié par 100.

nd : non disponible.

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO.

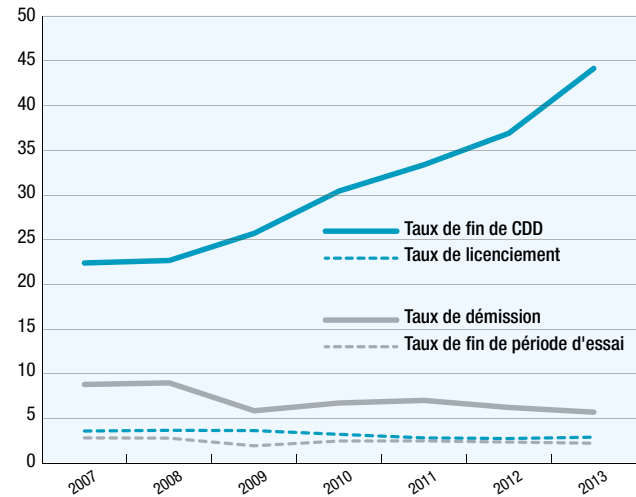
Taux d'entrée annuels, bruts, par type de contrat, dans les établissements de 10 salariés et plus, en Île-de-France entre 2007 et 2013



Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2007-2013.

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2013, 12,0 entrées en CDI ont eu lieu en Île-de-France au cours de l'année.











Taux de sortie annuels, bruts, par motif, dans les établissements de 10 salariés et plus en Île-de-France, entre 2007 et 2013



Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2007-2013.

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens en 2013, 44,3 sorties pour fin de CDD ont eu lieu en Île-de-France au cours de l'année.

Taux de rotation hors transferts dans les établissements de 10 salariés et plus par département francilien et secteur d'activité, en 2013

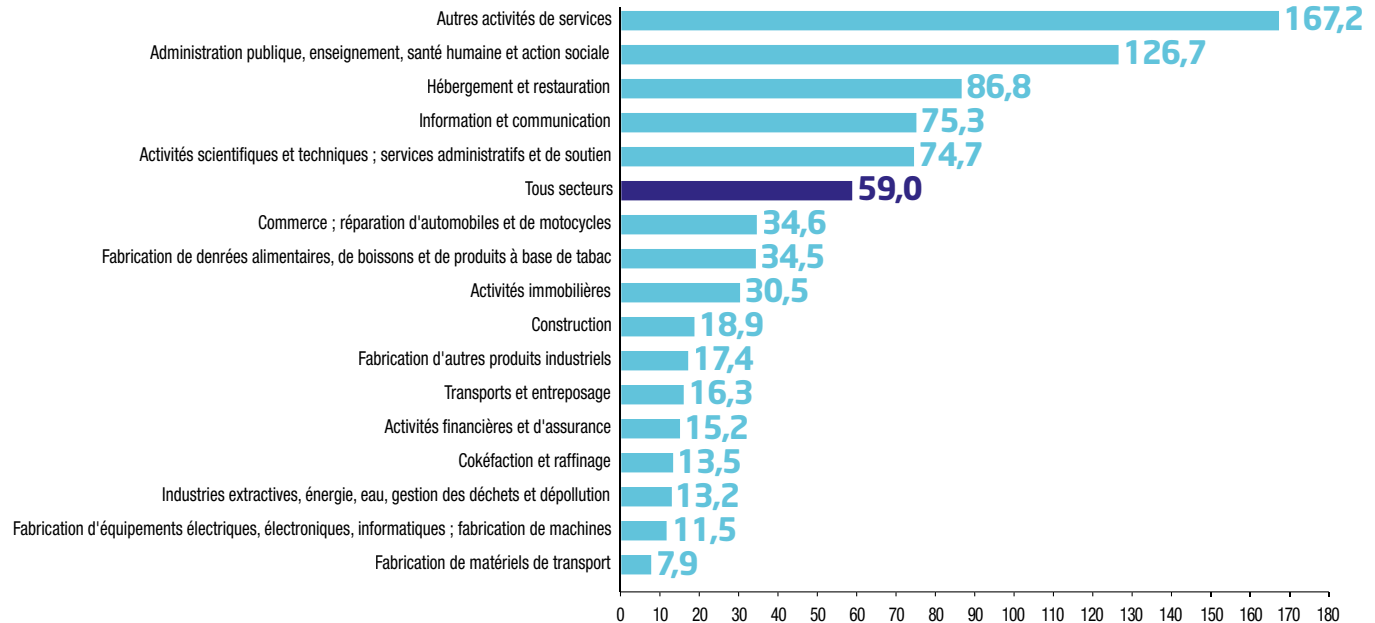
Secteurs d'activité										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Tous secteurs	69,2	54,9	51,0	50,5	56,5	53,2	65,8	51,0	59,0	54,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	54,5	26,0	24,1	20,8	24,3	41,0	21,8	30,5	34,5	35,2
Cokéfaction et raffinage	-	6,2	13,1	-	16,2	S	4,9	S	13,5	10,3
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	12,2	15,5	10,1	11,3	10,5	17,2	9,9	13,6	11,5	11,0
Fabrication de matériels de transport	13,3	10,0	5,8	8,7	7,4	11,0	11,3	8,0	7,9	7,8
Fabrication d'autres produits industriels	31,0	15,0	14,2	13,0	16,2	19,8	14,2	10,9	17,4	14,5
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	10,9	12,0	18,2	13,8	13,5	12,7	12,6	13,0	13,2	12,9
Construction	24,9	21,0	17,2	20,4	16,2	20,3	17,6	14,7	18,9	21,4
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	45,3	36,7	37,3	29,5	27,7	30,8	29,5	31,3	34,6	42,9
Transports et entreposage	14,7	18,4	29,6	20,9	21,2	18,6	12,5	9,2	16,3	25,2
Hébergement et restauration	95,0	71,8	80,8	69,3	80,7	73,0	77,4	110,7	86,8	103,5
Information et communication	86,8	34,6	27,8	33,2	88,5	66,5	29,5	18,0	75,3	83,4
Activités financières et d'assurance	14,6	13,4	11,8	13,9	16,7	16,5	14,2	16,6	15,2	15,8
Activités immobilières	39,3	21,5	21,2	43,5	24,5	21,5	20,8	16,2	30,5	27,1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	72,5	55,4	56,0	44,9	67,3	86,9	151,5	75,1	74,7	81,4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	82,7	150,8	189,7	151,8	128,8	123,5	127,7	186,0	126,7	108,4
Autres activités de services	191,3	146,1	120,3	241,0	125,0	179,9	128,3	128,8	167,2	176,3
Hors agriculture.										

Lecture : pour 100 salariés employés dans les établissements franciliens début 2013, 59,0 entrées / sorties (hors transferts) ont eu lieu au cours de l'année.

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2013.

Le taux de rotation est défini comme la moyenne du taux d'entrée et du taux de sortie. S : secret statistique

Taux de rotation hors transferts dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus, par secteur d'activité, en 2013

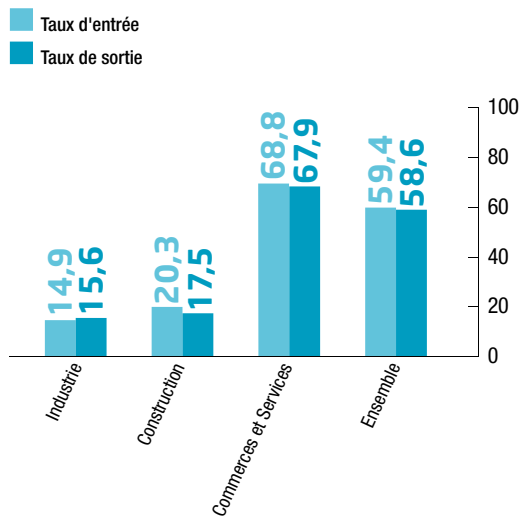


Hors agriculture.

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2013.

Taux annuels d'entrée et de sortie hors transferts par grand secteur, dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus, en 2013

(en %)












Taux annuels d'entrée et de sortie hors transferts par taille d'établissement, dans les établissements franciliens de 10 salariés et plus, en 2013

(en %)












Répartition des entrées (hors transferts) par type de contrat dans les établissements de 10 salariés et plus, en 2013

									
Type d'entrée	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Entrées en CDD	81,9%	81,2%	76,8%	77,8%	80,3%	81,8%	82,0%	79,8%	80,8%
Entrées en CDI	18,1%	18,8%	23,2%	22,2%	19,7%	18,2%	18,0%	20,2%	19,2%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Lecture : 80,8% des entrées dans les établissements franciliens en 2013 se sont faites sous la forme d'un contrat à durée déterminée.










Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2013.

Répartition des sorties (hors transferts) par motif dans les établissements de 10 salariés et plus, en 2013

									
Type de sortie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Fin de CDD	78,3%	73,1%	72,2%	71,9%	76,5%	76,6%	77,7%	72,7%	76,2%
Licenciement autre qu'économique	2,9%	4,4%	4,3%	5,1%	3,6%	4,4%	3,7%	4,8%	3,7%
Licenciement économique	0,8%	1,0%	1,1%	1,8%	1,1%	1,5%	0,8%	1,2%	1,1%
Rupture conventionnelle	2,0%	2,1%	2,1%	1,9%	2,1%	2,2%	1,9%	2,6%	2,1%
Démission	9,4%	11,3%	11,8%	11,0%	9,5%	8,1%	8,6%	9,9%	9,7%
Fin de période d'essai	3,7%	3,5%	4,2%	4,0%	3,4%	3,7%	3,4%	3,8%	3,7%
Retraite et préretraite	1,2%	2,1%	2,1%	2,0%	1,6%	1,6%	1,6%	2,0%	1,6%
Autres (décès, maladie...)	1,6%	2,5%	2,2%	2,2%	2,2%	1,9%	2,2%	2,9%	2,0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%










Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2013.

Répartition des entrées (hors transferts) par catégorie socioprofessionnelle

									
Catégorie socioprofessionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Dirigeants salariés et cadres	22,1%	7,9%	9,3%	9,2%	25,4%	11,1%	6,9%	7,4%	16,6%
Professions intermédiaires	18,8%	14,8%	19,8%	24,3%	19,5%	18,8%	10,9%	18,3%	18,3%
Employés	46,0%	48,8%	51,8%	41,5%	38,5%	46,0%	57,4%	50,0%	46,1%
Ouvriers qualifiés	7,5%	16,5%	8,2%	9,2%	5,6%	11,6%	6,8%	8,9%	8,3%
Ouvriers non qualifiés	5,6%	12,0%	11,0%	15,9%	11,0%	12,5%	18,0%	15,4%	10,7%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%










Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2013.

Répartition des sorties (hors transferts) par catégorie socioprofessionnelle

									
Catégorie socioprofessionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Dirigeants salariés et cadres	21,9%	7,8%	9,6%	9,5%	25,6%	11,6%	7,1%	7,4%	16,6%
Professions intermédiaires	18,9%	14,6%	20,5%	25,0%	19,6%	18,8%	11,0%	18,5%	18,5%
Employés	45,9%	49,1%	50,9%	41,3%	38,2%	45,7%	57,5%	49,7%	46,0%
Ouvriers qualifiés	7,6%	16,7%	7,9%	8,6%	5,7%	11,8%	7,0%	9,3%	8,4%
Ouvriers non qualifiés	5,6%	11,7%	11,1%	15,6%	10,9%	12,2%	17,5%	15,1%	10,5%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2013.

Répartition des entrées (hors transferts) par classe d'âge

									
Classe d'âge	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
de 15 à 29 ans	45,4%	47,2%	45,0%	40,6%	39,7%	45,1%	51,9%	42,9%	44,5%
de 30 à 49 ans	42,7%	40,5%	39,9%	45,4%	46,0%	42,7%	36,6%	41,9%	42,5%
50 ans et plus	11,9%	12,3%	15,1%	14,0%	14,3%	12,2%	11,5%	15,1%	13,0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Répartition des sorties (hors transferts) par classe d'âge

Classe d'âge	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
de 15 à 29 ans	42,2%	44,3%	41,5%	37,6%	35,5%	41,7%	49,5%	39,7%	41,1%
de 30 à 49 ans	43,6%	40,5%	40,2%	45,6%	47,3%	43,0%	36,7%	41,9%	43,2%
50 ans et plus	14,2%	15,2%	18,3%	16,8%	17,2%	15,4%	13,8%	18,4%	15,7%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Répartition des entrées (hors transferts) par sexe

Sexe	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Hommes	50,7%	46,2%	43,9%	48,9%	49,1%	50,4%	44,2%	42,6%	48,2%
Femmes	49,3%	53,8%	56,1%	51,1%	50,9%	49,6%	55,8%	57,4%	51,8%
total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Répartition des sorties (hors transferts) par sexe

Sexe	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Hommes	50,8%	46,2%	43,6%	48,9%	49,3%	50,4%	44,3%	42,7%	48,3%
Femmes	49,2%	53,8%	56,4%	51,1%	50,7%	49,6%	55,7%	57,3%	51,7%
total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Direccte / Dares - EMMO / DMMO 2013.

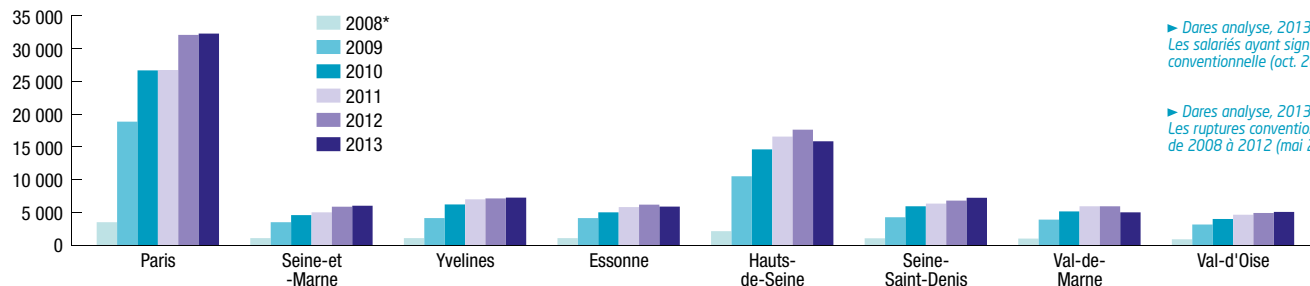
Les ruptures conventionnelles

Nombre de demandes d'homologation reçues par les Direccte

	2008*	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2013/2012
Paris	3 091	18 671	26 447	26 570	32 135	32 226	0%
Seine-et-Marne	544	3 060	4 193	4 858	5 549	5 720	+ 3%
Yvelines	688	3 949	5 905	6 590	6 824	6 896	+ 1%
Essonne	676	3 890	4 730	5 490	5 867	5 567	-5%
Hauts-de-Seine	1 698	10 171	14 368	16 310	17 419	15 671	-10%
Seine-Saint-Denis	680	3 931	5 341	6 261	6 526	6 926	+ 6%
Val-de-Marne	638	3 447	4 844	5 696	5 674	4 791	-16%
Val-d'Oise	520	2 824	3 657	4 362	4 628	4 771	+ 3%
Île-de-France	8 535	49 943	69 485	76 137	84 622	82 568	-2%
France métropolitaine	43 265	230 205	286 651	314 134	341 016	341 785	+ 0%

Source : remontées mensuelles Dares et intra-RC pour les 6 derniers mois de 2013.

* La rupture conventionnelle ayant été instituée par la loi du 25 juin 2008, les premières demandes ont été enregistrées à partir d'août 2008.



Source : remontées mensuelles Dares et intra-RC pour les 6 derniers mois en 2013.












► CEE, octobre 2012 - connaissance de l'emploi - Les raisons de rompre un cdi par rupture conventionnelle.

► Dares analyse, 2013-064 - Les salariés ayant signé une rupture conventionnelle (oct. 2013).

► Dares analyse, 2013-031 - Les ruptures conventionnelles de 2008 à 2012 (mai 2013).

Les travailleurs handicapés

Taux d'emploi* des travailleurs handicapés dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2010

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Taux d'emploi	2,2%	3,1%	2,8%	2,7%	2,0%	2,6%	2,8%	3,0%	2,4%
- dans les établissements sans accord	1,7%	2,9%	2,4%	2,5%	1,7%	2,3%	2,5%	2,6%	2,1%
- dans les établissements avec accord	3,1%	3,8%	3,6%	3,2%	2,8%	3,5%	4,0%	3,7%	3,2%

Source : Direccte - Dares DOETH 2010.

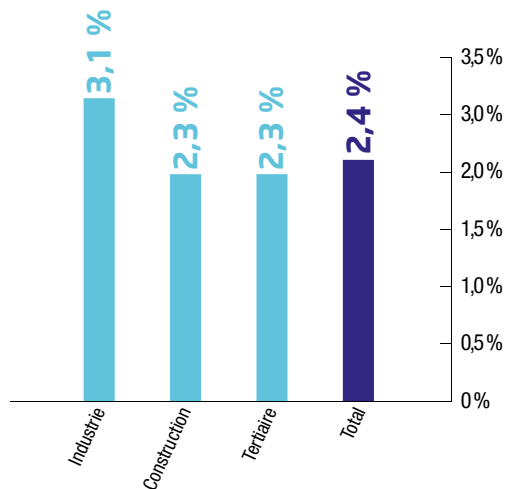
* Le taux d'emploi est le rapport : [Unités bénéficiaires (UB) résultant de l'emploi direct de salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH), + UB emploi indirect (contrats avec le secteur adapté ou protégé) + UB stagiaires BOETH] / effectif d'assujettissement total des établissements.

Salariés handicapés dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, selon l'âge, le sexe, et le type de contrat par département, en 2010

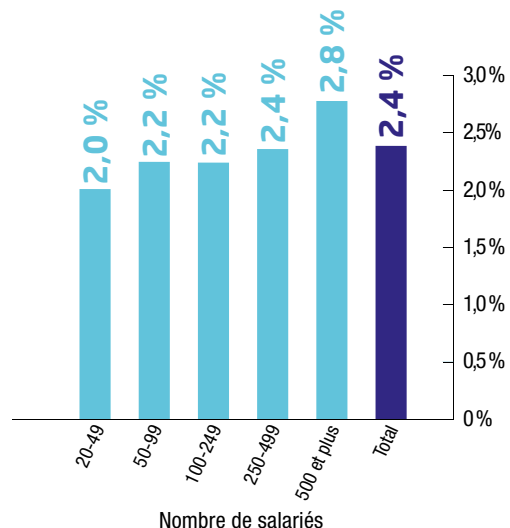
Hommes	48%	62%	66%	62%	57%	60%	61%	66%	58%
Femmes	52%	38%	34%	38%	43%	40%	39%	34%	42%
Moins de 25 ans	2%	3%	2%	2%	2%	2%	2%	3%	2%
de 25 à 49 ans	52%	57%	50%	55%	57%	55%	54%	56%	54%
50 ans et plus	46%	40%	48%	43%	41%	42%	44%	41%	43%
Temps complet	70%	80%	82%	75%	79%	78%	75%	78%	76%
Temps partiel	30%	20%	18%	25%	21%	22%	25%	22%	24%
CDI	92%	90%	95%	93%	93%	93%	94%	92%	93%
CDD	7%	5%	4%	5%	5%	5%	4%	5%	5%
Intérim	1%	5%	2%	2%	2%	1%	2%	3%	2%
Mise à disposition	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Direccte - Dares DOETH 2010. Champ : établissements répondants.

Taux d'emploi* des travailleurs handicapés par secteur d'activité en 2010
Etablissements franciliens de 20 salariés et plus

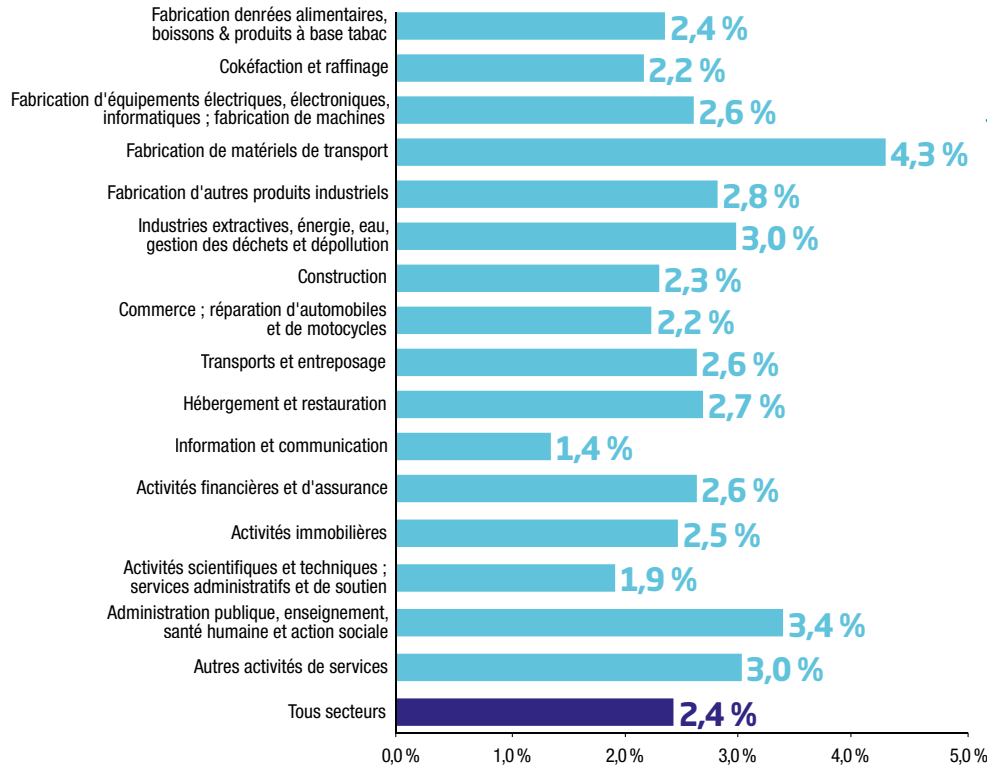


Taux d'emploi* par taille des établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2010



* Le taux d'emploi est le rapport : [Unités bénéficiaires (UB) résultant de l'emploi direct de salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH) + UB emploi indirect (contrats avec le secteur adapté ou protégé) + UB stagiaires BOETH] / effectif d'assujettissement total des établissements.

Taux d'emploi* des travailleurs handicapés par secteur d'activité dans les établissements franciliens de 20 salariés et plus, en 2010



► Bref thématique n°28, L'analyse des bilans d'accords parisiens sur l'emploi des travailleurs handicapés.

► Bref thématique n°51 : Le maintien dans l'emploi dans les accords agréés renouvelés sur l'emploi des travailleurs handicapés (2009-2014).



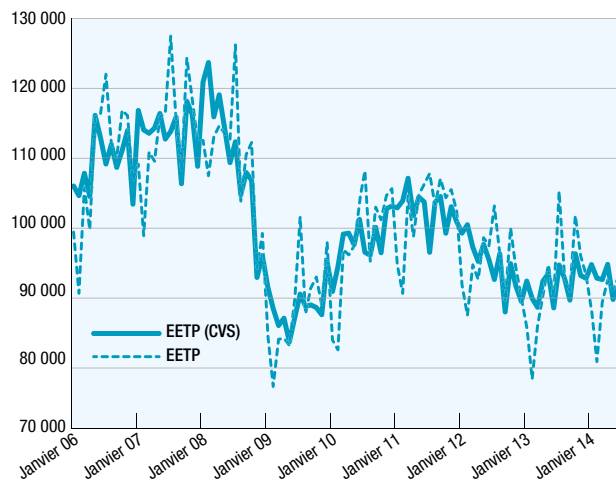
► Le Plan Régional d'Insertion des Travailleurs Handicapés en Île-de-France sur www.ptolemee.com/prithidj/

Source : Direccte - Dares DOETH 2010.
Hors agriculture, sylviculture et pêche.

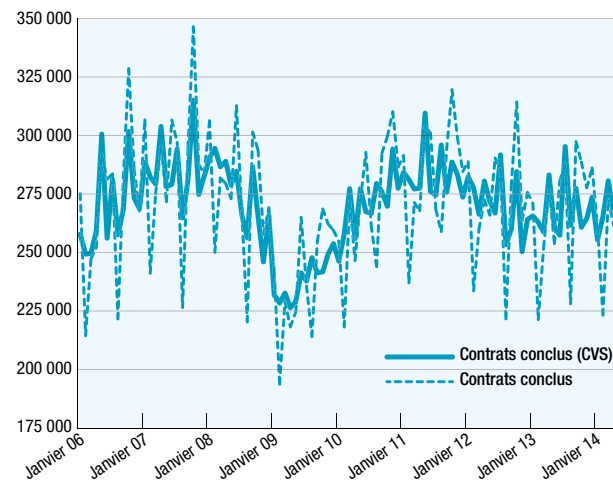
* Le taux d'emploi est le rapport : [Unités bénéficiaires (UB) résultant de l'emploi direct de salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (BOETH) + UB emploi indirect (contrats avec le secteur adapté ou protégé) + UB stagiaires BOETH] / effectif d'assujettissement total des établissements.

L'intérim

Évolution du nombre d'intérimaires en Île-de-France
EETP : emplois en équivalent temps plein



Évolution du nombre de contrats d'intérim conclus en Île-de-France



L'intérim par département, entre le 1^{er} juillet 2013 et le 30 juin 2014

	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport à la même période de l'année passée	Nombre d'équivalents temps plein	Evolution du nombre d'équivalents temps plein par rapport à la même période de l'année passée	Part des femmes	Part des moins de 25 ans	Durée moyenne des missions (en jours)	Taux de recours à l'intérim en 2012 (*)
Paris	567 512	-1,4%	13 096	-1,4%	50,4%	18,9%	6,0	1,1%
Seine-et-Marne	470 636	3,7%	12 153	5,9%	24,2%	23,3%	6,8	3,8%
Yvelines	341 838	2,4%	10 141	2,8%	21,5%	22,4%	8,0	3,3%
Essonne	335 155	0,1%	10 805	-0,4%	21,5%	21,4%	8,4	3,4%
Hauts-de-Seine	482 453	4,3%	16 868	2,6%	38,1%	16,2%	9,3	2,1%
Seine-Saint-Denis	273 145	-1,0%	9 281	1,8%	26,3%	21,5%	8,7	2,4%
Val-de-Marne	351 606	4,5%	9 591	0,3%	23,5%	19,3%	7,4	2,7%
Val-d'Oise	433 947	3,6%	10 205	1,1%	21,8%	22,1%	6,3	3,9%
Île-de-France	3 256 292	2,0%	92 140	1,6%	29,8%	20,3%	7,4	2,3%
France	16 655 325	5,5%	518 309	2,7%	26,8%	24,6%	8,2	3,3%

Lecture : en Île-de-France, pour 100 salariés employés, on comptait 2,3 intérimaires.

Source : Dares / Pôle emploi - Insee / CLAP, calcul des CVS : Direccte-Sese.

* Nombre d'intérimaires (en équivalent temps plein) employés pour 100 salariés (champ CLAP 2012 hors Fonction Publique).

Définitions :

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée.

Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées en emploi intérimaire dans la période.

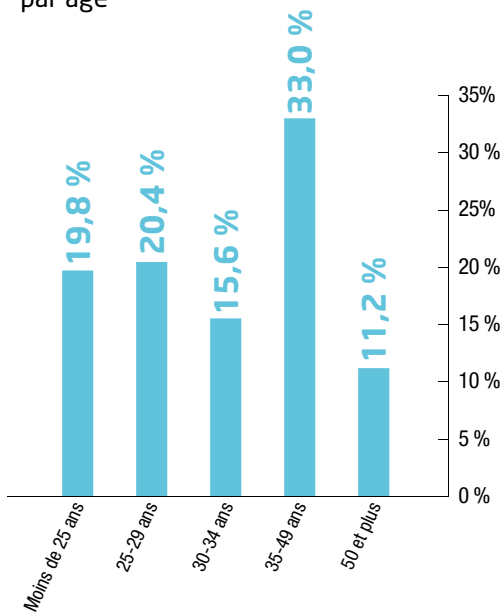
Emplois en équivalent temps plein (EETP, au cours d'une période) : nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps. Sur l'année, 45 semaines de travail sont retenues pour le calcul de cet indicateur.

Taux de recours : nombre d'intérimaires employés (en équivalent temps plein sur l'année) pour 100 salariés en poste en fin d'année (selon l'Insee/CLAP 2012). Les contrats et les emplois ETP sont comptés dans le département de l'établissement utilisateur.

Profil des intérimaires en Île-de-France

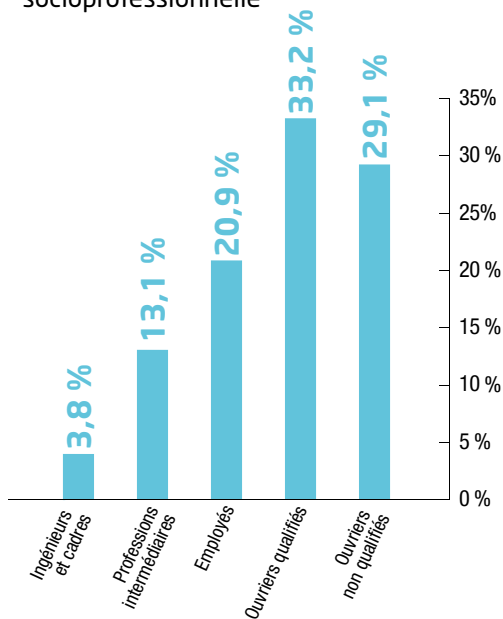
En équivalent temps plein, intérimaires employés entre le 1^{er} juillet 2013 et le 30 juin 2014

Répartition par âge



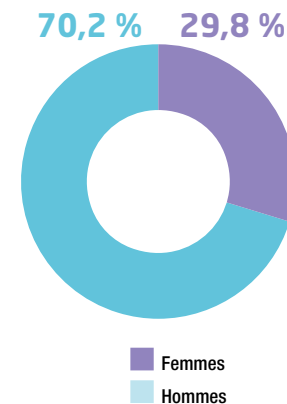
Source : Dares / Pôle emploi.

Répartition par catégorie socioprofessionnelle



Source : Dares / Pôle emploi.

Répartition par sexe



Source : Dares / Pôle emploi.

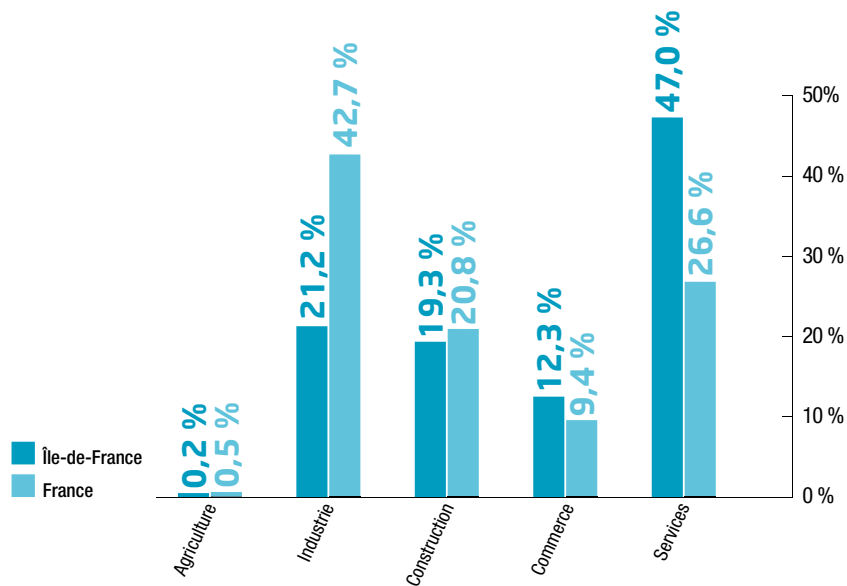
Nombre d'emplois intérimaires par secteur d'activité, selon la localisation de l'établissement utilisateur, entre le 1^{er} juillet 2013 et le 30 juin 2014 (en équivalent temps plein, moyenne annuelle)

Secteurs d'activité	Nombre d'emplois intérimaires									Evolution par rapport à la même période de l'année passée	Durée moyenne des missions (en jours)
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France		
Agriculture, sylviculture et pêche	32	51	23	15	12	S	19	S	160	NS	6,4
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	207	311	305	314	898	592	444	348	3 419	0,2%	6,1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	120	601	156	367	474	80	325	116	2 239	0,4%	4,6
Cokéfaction et raffinage	0	12	6	S	44	S	0	0	68	NS	16,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	90	248	480	356	387	290	135	241	2 226	0,0%	21,5
Fabrication de matériels de transport	472	176	1 844	97	604	187	37	358	3 775	-4,6%	34,7
Fabrication d'autres produits industriels	835	1 484	780	751	1 423	699	642	1 219	7 832	0,3%	9,8
Construction	834	1 779	2 681	2 649	2 929	2 294	2 829	1 809	17 804	3,7%	16,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 661	1 756	1 042	1 432	1 632	1 494	1 344	990	11 351	8,7%	7,5
Transports et entreposage	1 113	3 754	488	3 149	900	999	1 298	3 191	14 893	3,9%	5,4
Hébergement et restauration	1 071	281	267	161	1 080	96	287	280	3 522	-2,0%	2,4
Information et communication	486	143	222	97	884	137	301	186	2 455	-5,1%	16,6
Activités financières et d'assurance	1 861	76	111	103	1 034	337	357	73	3 952	-0,3%	21,4
Activités immobilières	173	41	66	12	165	33	50	6	545	-9,3%	8,6
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2 489	870	1 376	986	3 213	971	1 162	1 145	12 212	1,9%	7,3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	791	91	164	140	360	837	241	144	2 768	-5,7%	3,1
Autres activités de services	752	353	45	111	564	145	32	46	2 048	-9,7%	5,7
Non précisé	112	126	85	66	266	83	88	46	871	NS	8,8
Ensemble	13 096	12 153	10 141	10 805	16 868	9 281	9 591	10 205	92 140	1,6%	7,4

Source : Dares / Pôle emploi.

S : secret statistique. NS : évolution non significative.

Répartition du nombre d'emplois intérimaires par grand secteur d'activité, entre le 1^{er} juillet 2013 et le 30 juin 2014, en équivalent temps plein





CHIFFRES CLÉS 2015

POLITIQUE DU TRAVAIL

■ Les élections professionnelles

La loi du 20 août 2008 prévoit que la représentativité des syndicats se mesure à l'aune de 7 critères, dont celui de l'audience mesurée à partir des élections professionnelles dans les entreprises de 11 salariés et plus, des élections de décembre 2012 pour les TPE et des élections aux chambres d'agriculture pour la branche de la production agricole. Ces élections ne concernant que les représentants des salariés, l'audience des organisations des employeurs ne peut être mesurée qu'à partir des élections prud'homales.











Audience syndicale des organisations syndicales au niveau régional

	Île-de-France	
	Suffrages valablement exprimés	Score (%)
CFDT	371 210,35	24,04%
CGT	367 179,09	23,78%
CGT-FO	223 953,40	14,51%
CFE-CGC	205 980,37	13,34%
CFTC	165 100,07	10,69%
UNSA	87 021,71	5,64%
SOLIDAIRES	68 175,86	4,42%
Autres OS	55 254,42	3,58%
Total	1 543 875,27	100%

Source : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
 - audience syndicale régionale publiée dans l'instruction DGT du 9 juillet 2013.

Les élections aux prud'hommes, de 2008











Collège employeurs

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'inscrits	34 218	9 083	11 548	8 124	20 630	9 035	8 620	6 449	107 707	513 491
Taux de participation	21,2%	26,9%	30,8%	23,9%	21,4%	16,3%	22,9%	23,6%	22,8%	31,2%

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé.

Répartition des suffrages exprimés par syndicat










En % des suffrages exprimés

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
UDE (Union des entreprises)	58,5%	88,9%	58,2%	65,9%	65,0%	77,8%	57,7%	71,0%	65,1%	72,2%
AEES (Association des employeurs de l'économie sociale)	14,6%	11,1%	12,3%	23,0%	13,5%	22,2%	20,3%	23,4%	15,9%	19,1%
Autres	26,9%	0,0%	29,4%	11,2%	21,4%	0,0%	22,0%	5,6%	19,1%	8,7%

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé.

La négociation collective en Île-de-France

Nombre de textes signés et enregistrés en 2013*

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Total	5 534	1 087	1 502	1 364	1 623	1 617	763	830	14 320

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

* L'application Gestion des accords permet aux unités territoriales d'enregistrer les textes issus de la négociation collective adressés aux Direccte.

Ces textes peuvent être :

- des accords négociés et signés par les partenaires sociaux
- des avenants à des accords déjà signés ;
- des adhésions à un accord existant (par exemple quand une entreprise adhère à l'accord du groupe qu'elle rejoint) ;
- des dénonciations d'accords en vigueur ;

- des procès verbaux de désaccord, preuves que les négociations ont été engagées mais n'ont pas abouti ;
- des décisions unilatérales de l'employeur.

Les textes sont le plus souvent signés au siège de l'entreprise lorsque celle-ci est multi-établissements ce qui explique le grand nombre de textes signés en Île-de-France en raison du grand nombre d'établissements sièges.

Dénombrement des textes traitant de l'épargne salariale signés et enregistrés en 2013*

Départements	Nombre de textes	Intéressement ou participation**	Thèmes***	
			Plans d'épargne	
			Plan d'épargne entreprise (PEE), plan d'épargne interentreprises (PEI), plan d'épargne groupe (PEG)	Plan d'épargne retraite collectif (PERCO), plan d'épargne retraite collectif de groupe (PERCOG), plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCOI)
Paris	2 438	45%	41%	15%
Seine-et-Marne	508	72%	23%	7%
Yvelines	653	70%	24%	11%
Essonne	646	72%	22%	8%
Hauts-de-Seine	639	92%	27%	8%
Seine-Saint-Denis	538	62%	33%	10%
Val-de-Marne	360	102%	4%	1%
Val-d'Oise	354	62%	27%	13%
Île-de-France	6 136			










Source : ACCORD / UT Direccte / Dares.

* Ce dénombrement comprend les décisions unilatérales portant sur l'épargne salariale.

** Y compris les textes sur la prime de partage des profits.

*** Le total peut être supérieur à 100% un même texte pouvant aborder plusieurs thèmes.

Textes signés et enregistrés en 2013 par type hors textes traitant de l'épargne salariale

	 Paris	 Seine-et-Marne	 Yvelines	 Essonne	 Hauts-de-Seine	 Seine-Saint-Denis	 Val-de-Marne	 Val-d'Oise	 Île-de-France
Accord au sens strict	1 911	335	609	419	629	636	268	285	5 092
Adhésion à un accord	13	2	1	2	1	5	0	2	26
Avenant	335	54	79	71	86	161	5	47	838
Dénonciation d'accords	53	10	1	29	8	9	0	7	117
Désaccord (constats)*	203	62	92	60	34	106	51	52	660
Autre	1	0	1	3	0	0	0	1	6
Total hors décisions unilatérales	2 516	463	783	584	758	917	324	394	6 739
Décision unilatérale employeur**	580	116	66	134	226	162	79	82	1 445
Total	3 096	579	849	718	984	1 079	403	476	8 184

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

* Les employeurs doivent déposer un constat de désaccord avant de pouvoir satisfaire aux incitations à négocier sur l'égalité professionnelle, la pénibilité, le contrat de génération via un plan d'action unilatéral.

** Le nombre de décisions unilatérales est durablement élevé en raison de la possibilité laissée aux directions d'entreprises de satisfaire par des plans d'actions aux obligations de négociations relatives à l'égalité professionnelle, à la pénibilité, au contrat de génération, afin de ne pas être soumises à pénalité financière.

Textes signés et enregistrés en 2013 par thème

Hors décisions unilatérales et hors textes traitant de l'épargne salariale



Île-de-France

Temps de travail	17,5%
Salaires et primes*	40,0%
Droit syndical, institutions représentatives du personnel	8,4%
Conditions de travail	5,5%
Emploi	7,3%
Classification	0,9%
Formation professionnelle	1,1%
Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences	2,0%
Accords de méthode	1,2%
Prévoyance	6,3%
Non discrimination	0,2%
Egalité hommes-femmes	13,8%
Travailleurs handicapés	4,1%
Seniors**	15,3%
Risques psychosociaux	0,4%
Travail du dimanche	0,3%
Pénibilité	0,8%
Autres***	56,0%
Ensemble	6 739

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

Lecture : 17,5 % des textes signés et enregistrés en 2013 en Île-de-France portent sur le temps de travail.










Un texte pouvant aborder plusieurs thèmes, le total des fréquences est supérieur à 100%.

* Cette rubrique peut comporter un certain nombre de textes portant sur la prime de partage des profits, qui sont enregistrés en textes soit d'épargne salariale soit de salaires et primes. Une recodification partielle, sur le libellé, pour les inclure dans l'épargne salariale a été faite mais ne corrige pas toutes les erreurs.

** La négociation sur le contrat de génération - incitation pour les entreprises de 300 salariés et plus, obligation pour les entreprises de moins de 300 salariés faisant une demande d'aide - explique le poids important des thèmes «Emploi» et «Seniors».

*** Cette catégorie voit son poids augmenter depuis plusieurs années car, pour chaque mesure spécifique (prime exceptionnelle, mesures pénibilité, mesures égalité professionnelle, contrat de génération...), il est demandé aux services d'enregistrer le texte sous ce thème en précisant l'objet sur un libellé à compléter.

Textes signés et enregistrés en 2013 par type de signataire hors textes traitant de l'épargne salariale

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Délégué du personnel (DP), Délégué unique (DU), Comité d'entreprise (CE)	90	10	65	27	57	16	22	23	310
Délégué syndical	2 162	411	657	487	670	843	295	342	5 867
Employeur seul*	798	151	97	198	247	217	77	103	1 888
Ratification aux 2/3**	39	6	7	6	4	2	2	8	74
Salarié mandaté	3	1	0	0	0	0	0	0	4
Non précisé	4	0	23	0	6	1	7	0	41
Total	3 096	579	849	718	984	1 079	403	476	8 184

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

* Ce chiffre comprend les décisions unilatérales mais aussi des dénonciations d'accord, des constats de désaccord... ** Procédure prévue pour certains accords, relatifs par exemple à la prévoyance, au versement de primes, l'accord étant valide sans nécessité de la signature d'un représentant des salariés.

Textes signés par des délégués syndicaux et enregistrés en 2013 hors textes traitant de l'épargne salariale

Pourcentage des accords signés par les délégués désignés par les syndicats, par ordre de représentativité

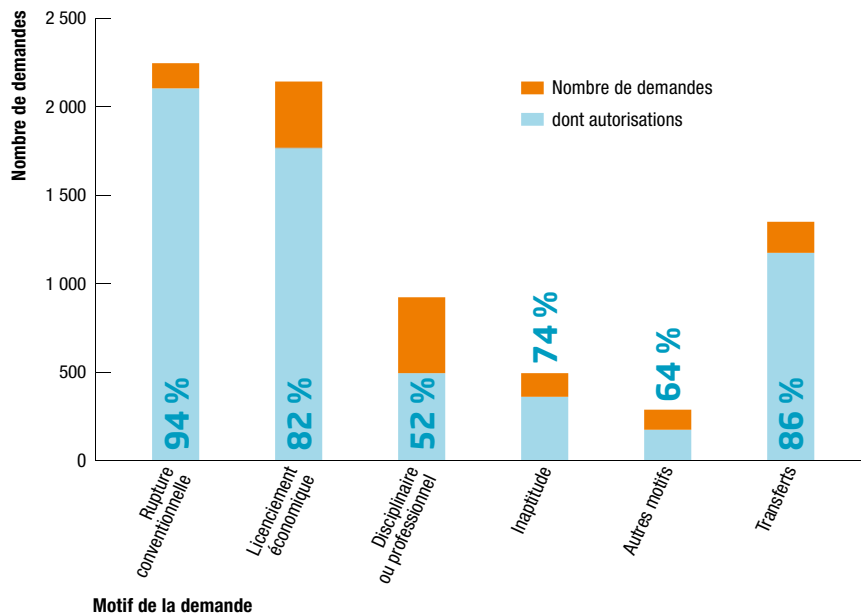
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
CFDT	61,1%	58,2%	56,5%	49,9%	60,0%	56,7%	52,9%	53,2%	57,8%
CGT	45,6%	54,7%	49,9%	44,4%	45,8%	49,3%	54,2%	51,8%	48,0%
CGT-FO	32,7%	33,3%	41,2%	43,9%	30,3%	31,8%	39,0%	39,8%	35,0%
CFE-CGC	46,6%	23,8%	45,5%	44,1%	57,6%	43,7%	31,2%	33,9%	44,0%
CFTC	27,4%	26,0%	27,9%	23,8%	36,9%	27,0%	26,8%	21,9%	27,7%
Autres	23,6%	15,3%	15,7%	11,1%	21,0%	17,3%	19,7%	21,9%	19,6%
Total	2 162	411	657	487	670	843	295	342	5 867

Source : ACCORD / UT- Direccte / Dares.

Le total de chaque colonne est supérieur à 100% car les textes sont souvent signés par plusieurs syndicats. Parmi les autres syndicats, ce sont l'UNSA puis SUD qui sont les plus importants avec des poids respectifs qui représentent 55% et 22% de la catégorie « autres ».

Les licenciements de salariés protégés

Demandes et autorisations de licenciements et de transferts traitées en Île-de-France, en 2013



Lecture : en Île-de-France, environ 1400 demandes de transfert de salarié protégé ont été instruites et saisies dans l'outil informatique en 2013. 86 % de ces demandes ont été autorisées.

Les « autres motifs » regroupent les fins de CDD, mises à la retraite et autres motifs.

Note : le taux d'autorisation est le rapport « Nombre de décisions d'autorisation / Nombre de demandes (autorisation + refus + « autre » (dont rejet)) ».

Source : Delphes / données saisies dans Cap Sitere - traitement Direccte Île-de-France Sese.

Les salaires du secteur privé, en 2011

Salaires brut en équivalent temps plein (ou brut annuel), par catégorie socioprofessionnelle et département

Catégorie socioprofessionnelle	Salaires brut en équivalent temps plein (€)					Ensemble
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	
Paris	76 780	39 433	28 112	30 517	26 291	46 890
Seine-et-Marne	61 609	36 058	25 162	28 621	23 300	32 961
Yvelines	68 552	37 858	26 667	30 471	25 170	41 514
Essonne	67 421	37 552	26 910	29 589	24 093	38 743
Hauts-de-Seine	75 855	41 195	30 415	33 988	29 494	54 418
Seine-Saint-Denis	66 188	37 842	27 315	28 881	23 627	38 538
Val-de-Marne	65 892	38 177	27 209	29 582	23 772	37 976
Val-d'Oise	73 702	37 603	29 149	28 921	24 264	38 342
Île-de-France	73 182	38 836	27 934	30 058	25 034	44 095
France entière	64 355	35 464	25 339	27 255	23 158	34 351

Source : Insee, DADS 2011.

Note : est considéré à temps complet, un salarié travaillant, sur sa période d'activité, au delà d'un nombre d'heures par jour propre à chaque secteur d'activité. Ce temps quotidien s'élève en moyenne autour de 6 heures.

Champ :

- salariés à temps complet, hors chefs d'entreprise, apprentis, stagiaires et bénéficiaires de contrats aidés ;
- ensemble des activités hors agriculture, administration publique, services domestiques et activités extraterritoriales ;
- France entière y compris DOM.

Distribution des salaires bruts en équivalent temps plein (bruts annuels), en 2011

Catégorie socioprofessionnelle * Sexe	Salaire brut en équivalent temps plein (€)							
	Île-de-France				France entière			
	Premier décile	Médiane	Neuvième décile	Rapport interdécile	Premier décile	Médiane	Neuvième décile	Rapport interdécile
Cadres	37 671	62 115	128 228	3,40	35 422	56 379	107 772	3,04
Professions intermédiaires	24 190	36 267	57 454	2,38	23 326	34 127	52 088	2,23
Employés	17 614	24 577	41 111	2,33	17 703	23 836	37 606	2,12
Ouvriers qualifiés	18 906	27 678	40 844	2,16	19 135	25 951	36 459	1,91
Ouvriers non qualifiés	15 958	22 404	34 714	2,18	16 431	22 274	31 866	1,94
Hommes	19 828	34 787	82 944	4,18	19 263	28 809	59 316	3,08
Cadres	33 625	52 672	96 910	2,88	30 765	47 844	85 130	2,77
Professions intermédiaires	22 792	33 961	52 592	2,31	20 981	30 441	45 757	2,18
Employés	17 358	24 974	39 898	2,30	17 042	22 851	34 205	2,01
Ouvrières qualifiées	17 596	24 781	39 391	2,24	17 440	22 853	32 407	1,86
Ouvrières non qualifiées	14 088	19 743	31 680	2,25	14 993	20 080	27 226	1,82
Femmes	18 771	31 902	64 873	3,46	17 681	25 596	48 213	2,73
Cadres	36 046	58 519	117 244	3,25	33 658	53 439	100 816	3,00
Professions intermédiaires	23 542	35 272	55 498	2,36	22 269	32 691	49 876	2,24
Employés	17 461	24 820	40 328	2,31	17 251	23 166	35 347	2,05
Ouvriers qualifiés	18 779	27 485	40 759	2,17	18 923	25 692	36 203	1,91
Ouvriers non qualifiés	15 430	21 677	34 247	2,22	15 980	21 605	30 836	1,93
Total	19 378	33 573	75 778	3,91	18 574	27 646	55 223	2,97

Lecture : 10% des salariés d'Île-de-France gagnent moins de 19 378 € par an en 2011, 50% gagnent moins (ou plus) de 33 573 €. Le salaire annuel des 10% de salariés franciliens les mieux payés est 3,91 fois plus élevé que celui des 10% ayant les salaires les moins élevés.

Source : Insee, DADS 2011.

Note : est considéré à temps complet, un salarié travaillant, sur sa période d'activité, au delà d'un nombre d'heures par jour propre à chaque secteur d'activité. Ce temps quotidien s'élève en moyenne autour de 6 heures.

Champ :

- salariés à temps complet, hors chefs d'entreprise, apprentis, stagiaires et bénéficiaires de contrats aidés ;
- ensemble des activités hors agriculture, administration publique, services domestiques et activités extraterritoriales ;
- France entière y compris DOM.

Les expositions professionnelles

Salariés exposés à des contraintes physiques, chimiques, biologiques

Exposition aux contraintes physiques (% de salariés)

	Île-de-France	Autres régions
Plus fréquente en Île-de-France		
Travail en air et espace contrôlés	26,7%	17,0%
Travail sur écran (en continu ou discontinu)	62,5%	50,7%
Position fixe de la tête et du cou	32,0%	28,4%
Moins fréquente en Île-de-France		
Exposition à des nuisances sonores	24,2%	34,6%
Nuisances thermiques	14,4%	20,7%
Manutention manuelle de charges	27,0%	41,5%
Contraintes posturales et articulaires	69,0%	77,3%
<i>dont :</i>		
<i>Position debout ou piétinement</i>	37,7%	50,6%
<i>Déplacement à pied dans le travail</i>	33,1%	45,1%
<i>Position à genoux</i>	10,5%	18,0%
<i>Maintien de bras en l'air</i>	11,3%	18,9%
<i>Autres contraintes posturales (posture accroupie, en torsion, etc.)</i>	18,5%	28,5%
<i>Répétition d'un même geste ou d'une série de gestes à une cadence élevée</i>	24,0%	26,2%
<i>Travail exigeant de façon habituelle une position forcée d'une ou plusieurs articulations</i>	14,7%	19,1%
Machines et outils vibrants	6,7%	14,0%
Conduite	20,9%	35,2%
Exposition aux radiations ou aux rayonnements	2,7%	3,7%

Lecture : en Île-de-France, 24,2% des salariés répondants sont exposés à des nuisances sonores contre 34,6% dans les autres régions.

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte Île-de-France - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Part des salariés exposés à une ou plusieurs contraintes physiques

	Île-de-France	Autres régions
Pas d'exposition	4,1%	2,4%
Exposition à une contrainte physique	19,2%	14,1%
Exposition à 2 contraintes physiques	30,3%	25,9%
Exposition à 3 contraintes physiques ou plus	46,4%	57,6%
Total	100%	100%

Lecture : en Île-de-France, 46,4 % des salariés répondants sont exposés à au moins 3 contraintes physiques contre 57,6 % dans les autres régions.

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte Île-de-France - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.



Part des salariés exposés à des agents chimiques ou biologiques

	Île-de-France	Autres régions
Salariés exposés à au moins un agent chimique	22,3%	37,3%
Salariés exposés à des agents biologiques	15,8%	22,3%

Lecture : en Île-de-France, 22,3% des salariés répondants sont exposés à au moins un agent chimique (solvants, oxydants, gaz et fumées, etc.).

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte Île-de-France - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

► Bref Thématique N° 42, Les Expositions aux Produits Chimiques cancérogènes en 2010 en Île-de-France, janvier 2014.



Part de salariés exposés à plus d'une contrainte physique selon le secteur d'activité


	Île-de-France	Autres régions
Industries manufacturière, extractive et autres	76,3%	87,5%
Production et distribution de gaz, d'électricité, d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	82,5%	85,0%
Construction	85,9%	93,4%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	81,2%	87,0%
Transports et entreposage	86,8%	90,6%
Hébergement et restauration	87,4%	77,4%
Edition, audiovisuel et diffusion	70,8%	86,8%
Télécommunications	97,6%	84,3%
Activités informatiques et services d'information	70,3%	77,4%
Activités financières et d'assurance	84,6%	78,3%
Activités immobilières	69,9%	72,2%
Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	69,3%	74,0%
Recherche-développement scientifique	72,4%	80,6%
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	77,9%	84,8%
Activités de services administratifs et de soutien	70,2%	76,9%
Administration publique, Enseignement	72,2%	72,6%
Activités pour la santé humaine	66,6%	80,5%
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	62,4%	77,6%
Arts, spectacles et autres activités	67,4%	69,8%
Ensemble	76,7%	83,5%

Lecture : en Île-de-France, 85,9% des salariés répondants travaillant dans la construction sont exposés à plus d'une contrainte physique contre 93,4% dans les autres régions.

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte Île-de-France - Sese.

Champ: salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Part de salariés exposés à plus d'une contrainte physique selon la catégorie socioprofessionnelle

	 Île-de-France	Autres régions
Cadres et professions intellectuelles supérieures	72,4%	78,9%
Professions intermédiaires	73,8%	79,2%
Employés administratifs	74,6%	74,2%
Employés de service	75,4%	81,0%
Ouvriers	89,7%	92,9%
Ensemble	76,7%	83,5%

Lecture : en Île-de-France, 72,4% des cadres répondants sont exposés à plus d'une contrainte physique contre 78,9% dans les autres régions.

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte Île-de-France - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.



► Bref Thématique N° 41, Les contraintes professionnelles en 2010 en Île-de-France.

► Bref thématique n°48, Contraintes professionnelles et troubles musculo-squelettiques.

► 17 fiches d'aide au diagnostic et à la prévention des risques professionnels présentant les principales expositions aux contraintes organisationnelles, physiques, chimiques et biologiques, par secteur (A21) sont téléchargeables.

Les contraintes organisationnelles liées au temps de travail

Durée de l'absence du domicile du fait du travail	Île-de-France	Autres régions
amplitude < 10h	26,3%	46,2%
amplitude = 10h	23,4%	23,7%
amplitude > 10h	50,3%	30,1%
Total	100%	100%

Lecture : en Île-de-France, 50,3% des salariés répondants sont absents de chez eux du fait de leur travail plus de 10 heures lors d'une journée, contre 30,1% dans les autres régions.

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte Île-de-France Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Caractéristiques du temps de travail	Île-de-France	Autres régions
Horaires pas les mêmes tous les jours	23,3%	24,1%
Plusieurs périodes de travail dans la journée	8,6%	11,1%
Travail de nuit (0h-5h, même occasionnellement)	14,4%	14,5%
Travail de soirée (20h-24h, même occasionnellement)	35,7%	29,4%
Travail du samedi (même occasionnellement)	49,1%	52,6%
Travail du dimanche (même occasionnellement)	37,2%	32,3%
Astreintes	9,8%	8,5%

Lecture : en Île-de-France, 9,8% des salariés répondants effectuent des astreintes dans le cadre de leur travail, contre 8,5% dans les autres régions.

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte Île-de-France Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.



► Bref Thématique N° 43.
Le travail en horaires atypiques
en Île-de-France.

► Bref Thématique N° 44.
La durée du travail en Île-de-France
dans l'enquête Sumer 2010.

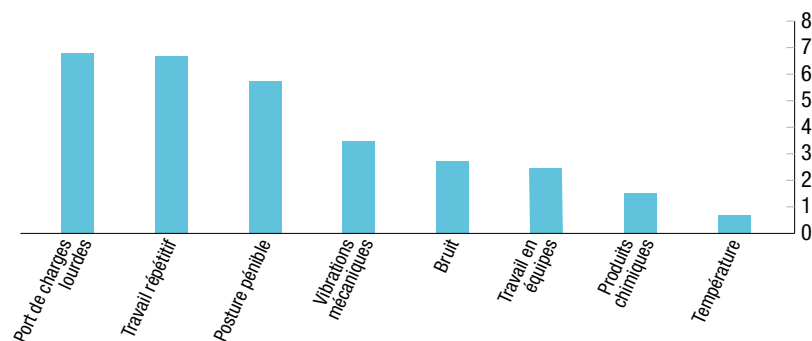
► Bref Thématique N° 47.
Les situations de tension
au travail en Île-de-France.

► Bref thématique n°48.
Contraintes professionnelles
et troubles musculo-squelettiques.

► Bref thématique n°49.
Comportements hostiles et agressions
au travail en Île-de-France.

Les facteurs de pénibilité du travail

Salariés exposés à au moins un facteur de pénibilité en Île-de-France, en %



■ Lecture : en Île-de-France 6,8% des salariés répondants sont exposés au port de charges lourdes.

Source : enquête Sumer 2010, Dares DGT - Traitement Direccte Île-de-France - Sese.

Champ : salariés surveillés par la médecine du travail hors fonctions publiques d'Etat et territoriale, MSA et intérimaires.

Le décret n° 2014-1159 du 9 octobre 2014 relatif à l'exposition des travailleurs à certains facteurs de risque professionnel au-delà de certains seuils de pénibilité et à sa traçabilité a fixé des seuils d'exposition aux différents facteurs de pénibilité.

L'enquête Sumer ne comporte pas tous les éléments constitutifs de ces seuils légaux.

Cependant un certain nombre d'informations permettent un cadrage de la pénibilité approchant les critères légaux. Les estimations statistiques sont fondées sur les réponses suivantes à l'enquête Sumer :

- Port de charges lourdes : manutention manuelle de charges : au moins 10 heures par semaine ;

- Travail répétitif : répétition d'un même geste ou d'une série de gestes à une cadence élevée : au moins 20 heures par semaine.
- Postures pénibles définies comme position forcée des articulations : au moins 20 heures par semaine ;
- Vibrations mécaniques : au moins 2 heures par semaine pour les outils transmettant les vibrations aux membres supérieurs, 10 heures pour les vibrations provenant d'autres sources (fixes) ;
- Bruit : exposition à des nuisances sonores au moins 10 heures par semaine pour un bruit supérieur à 85 décibels ;
- Travail en équipes (travail posté) : 3x8, 4x8 ou 2x12 ;

- Produits chimiques : score d'exposition à des agents chimiques pendant la dernière semaine travaillée au moins égal à 2 (soit 10 heures au moins d'exposition pour une intensité égale à 1 -très faible-, soit 2 heures d'exposition au moins pour une intensité de faible à très forte).
- Température : nuisances thermiques au moins 10 heures par semaine pour les températures inférieures à 0° ou supérieure à 30°, 20 heures entre 0° et 15°.
- Travail de nuit : sous sa forme actuelle la question posée dans l'enquête Sumer ne permet pas de se rapprocher du seuil légal (1 heure travaillée au moins entre 24h et 5h 120 nuits par an).

Les accidents du travail, en 2010

Accidents de travail survenus en 2010, reconnus et ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins un jour, des séquelles physiques permanentes (IPP) ou un décès sur le lieu de travail

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Accidents hors trajet	20 587	17 402	12 282	11 903	12 543	15 544	12 461	13 573	116 295
Accidents de trajet	7 960	2 596	2 478	2 122	4 910	3 303	2 727	2 103	28 199

Source : données Cnam-TS - Dares pour le nombre d'AT.

* Est considéré comme accident de trajet l'accident du salarié survenu pendant le trajet aller et retour :

- entre son lieu de travail et sa résidence principale ou une résidence secondaire présentant un caractère de stabilité, ou tout autre lieu où le salarié se rend de façon habituelle pour des motifs d'ordre familial ;
- entre son lieu de travail et le restaurant, la cantine, ou tout autre lieu où le salarié prend habituellement ses repas.

Définition :

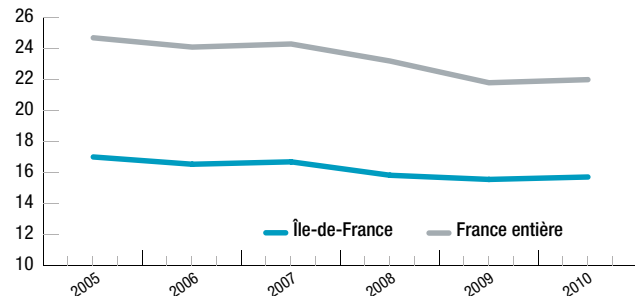
Le taux de fréquence au cours d'une année est le nombre d'AT avec arrêt par million d'heures salariées au cours de l'année considérée.

Taux de fréquence = Nombre d'AT avec arrêt / Nombre d'heures salariées (DADS) * 1 000 000.

Source : données Cnam-TS pour le nombre d'AT; DADS-Insee pour le nombre d'heures rémunérées ; calculs Dares pour France entière.

Champ : salariés du régime général de sécurité sociale présents dans les DADS-Insee ; Île-de-France.

Évolution du taux de fréquence des accidents de travail hors trajet reconnus ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins un jour, des séquelles physiques permanentes (IPP) ou un décès sur le lieu de travail



Répartition selon le sexe et l'âge des accidents de travail, hors trajet, reconnus ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins un jour, des séquelles physiques permanentes (IPP) ou un décès sur le lieu de travail

Sexe et âge	Nombre d'AT en 2010	Taux de fréquence	Nombre moyen de jours d'arrêt par AT	Part d'AT ayant entraîné une IPP
Ensemble	116 295	15,7	60,3	7,0
Hommes	76 960	18,1	60,5	7,2
Femmes	39 335	12,5	60,0	6,6
De 15 à 19 ans	2 555	30,8	25,8	1,8
De 20 à 29 ans	30 168	18,3	42,0	2,8
De 30 à 39 ans	31 901	15,1	57,6	5,3
De 40 à 49 ans	28 857	15,2	68,5	8,6
De 50 à 59 ans	19 971	14,3	80,9	13,1
60 ans ou plus	2 843	10,8	88,0	16,4

Répartition selon la catégorie socioprofessionnelle des accidents de travail, hors trajet, reconnus ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins un jour, des séquelles physiques permanentes (IPP) ou un décès sur le lieu de travail

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre d'AT en 2010	Taux de fréquence	Nombre moyen de jours d'arrêt par AT	Part d'AT ayant entraîné une IPP
Cadres	4 318	1,9	66,0	8,0
Professions intermédiaires	10 193	6,6	63,8	6,7
Employés	40 106	18,2	64,4	10,2
Ouvriers	59 544	41,7	52,9	6,6
Non précisé	2 134	148,9	53,2	5,2

Source : données Cnam-TS pour le nombre d'AT; DADS-Insee pour le nombre d'heures rémunérées ; calculs Dares pour France entière.

Champ : salariés du régime général de sécurité sociale présents dans les DADS-Insee ; Île-de-France.

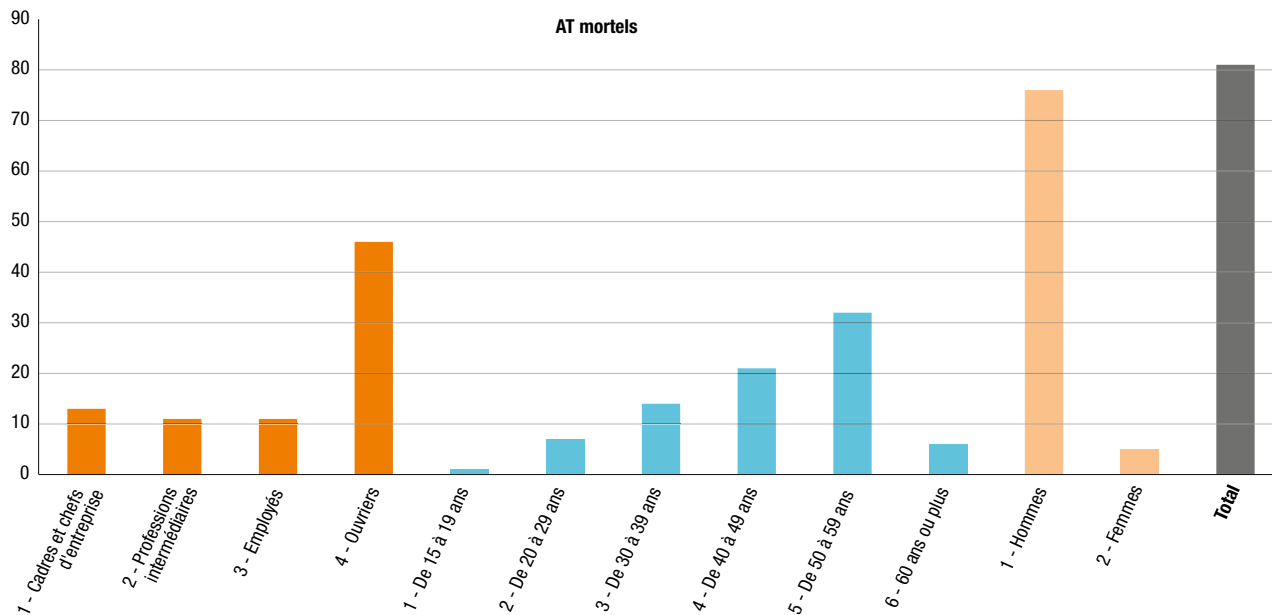
Répartition selon le secteur d'activité des accidents de travail hors trajet reconnus ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins un jour, des séquelles physiques permanentes (IPP) ou un décès sur le lieu de travail

Secteur d'activité	Nombre d'AT en 2010	Taux de fréquence	Nombre moyen de jours d'arrêt par AT	Part d'AT ayant entraîné une IPP
AZ - Agriculture, sylviculture et pêche	6	2,2	97,2	16,7
BZ - Industries extractives	54	19,2	74,4	11,1
CA - Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 551	19,2	56,0	7,2
CB - Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	273	8,4	75,7	10,3
CC - Travail du bois, industries du papier et imprimerie	905	23,1	60,5	7,1
CD - Cokéfaction et raffinage	20	9,2	59,7	5,0
CE - Industrie chimique	338	6,9	61,7	9,5
CF - Industrie pharmaceutique	340	8,5	50,6	7,4
CG - Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	766	20,0	62,6	7,4
CH - Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	1 415	26,1	56,5	8,0
CI - Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	350	4,2	45,1	7,7
CJ - Fabrication d'équipements électriques	219	8,2	61,5	11,0
CK - Fabrication de machines et équipements n c a	467	13,7	49,9	8,4
CL - Fabrication de matériels de transport	880	6,3	68,9	10,5
CM - Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	1 185	14,9	56,6	8,8
DZ - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	211	7,6	58,1	4,3
EZ - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 594	32,1	63,0	8,0
FZ - Construction	14 888	33,1	69,7	9,6
GZ - Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	21 351	18,3	57,4	6,2
HZ - Transports et entreposage	16 091	31,6	60,8	5,7
IZ - Hébergement et restauration	11 338	26,0	51,7	5,5
JA - Édition, audiovisuel et diffusion	693	3,0	52,3	10,0
JB - Télécommunications	289	2,7	47,5	5,9
JC - Activités informatiques et services d'information	566	1,7	54,4	5,7
KZ - Activités financières et d'assurance	1 467	2,6	57,7	8,9
LZ - Activités immobilières	1 636	11,9	70,8	9,7
MA - Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	2 318	3,7	59,1	7,5
MB - Recherche-développement scientifique	246	3,2	30,0	7,7
MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	950	6,4	69,7	9,3
NI - Activités des agences de travail temporaire	3 885	21,1	68,9	7,9
NZ - Activités de services administratifs et de soutien	9 946	17,7	74,9	8,6
OZ - Administration publique	2 952	14,8	40,6	5,8
PZ - Enseignement	788	7,0	52,4	7,4
QA - Activités pour la santé humaine	3 524	18,8	60,7	6,9
QB - Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	7 906	32,3	53,0	5,3
RZ - Arts, spectacles et activités récréatives	2 702	21,3	48,8	4,0
SZ - Autres activités de services	2 166	10,2	57,7	6,9

Lecture : en 2010, dans le secteur des transports et entreposage (HZ) 16 091 accidents du travail hors trajet avec arrêt ont été reconnus, soit 31,6 accidents pour un million d'heures salariées dans ce secteur. Chaque AT a donné lieu à 60,8 jours d'arrêt en moyenne et 5,7% d'entre eux ont donné lieu à une incapacité partielle permanente.

Source : données Cnam-TS pour le nombre d'AT; DADS-Insee pour le nombre d'heures rémunérées ; calculs Dares pour France entière / Champ : salariés du régime général de sécurité sociale présents dans les DADS-Insee ; Ile-de-France.

Les accidents du travail mortels, en 2010 (hors trajet)



■ La médecine du travail

Les services de santé au travail, en 2013

	Nombre de services	Effectifs salariés surveillés	Proportion de SMR*	Nombre de médecins (etp)
Services à compétence interprofessionnelle	27	2 989 345	14%	859
Services à compétence uniquement professionnelle	5	229 042	12%	
Services autonomes (estimations)	260	500 000 env	nd	nd

* SMR : surveillance médicale renforcée.

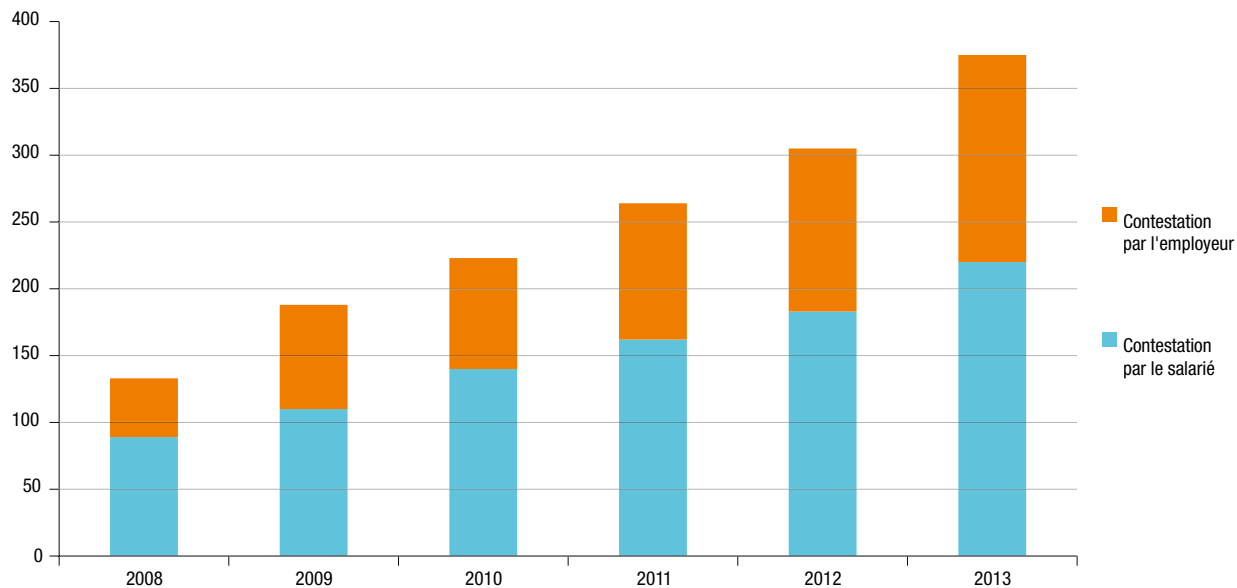
nd : non disponible.

etp : équivalent temps plein.

Source : Direccte Île-de-France - pôle T inspection médicale du travail.

Les contestations d'avis d'aptitude / inaptitude

Nombre de contestations reçues par la Direccte Île-de-France en application de l'article L 4624-1 du code du travail.



Source : Direccte Île-de-France - pôle T inspection médicale du travail.

La décision de l'inspecteur du travail à l'issue de la procédure confirme la décision contestée du médecin du travail dans 7 cas sur 10.

Environ 10% des décisions font ensuite l'objet d'un recours hiérarchique ou contentieux.

CHIFFRES CLÉS 2015

MARCHÉ DU TRAVAIL



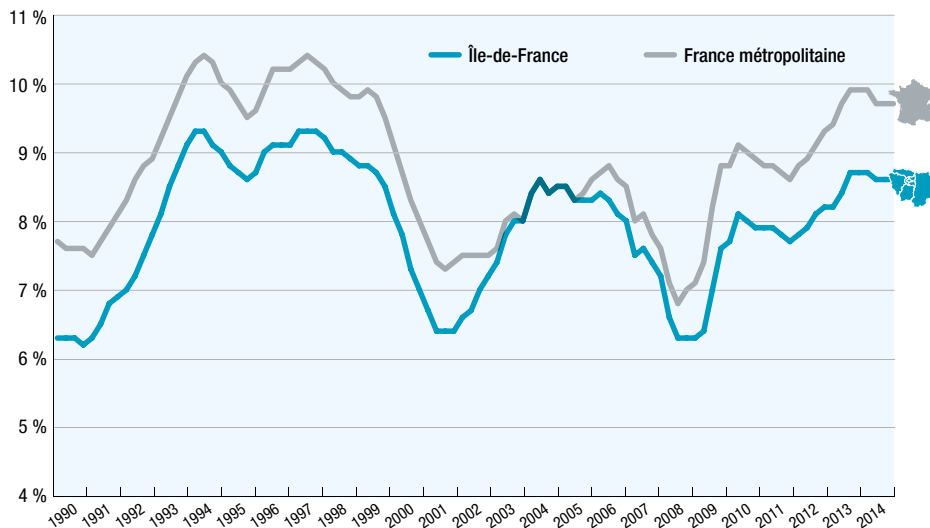
► Synthèse mensuelle : évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France.

► Brefs trimestriels : l'état du marché du travail francilien.



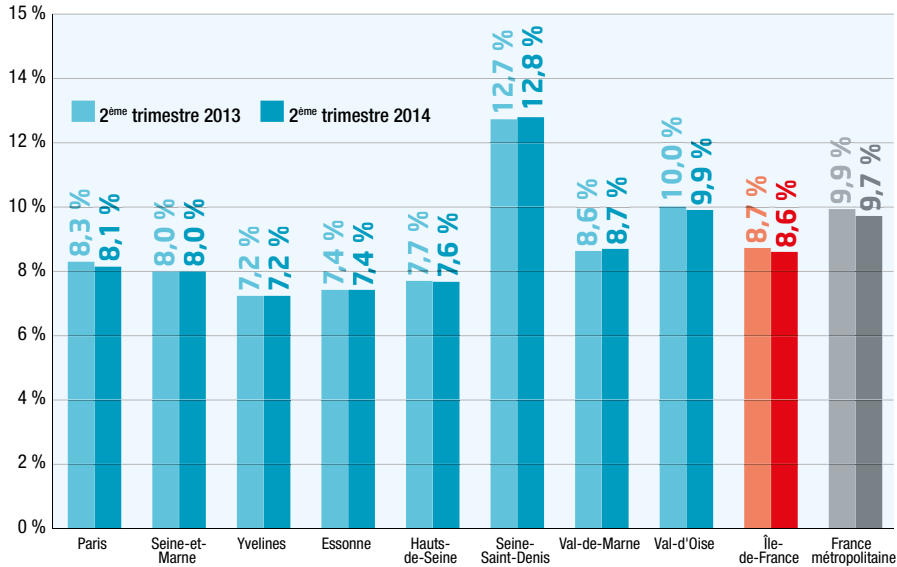
■ Le taux de chômage

Évolution du taux de chômage* en Île-de-France et en France métropolitaine, depuis 1990



► **Bref thématique n°53 :**
Le chômage en Île-de-France,
son importance, ses caractéristiques
par rapport aux autres régions.

Taux de chômage* par département en Île-de-France

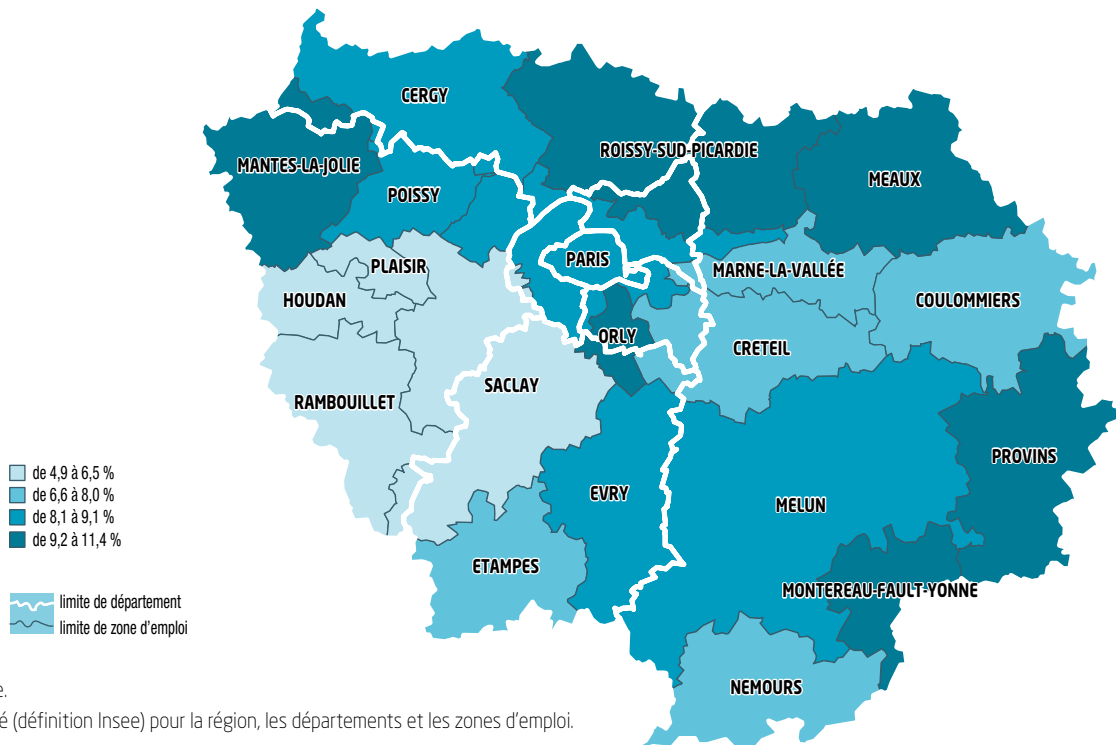


Source : Insee.

* Taux de chômage au sens du Bureau International du Travail pour la France, taux de chômage localisé (définition Insee) pour la région et les départements. Données disponibles en novembre 2014.

NB : du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4^e trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés précédemment. Ces derniers ont été révisés (« rétropolés ») pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

Taux de chômage* localisé par zone d'emploi en Île-de-France, au 2^{ème} trimestre 2014













Source : Insee.

* Taux localisé (définition Insee) pour la région, les départements et les zones d'emploi.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Demandeurs d'emploi par catégorie, au 30 septembre 2014

Données corrigées des variations saisonnières (CVS)

Catégorie										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	132 620	64 640	62 190	55 650	78 240	117 100	73 180	70 370	653 990	3 432 500
B	28 670	10 130	10 070	8 640	12 390	16 010	10 610	10 050	106 570	677 700
C	33 370	16 840	14 100	14 600	17 030	22 920	15 850	15 490	150 200	1 018 000
A+B+C	194 660	91 610	86 360	78 890	107 660	156 030	99 640	95 910	910 760	5 128 200
D	6 210	4 710	3 990	4 000	4 220	4 820	3 980	4 050	35 980	278 100
E	11 940	6 440	6 200	6 210	7 340	5 090	5 740	5 280	54 240	394 600
Ensemble A+B+C+D+E	212 810	102 760	96 550	89 100	119 220	165 940	109 360	105 240	1 000 980	5 800 900

Évolution entre septembre 2013 et septembre 2014

Données corrigées des variations saisonnières (CVS), en %

Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
	A	+5,3	+5,2	+6,9	+6,6	+5,2	+7,6	+7,1	+6,0	+6,2
B	+1,2	+8,5	+5,4	+5,9	+3,7	+9,2	+7,9	+6,3	+5,2	+5,9
C	+7,9	+12,0	+10,6	+13,9	+10,1	+11,9	+14,2	+12,8	+11,2	+10,9
A+B+C	+5,1	+6,8	+7,3	+7,8	+5,8	+8,4	+8,2	+7,1	+6,9	+5,7
D	-4,8	-2,5	+2,8	-1,2	-5,2	+2,1	+0,3	+3,3	-1,0	+2,2
E	+3,4	+14,2	+14,0	+15,0	+19,2	+17,6	+18,1	+21,1	+13,6	+9,2
Ensemble A+B+C+D+E	+4,7	+6,7	+7,5	+7,8	+6,1	+8,4	+8,4	+7,6	+6,9	+5,8

Source : Dares / Pôle emploi.

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.











catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Répartition des demandeurs d'emploi par catégorie, au 30 septembre 2014

										
Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	62,3%	62,9%	64,4%	62,5%	65,6%	70,6%	66,9%	66,9%	65,3%	59,2%
B	13,5%	9,9%	10,4%	9,7%	10,4%	9,6%	9,7%	9,5%	10,6%	11,7%
C	15,7%	16,4%	14,6%	16,4%	14,3%	13,8%	14,5%	14,7%	15,0%	17,5%
A+B+C	91,5%	89,1%	89,4%	88,5%	90,3%	94,0%	91,1%	91,1%	91,0%	88,4%
D	2,9%	4,6%	4,1%	4,5%	3,5%	2,9%	3,6%	3,8%	3,6%	4,8%
E	5,6%	6,3%	6,4%	7,0%	6,2%	3,1%	5,2%	5,0%	5,4%	6,8%
Ensemble A+B+C+D+E	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Dares / Pôle emploi.

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

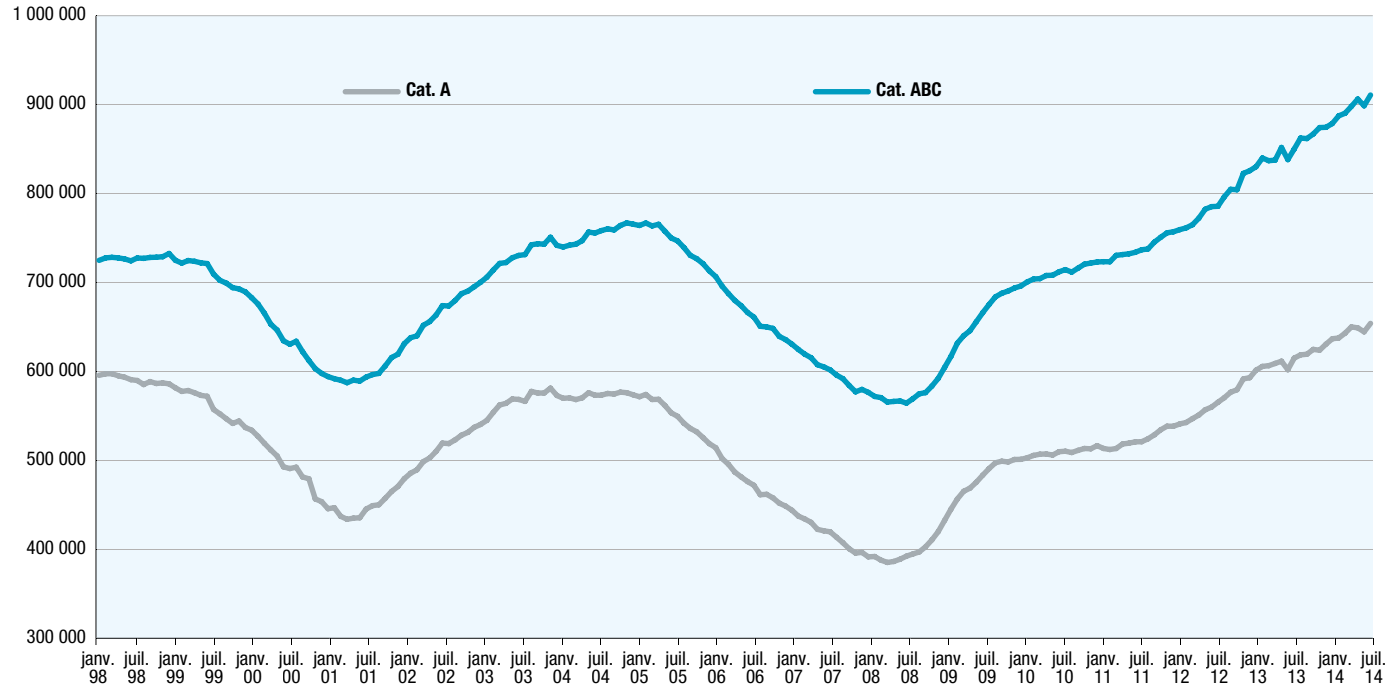
catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, en Île-de-France, depuis janvier 1998

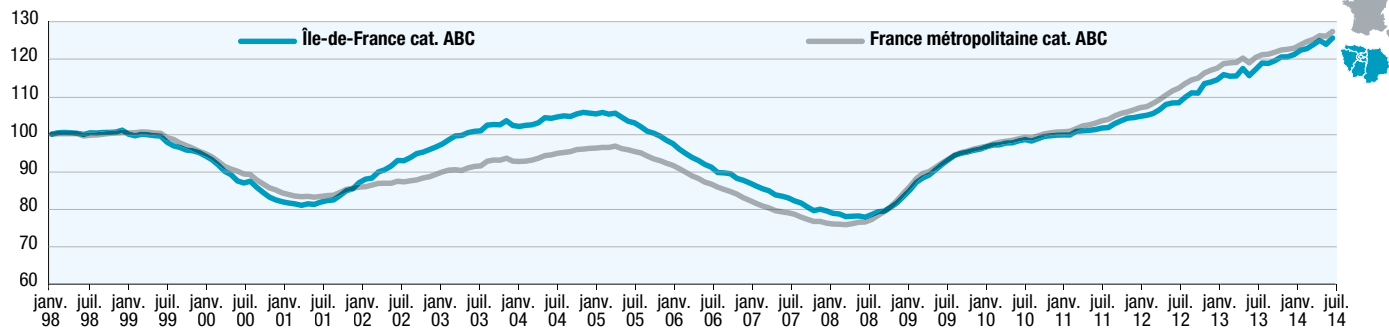
Données corrigées des variations saisonnières (CVS)



Source : Dares / Pôle emploi.

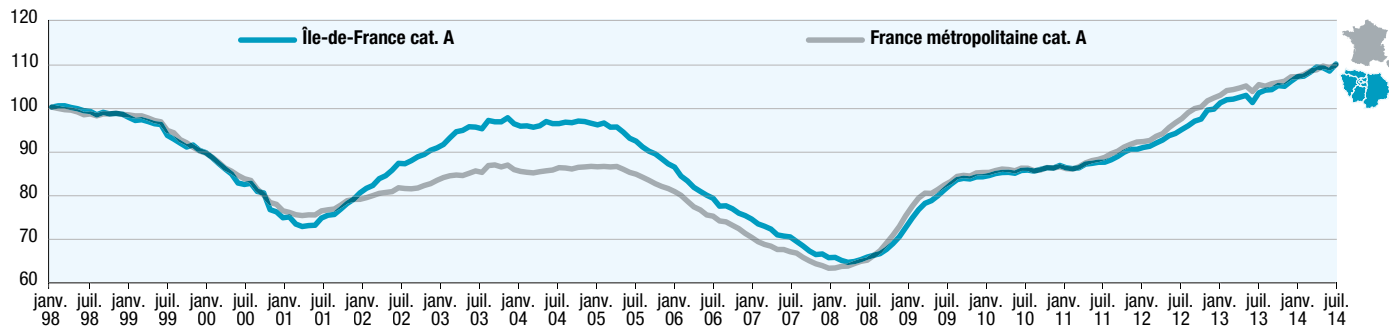
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC), depuis janvier 1998

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) / Base 100 en janvier 1998



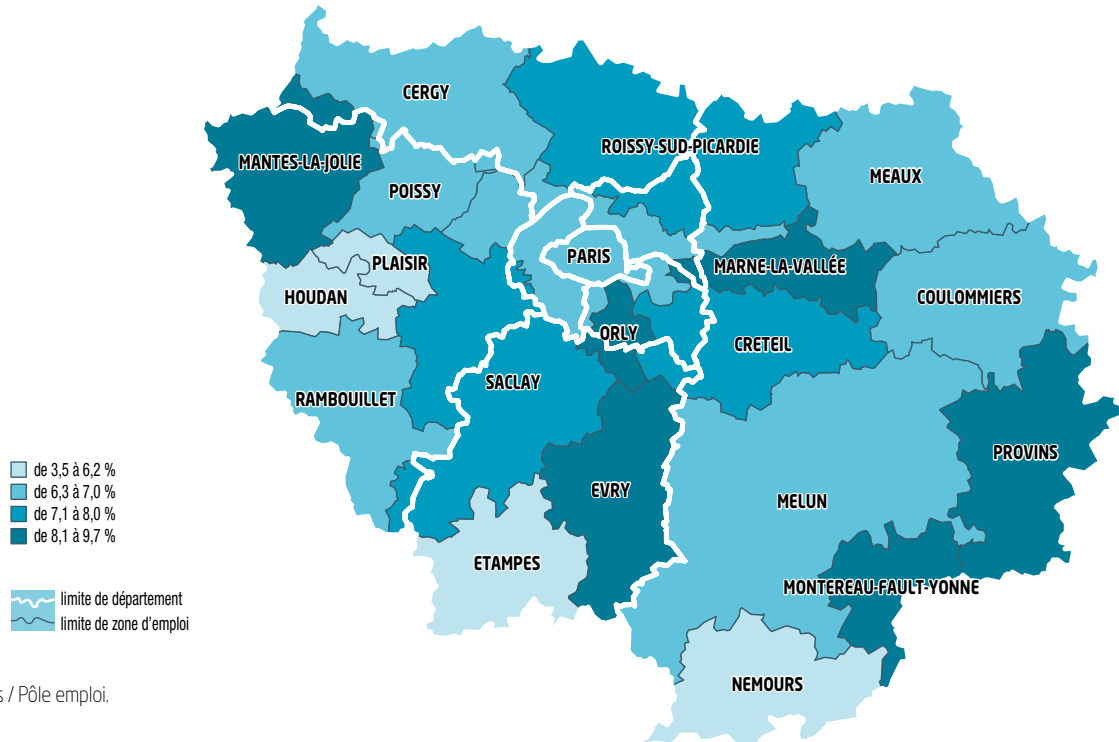
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A), depuis janvier 1998

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) / Base 100 en janvier 1998



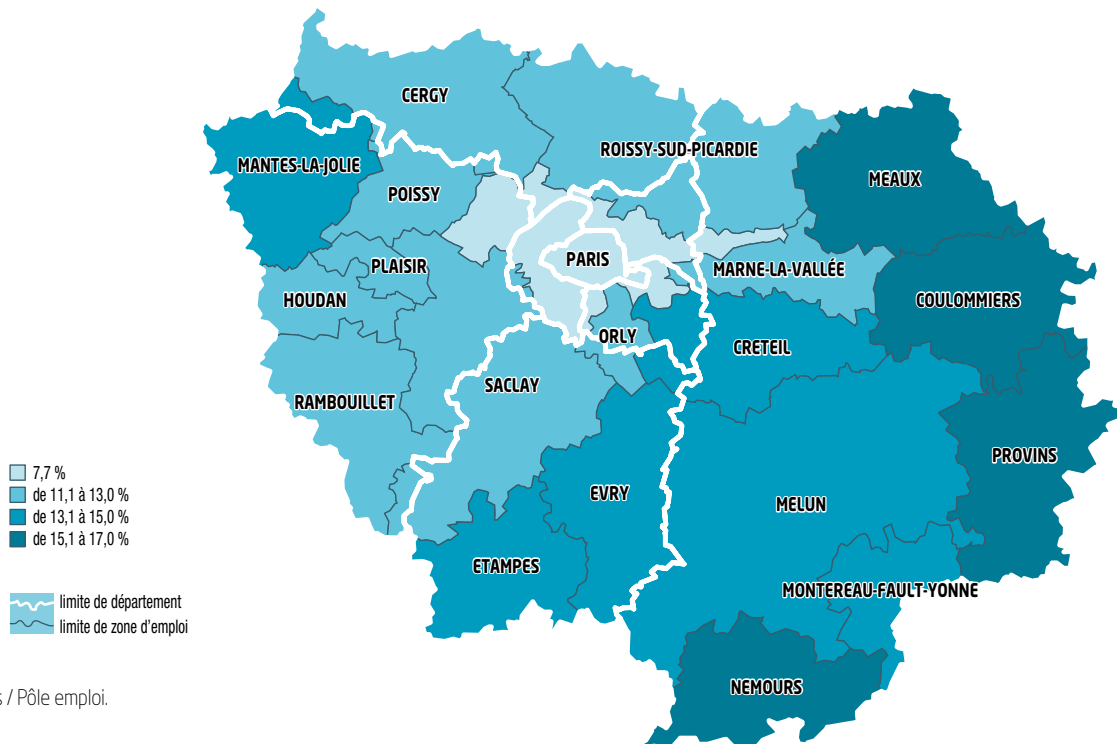
Source : Dares / Pôle emploi.

Évolution du nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes),
entre le 30 juin 2013 et le 30 juin 2014



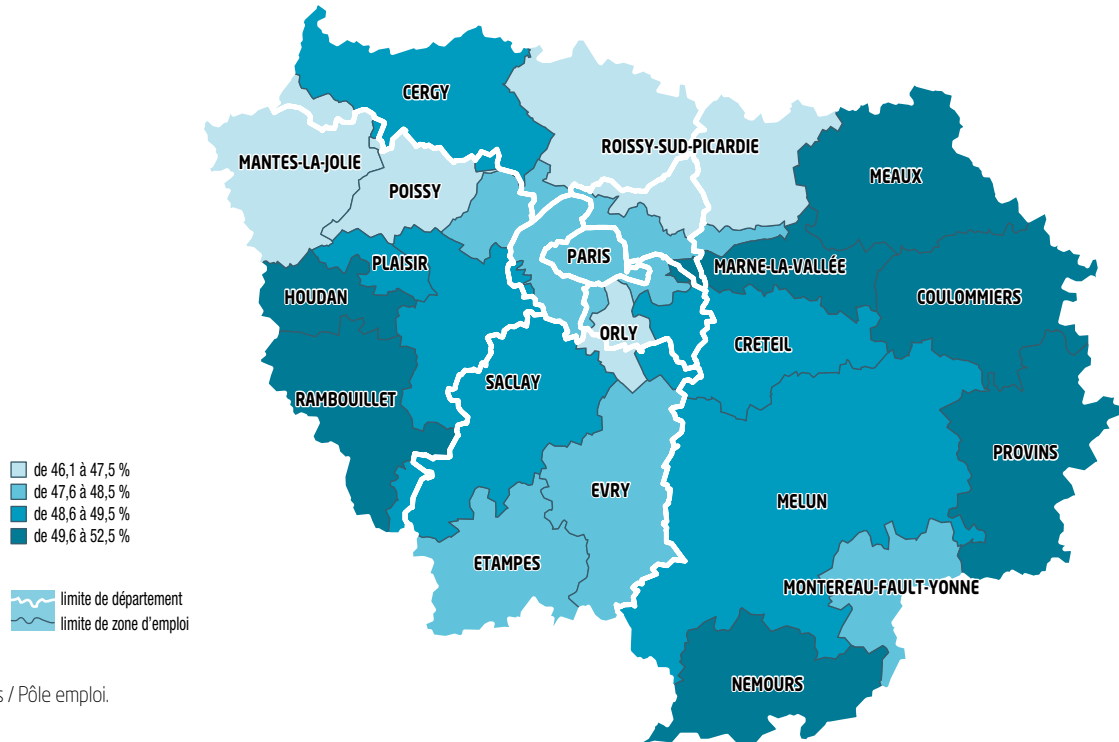
Source : Dares / Pôle emploi.

Part des moins de 25 ans dans les inscrits à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes),
au 30 juin 2014



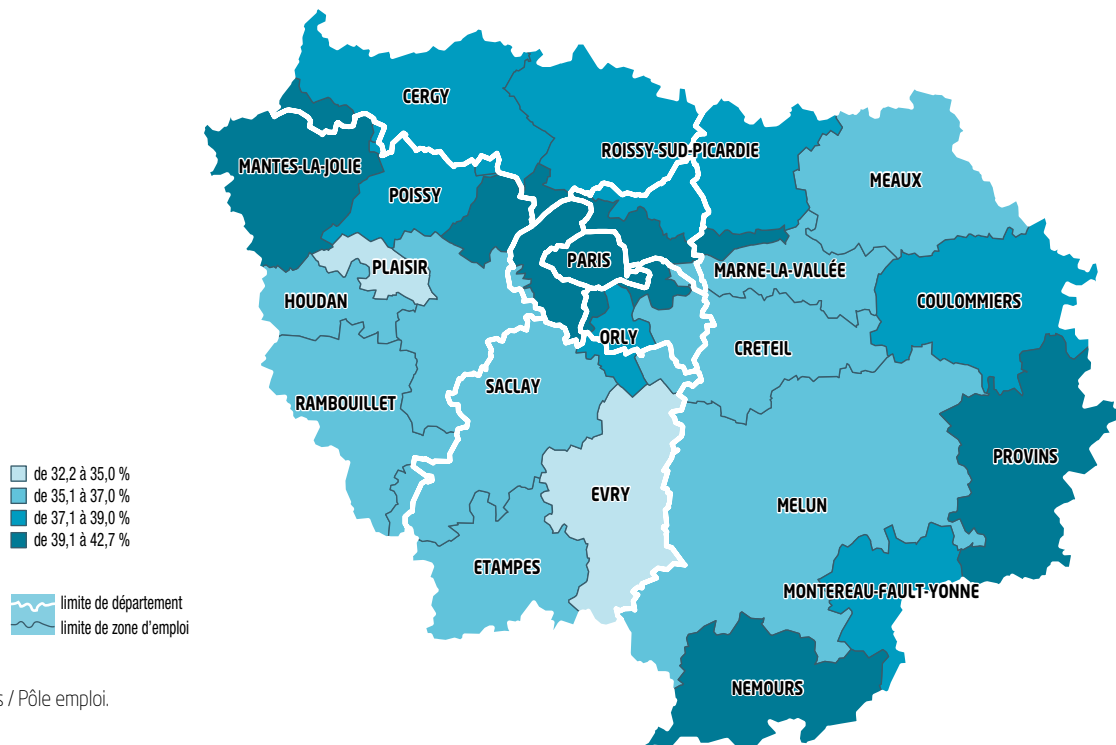
Source : Dares / Pôle emploi.

Part des femmes dans les inscrits à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes),
au 30 juin 2014



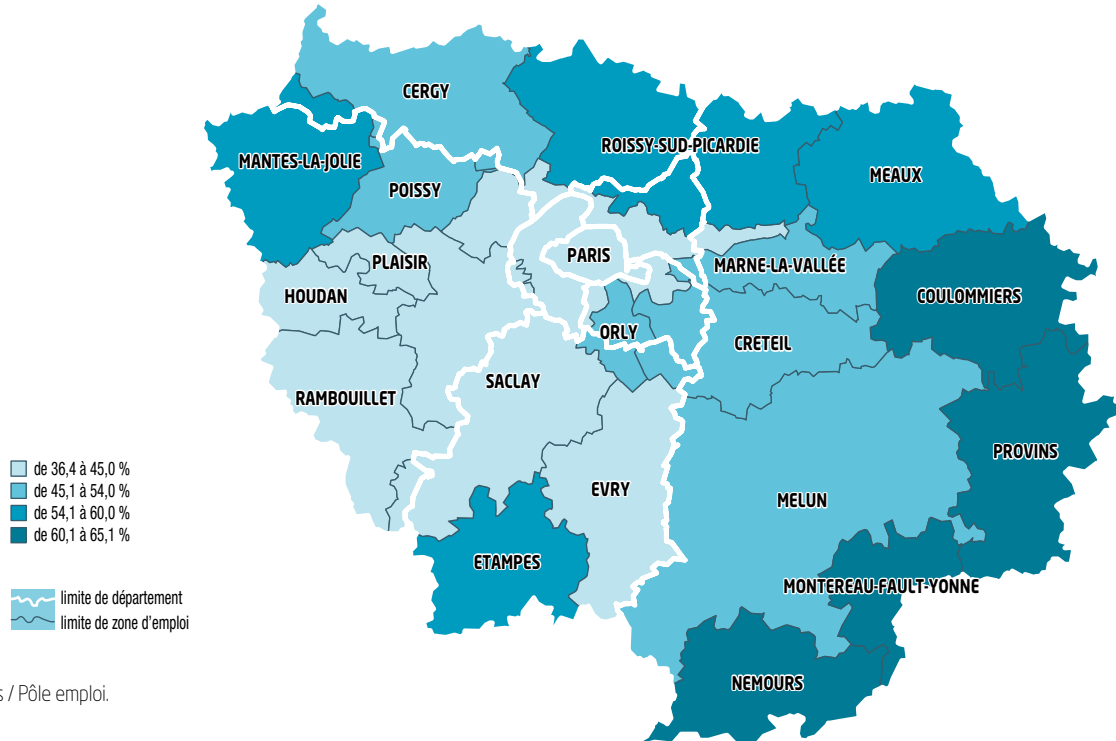
Source : Dares / Pôle emploi.

Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes), au 30 juin 2014



Source : Dares / Pôle emploi.

Part des demandeurs d'emploi de niveau de formation inférieur ou égal au CAP / BEP dans les inscrits à Pôle emploi (catégorie ABC - données brutes), au 30 juin 2014



Source : Dares / Pôle emploi.

Caractéristiques des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) au 30 septembre 2014

Données corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	51,7%	50,4%	51,6%	51,5%	50,9%	53,6%	51,8%	52,1%	51,8%	50,2%
Femmes	48,3%	49,6%	48,4%	48,5%	49,1%	46,4%	48,2%	47,9%	48,2%	49,8%
Moins de 25 ans	6,4%	15,7%	12,3%	13,6%	8,5%	11,2%	10,9%	13,5%	10,8%	15,3%
25 - 49 ans	69,1%	62,9%	64,5%	65,0%	67,3%	66,3%	66,2%	64,4%	66,2%	62,5%
50 ans et plus	24,5%	21,4%	23,2%	21,3%	24,2%	22,6%	22,9%	22,1%	23,0%	22,2%
Inscrits depuis plus d'un an	47,8%	39,5%	39,5%	36,6%	42,7%	43,4%	41,1%	40,7%	42,4%	42,9%
Inscrits depuis plus de 2 ans ⁽¹⁾	28,8%	18,9%	19,9%	17,4%	22,9%	23,4%	21,6%	21,1%	22,8%	22,9%
Travailleurs handicapés ⁽²⁾	4,6%	6,0%	6,1%	6,0%	5,1%	5,3%	6,1%	5,0%	5,4%	nd
RSA payable ⁽³⁾	15,9%	12,6%	12,9%	12,1%	14,4%	20,0%	15,2%	14,7%	15,3%	16,9%

Évolution entre septembre 2013 et septembre 2014

Données corrigées des variations saisonnières (CVS) en %, catégorie ABC

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	+5,4	+7,4	+8,3	+8,7	+6,0	+9,2	+9,2	+8,0	+7,6	+6,7
Femmes	+4,8	+6,1	+6,3	+6,8	+5,6	+7,5	+7,2	+6,2	+6,2	+4,8
Moins de 25 ans	+2,9	+1,0	+2,8	+1,8	+0,9	+2,3	+1,4	+1,9	+1,9	+1,0
25 - 49 ans	+3,3	+6,7	+6,2	+7,7	+4,4	+7,7	+7,2	+6,8	+5,9	+5,1
50 ans et plus	+11,3	+11,6	+13,1	+12,4	+11,8	+13,8	+15,1	+11,6	+12,5	+11,2
Inscrits depuis plus d'un an	+9,1	+14,0	+12,3	+14,8	+11,0	+13,3	+13,4	+11,3	+11,9	+10,0
Inscrits depuis plus de 2 ans	+10,7	+20,1	+19,1	+20,8	+15,7	+16,5	+17,6	+17,0	+15,7	+16,4
Travailleurs handicapés ⁽²⁾	+10,1	+13,1	+11,3	+6,8	+11,2	+4,3	+10,6	+10,6	+9,4	nd
RSA payable ⁽³⁾	+8,9	+14,7	+17,9	+13,1	+11,4	+14,8	+16,0	+13,8	+13,2	+12,0

(1) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 2 ans est particulièrement élevé à Paris en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts), sont inscrits en permanence à Pôle emploi.

(2) Le code du travail précise en son article L 5212-13 la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés. Ces bénéficiaires peuvent, lors de leur inscription à Pôle emploi, en faire état. Cependant, ils ne le font pas

systématiquement et le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi est sous-estimé. Certaines maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) transmettent à Pôle emploi les listes des reconnaissances délivrées mais cette transmission n'est pas systématique. Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, en structure ou en évolution, doit donc être lu avec précaution.

(3) Données brutes.

Source : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France - Sese.

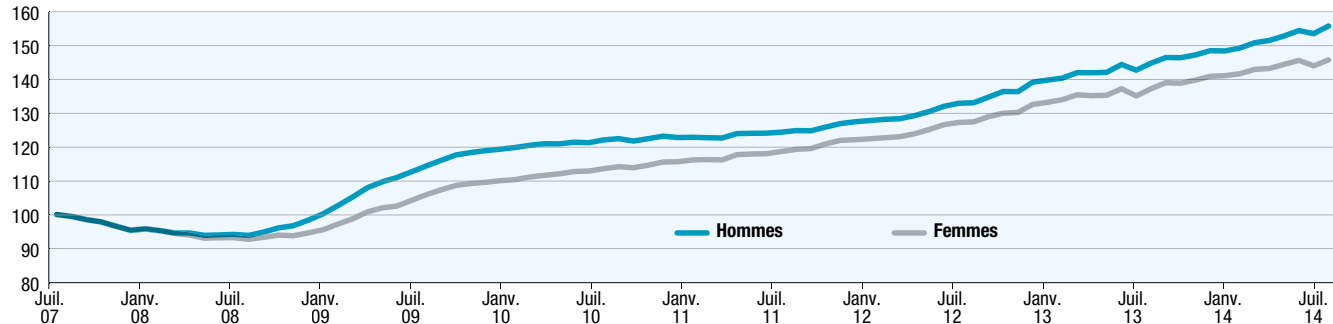
nd : non disponible.



► Voir les séries de statistiques de demandes d'emploi enregistrées et offres collectées en Île-de-France corrigées des variations saisonnières depuis janvier 2000 présentées par catégories d'âge, par genre et par durée d'inscription.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC - CVS) par sexe

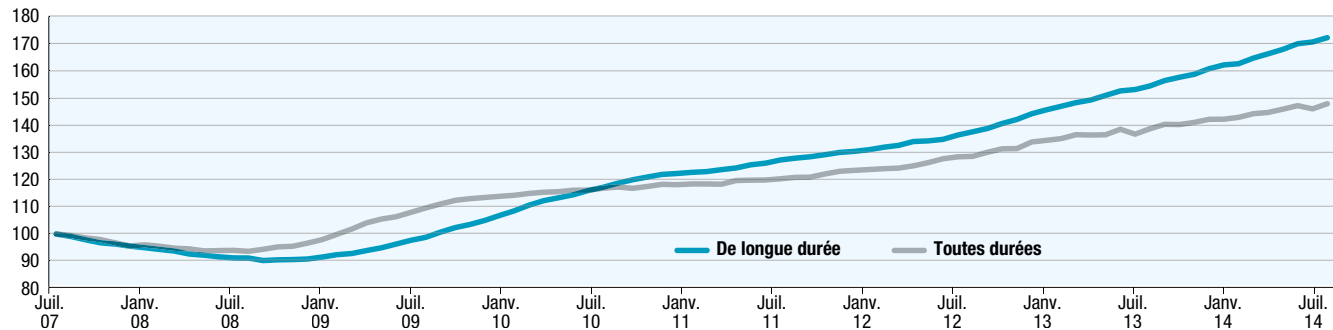
Base 100 en juillet 2007



Source : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France - Sese.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi selon la durée d'inscription (catégorie ABC - CVS)

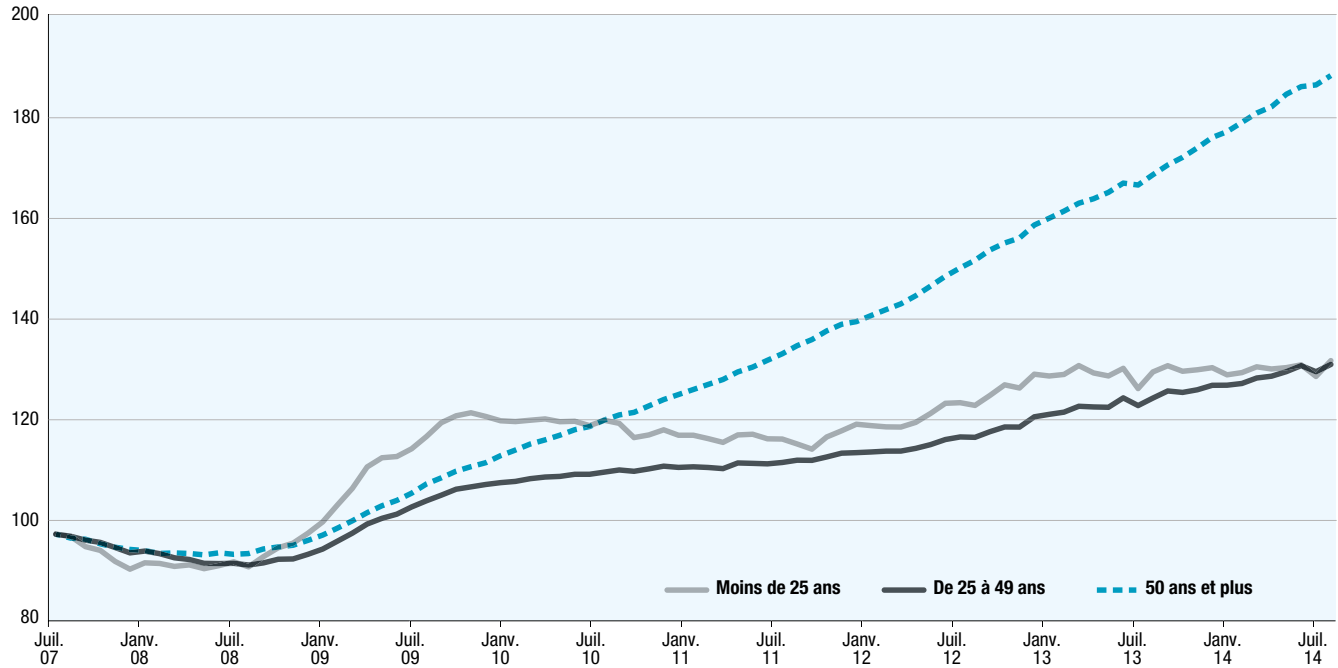
Base 100 en juillet 2007



Longue durée : inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an.

Source : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France - Sese.











Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC - CVS) par classe d'âge Base 100 en juillet 2007



Source : Dares / Pôle emploi - calcul des CVS : Direccte Île-de-France - Sese.

Niveau de formation des demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 septembre 2014











(données brutes)

										
Niveau de formation	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Inférieur au BEP, CAP (VI et V BIS)	13%	18%	17%	19%	15%	26%	19%	21%	18%	17%
BEP, CAP (V)	14%	34%	28%	30%	21%	27%	25%	31%	25%	38%
Bac, BTN, BT, BP (IV)	18%	24%	21%	23%	20%	23%	23%	23%	22%	21%
Bac + 2 ans (III)	14%	12%	14%	13%	15%	11%	14%	12%	13%	11%
Bac + 3 ou plus (I et II)	40%	11%	20%	15%	29%	13%	20%	13%	22%	13%
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC) entre septembre 2013 et septembre 2014 (en %)











(données brutes)

										
Niveau de formation	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Inférieur au BEP, CAP (VI et V BIS)	+7,1	+7,6	+7,5	+8,4	+5,7	+9,7	+9,4	+7,5	+8,1	+5,2
BEP, CAP (V)	+4,4	+3,7	+5,3	+4,6	+4,1	+4,7	+6,3	+4,4	+4,6	+4,4
Bac, BTN, BT, BP (IV)	+4,0	+8,2	+8,7	+8,1	+5,2	+10,3	+7,8	+9,1	+7,5	+7,4
Bac + 2 ans (III)	+2,0	+6,6	+4,3	+7,9	+4,7	+6,3	+7,1	+5,9	+5,1	+5,3
Bac + 3 ou plus (I et II)	+6,3	+11,6	+10,4	+12,1	+7,9	+11,6	+10,7	+10,6	+8,7	+8,4
Ensemble A + B + C (données CVS)	+5,1	+6,8	+7,3	+7,8	+5,8	+8,4	+8,2	+7,1	+6,9	+5,7

Source : Dares / Pôle emploi.

Qualification du métier recherché par les demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 septembre 2014











(données brutes)

										
Catégorie socioprofessionnelle*	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	12%	29%	23%	27%	17%	28%	22%	27%	22%	32%
Employés de commerce et de services	22%	31%	29%	30%	28%	35%	31%	33%	29%	33%
Employés administratifs	7%	12%	11%	12%	10%	11%	11%	12%	10%	9%
Professions intermédiaires	25%	17%	19%	18%	21%	16%	19%	16%	19%	16%
Cadres	34%	11%	18%	13%	25%	10%	17%	11%	19%	10%
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie ABC) entre septembre 2013 et septembre 2014 (en %)

(données brutes)

										
Catégorie socioprofessionnelle*	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	+8,2	+7,4	+9,0	+8,9	+7,2	+9,3	+11,3	+7,9	+8,7	+6,6
Employés de commerce et de services	+7,0	+7,1	+8,2	+9,0	+6,6	+9,8	+9,0	+8,8	+8,3	+6,1
Employés administratifs	+2,9	+1,9	+2,6	+1,6	+2,9	+3,2	+2,5	+3,7	+2,7	+1,7
Professions intermédiaires	+4,2	+8,1	+6,0	+7,4	+5,6	+8,3	+7,2	+4,9	+6,1	+5,4
Cadres	+3,8	+6,7	+7,5	+7,5	+5,1	+6,3	+7,6	+6,6	+5,5	+6,2
Ensemble A + B + C (données CVS)	+5,1	+6,8	+7,3	+7,8	+5,8	+8,4	+8,2	+7,1	+6,9	+5,7

Source : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi a été recalculée par la Direccte Île-de-France - Sese à partir du code ROME (Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois).

Qualification du métier recherché par les demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 septembre 2014

Selon le sexe

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Ensemble
Ouvriers	39 %	5 %	22 %
Employés de commerce et de services	18 %	41 %	29 %
Employés administratifs	4 %	17 %	10 %
Professions intermédiaires	20 %	19 %	19 %
Cadres	19 %	18 %	19 %
Ensemble*	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

Selon l'âge

Catégorie socioprofessionnelle	Moins de 25 ans	25-49 ans	50 ans et plus	Ensemble
Ouvriers	25 %	21 %	23 %	22 %
Empl. de comm. et de services	35 %	28 %	31 %	29 %
Employés administratifs	13 %	10 %	9 %	10 %
Professions intermédiaires	19 %	20 %	16 %	19 %
Cadres	7 %	20 %	21 %	19 %
Ensemble*	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

Niveau de formation des demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 septembre 2014

Selon le sexe

Niveau de formation	Hommes	Femmes	Ensemble
< BEP, CAP (VI et V BIS)	19 %	18 %	18 %
BEP, CAP (V)	28 %	21 %	25 %
Bac, BTN, BT, BP (IV)	21 %	22 %	22 %
Bac + 2 ans (III)	12 %	14 %	13 %
Bac + 3 ou plus (I et II)	19 %	25 %	22 %
Ensemble*	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

*En raison des arrondis, le total peut être légèrement différent des 100 %.











Selon l'âge

Niveau de formation	Moins de 25 ans	25-49 ans	50 ans et plus	Ensemble
< BEP, CAP (VI et V BIS)	8 %	15 %	32 %	18 %
BEP, CAP (V)	31 %	24 %	24 %	25 %
Bac, BTN, BT, BP (IV)	35 %	21 %	17 %	22 %
Bac + 2 ans (III)	14 %	14 %	10 %	13 %
Bac + 3 ou plus (I et II)	12 %	25 %	18 %	22 %
Ensemble*	100 %	100 %	100 %	100 %

Source : Dares / Pôle emploi.

Durée d'inscription des demandeurs d'emploi (catégorie ABC), au 30 septembre 2014











(données brutes)

										
Durée d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 6 mois	22,0%	26,3%	27,5%	28,3%	24,6%	24,3%	25,7%	26,0%	25,0%	25,4%
De 6 mois à moins d'un an	30,3%	34,2%	33,2%	35,1%	32,7%	32,2%	33,2%	33,4%	32,7%	31,8%
De 1 à moins de 2 ans	18,9%	20,7%	19,6%	19,3%	20,0%	20,1%	19,5%	19,7%	19,7%	20,1%
De 2 à moins de 3 ans	9,4%	8,9%	8,9%	8,2%	9,3%	9,5%	8,9%	9,1%	9,1%	9,7%
3 ans et plus ⁽¹⁾	19,3%	10,0%	10,9%	9,1%	13,4%	13,9%	12,7%	11,9%	13,6%	13,1%
Demandeurs d'emploi longue durée ⁽²⁾	47,7%	39,5%	39,3%	36,6%	42,7%	43,5%	41,1%	40,6%	42,3%	42,9%

Source : Dares / Pôle emploi.

Âge et sexe des demandeurs d'emploi de longue durée⁽²⁾ (catégorie ABC), au 30 septembre 2014

(données brutes)

										
Catégorie d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	52,6%	50,1%	52,3%	52,1%	52,4%	54,6%	52,9%	52,0%	52,6%	49,7%
Femmes	47,4%	49,9%	47,7%	47,9%	47,6%	45,4%	47,1%	48,0%	47,4%	50,3%
Moins de 25 ans	2,1%	7,3%	5,0%	5,8%	3,2%	4,5%	4,3%	5,9%	4,3%	7,6%
25 - 49 ans	65,2%	61,3%	61,7%	62,0%	62,8%	63,7%	62,5%	61,9%	63,1%	61,1%
50 ans et plus	32,7%	31,4%	33,3%	32,2%	34,0%	31,8%	33,2%	32,2%	32,6%	31,3%











Source : Dares / Pôle emploi.

(1) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis trois ans et plus est particulièrement élevé dans certains départements franciliens en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts), sont inscrits en permanence à Pôle emploi.

(2) Un demandeur d'emploi est dit de longue durée s'il est inscrit à Pôle emploi depuis plus d'un an.

Caractéristiques des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) résidant en zone urbaine sensible (ZUS), au 30 septembre 2014

(données brutes)











	 Paris	 Seine-et-Marne	 Yvelines	 Essonne	 Hauts-de-Seine	 Seine-Saint-Denis	 Val-de-Marne	 Val-d'Oise	 Île-de-France	 France métropolitaine
Hommes	55,3%	53,2%	54,1%	52,9%	52,4%	54,1%	52,6%	53,4%	53,6%	54,7%
Femmes	44,7%	46,8%	45,9%	47,1%	47,6%	45,9%	47,4%	46,6%	46,4%	45,3%
Moins de 25 ans	6,9%	14,5%	13,5%	12,7%	10,7%	12,2%	13,0%	12,9%	11,9%	14,2%
25 - 49 ans	68,3%	66,4%	68,3%	67,4%	65,0%	65,1%	64,2%	65,2%	66,0%	65,9%
50 ans et plus	24,8%	19,1%	18,2%	19,9%	24,3%	22,7%	22,8%	21,9%	22,1%	19,9%
Inscrits depuis plus d'un an	49,8%	42,0%	40,8%	37,4%	44,7%	44,3%	41,6%	42,2%	43,2%	44,4%
Inscrits depuis plus de deux ans (1)	29,8%	20,9%	21,6%	17,4%	23,2%	23,5%	22,0%	22,8%	22,9%	24,2%
RSA (payable)	17,9%	22,0%	19,8%	17,0%	20,1%	23,2%	19,7%	20,0%	20,3%	28,6%
Ensemble	14 515	7 711	11 795	14 182	16 902	32 342	12 250	19 881	129 578	481 441

Source : Dares / Pôle emploi.

(1) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 2 ans est particulièrement élevé à Paris en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts), sont inscrits en permanence à Pôle emploi.

Domaine professionnel du métier recherché par les demandeurs d'emploi de catégorie ABC inscrits à Pôle emploi, au 30 septembre 2014

(données brutes)

Domaine professionnel										
A : Agriculture, marine, pêche	1 176	1 361	1 093	942	698	977	658	972	7 877	190 995
B : Bâtiment, travaux publics	11 056	7 815	6 584	6 522	6 416	15 765	7 851	8 294	70 303	509 439
C : Électricité, électronique	236	321	336	351	287	411	254	380	2 576	24 786
D : Mécanique, travail des métaux	746	1 397	2 108	890	768	1 715	778	1 430	9 832	156 541
E : Industries de process	583	2 058	1 070	1 238	586	1 366	898	1 239	9 038	160 546
F : Matériaux souples, bois, industries graphiques	2 713	1 326	827	962	1 159	3 059	1 303	1 391	12 740	57 872
G : Maintenance	1 983	2 871	2 476	2 300	2 117	3 946	2 335	2 997	21 025	160 989
H : Ingénieurs et cadres de l'industrie	756	544	688	523	605	529	475	554	4 674	28 479
J : Transports, logistique et tourisme	10 283	13 373	8 424	11 985	9 239	20 488	11 637	12 976	98 405	519 922
K : Artisanat	367	216	158	148	212	334	243	176	1 854	10 297
L : Gestion, administration des entreprises	25 342	13 341	14 836	11 951	18 738	19 221	14 890	14 514	132 833	588 795
M : Informatique et télécommunications	4 674	1 737	2 285	1 957	3 323	2 701	2 469	2 016	21 162	66 033
N : Études et recherche	1 941	325	644	589	992	519	626	350	5 986	24 525
P : Admin publique, prof juridiques, armée et police	2 516	501	638	509	872	927	752	571	7 286	34 853
Q : Banque et assurances	2 633	969	1 221	815	1 738	1 695	1 346	1 252	11 669	40 463
R : Commerce	23 770	12 705	12 634	10 112	15 835	17 035	13 232	12 155	117 478	677 458
S : Hôtellerie, restauration, alimentation	14 406	6 452	5 501	5 208	7 981	13 422	7 397	7 112	67 479	358 898
T : Services aux particuliers et aux collectivités	21 288	14 922	14 298	13 557	16 795	29 766	16 326	17 863	144 815	914 441
U : Communication, information, art et spectacle	57 652	4 121	5 864	4 192	13 609	12 647	9 900	4 404	112 389	268 579
V : Santé, action sociale, culturelle et sportive	7 935	5 269	5 010	4 327	5 362	8 252	5 673	5 267	47 095	312 163
W : Enseignement, formation	3 952	862	1 150	935	1 619	1 704	1 380	1 056	12 658	67 331
Z : Non renseigné ou autre	47	22	22	35	20	118	35	39	338	931
Ensemble des domaines	196 055	92 508	87 867	80 048	108 971	156 597	100 458	97 008	919 512	5 174 336

Source : Dares / Pôle emploi, traitement Direccte Île-de-France - Sese.

Le domaine professionnel est un regroupement en 22 postes des « Familles Professionnelles » (FAP). Celles-ci sont une nomenclature de métiers construite pour faciliter le rapprochement entre la nomenclature des « Professions et Catégories Socioprofessionnelles » (PCS) utilisée par l'Institut national de la statistique et des études











économiques (Insee) dans les différentes sources sur l'emploi pour codifier les professions et le « Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois » (ROME) utilisé par Pôle emploi pour coder les emplois recherchés par les demandeurs ainsi que les offres déposées par les entreprises, dans une logique opérationnelle de placement. Les familles professionnelles sont déclinées en 224, 87 ou 22 postes.



► Nomenclature des familles professionnelles.

Évolution de la demande d'emploi de catégorie ABC, selon le domaine du métier recherché, entre septembre 2013 et septembre 2014 (en %)











(données brutes)

										
Domaine professionnel	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A : Agriculture, marine, pêche	+11,8	+10,1	+9,4	+7,7	+4,5	+9,8	+17,9	+11,7	+10,2	+9,1
B : Bâtiment, travaux publics	+15,0	+12,5	+14,5	+17,7	+13,1	+14,8	+16,0	+13,0	+14,6	+8,8
C : Électricité, électronique	+4,0	-10,1	-3,7	+5,1	+8,3	+4,3	0,0	+2,2	+0,9	+1,3
D : Mécanique, travail des métaux	+0,8	+4,3	+3,6	+5,5	-1,5	+9,0	+5,6	-1,7	+3,5	+2,2
E : Industries de process	-5,5	+4,1	+0,3	+3,1	+1,0	+3,1	+9,2	+2,7	+2,8	+3,2
F : Matériaux souples, bois, industries graphiques	+3,2	+6,1	+6,2	+3,0	+4,1	+4,2	+2,9	+1,3	+3,7	+4,3
G : Maintenance	+4,4	+8,7	+5,6	+11,8	+5,4	+6,0	+10,4	+7,0	+7,3	+6,7
H : Ingénieurs et cadres de l'industrie	+4,9	+9,2	+12,2	+12,0	+11,2	+8,2	+15,3	+26,8	+11,8	+7,3
J : Transports, logistique et tourisme	+4,3	+6,6	+6,8	+6,5	+4,7	+5,8	+7,8	+8,0	+6,3	+6,3
K : Artisanat	+3,4	+30,9	+2,6	-2,6	+5,0	+8,8	+1,7	-9,7	+4,8	+3,1
L : Gestion, administration des entreprises	+3,0	+3,2	+2,6	+2,8	+2,8	+3,4	+3,4	+3,5	+3,1	+2,1
M : Informatique et télécommunications	+9,3	+6,6	+8,5	+10,9	+3,7	+6,3	+10,7	+5,8	+7,7	+6,7
N : Études et recherche	+8,6	+12,5	+18,4	+6,1	+9,6	+6,4	+3,6	+10,8	+9,1	+10,8
P : Admin publique, prof juridiques, armée et police	+3,4	+5,7	+10,2	+15,4	+7,3	+10,6	+11,2	-1,4	+6,6	+7,7
Q : Banque et assurances	-1,5	-3,6	+9,7	+0,9	-0,2	+3,6	+2,3	+7,0	+1,8	+1,9
R : Commerce	+6,3	+5,5	+7,9	+4,8	+6,5	+9,9	+6,7	+7,4	+6,9	+5,0
S : Hôtellerie, restauration, alimentation	+8,1	+9,3	+9,8	+12,0	+10,5	+12,1	+12,7	+9,9	+10,4	+9,4
T : Services aux particuliers et aux collectivités	+7,0	+6,8	+8,5	+9,7	+6,3	+9,2	+9,3	+8,0	+8,1	+5,8
U : Communication, information, art et spectacle	+2,4	+3,9	+5,4	+4,7	+3,2	+6,6	+5,5	+4,5	+3,6	+4,0
V : Santé, action sociale, culturelle et sportive	+8,1	+10,1	+8,4	+8,9	+8,6	+10,6	+11,4	+5,6	+9,0	+7,7
W : Enseignement, formation	+2,7	+13,6	+5,8	+8,7	+8,1	+7,6	+7,9	+4,9	+6,2	+3,9
Ensemble des domaines (données CVS)	+5,1	+6,8	+7,3	+7,8	+5,8	+8,4	+8,2	+7,1	+6,9	+5,7

Source : Dares / Pôle emploi, traitement Direccte Île-de-France - Sese.

Inscriptions à Pôle emploi en catégorie ABC, selon le motif, entre octobre 2013 et septembre 2014











(données brutes) - catégorie ABC

										
Motif d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Licenciement économique *	3%	4%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%
Autres licenciements	10%	12%	13%	12%	13%	10%	12%	12%	11%	8%
Fin de CDD	22%	22%	21%	21%	20%	19%	20%	20%	20%	24%
Fin de mission d'intérim	3%	7%	5%	7%	4%	5%	5%	6%	5%	6%
Première entrée	8%	7%	7%	7%	8%	9%	9%	8%	8%	7%
Reprise d'activité	5%	6%	6%	6%	5%	5%	5%	5%	5%	8%
Démission	3%	3%	3%	3%	3%	2%	3%	2%	3%	3%
Rupture conventionnelle	8%	6%	7%	6%	8%	4%	6%	5%	6%	6%
Autres cas	40%	33%	35%	35%	36%	43%	38%	38%	38%	37%
Total	222 198	114 763	109 893	107 597	129 945	190 565	127 323	120 463	1 122 747	5 978 933

Source : Dares / Pôle emploi. *Y compris les entrées en catégorie A B C dont le motif renseigné est « fin de CRP-CTP-CSP ». N.B. : le CRP et le CTP ont disparu au profit du CSP (contrat de sécurisation professionnelle) créé en septembre 2011. Environ 60 % des sortants de CSP basculant en catégorie A B C figurent dans ce motif.

Sorties de Pôle emploi de catégorie ABC, selon le motif, entre octobre 2013 et septembre 2014

(données brutes) - catégorie ABC

										
Motif de sortie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Reprise d'emploi déclarée	17%	20%	21%	19%	20%	12%	16%	16%	17%	20%
Entrée en stage	3%	5%	5%	5%	4%	4%	4%	4%	4%	9%
Arrêt recherche d'emploi	5%	7%	6%	7%	6%	5%	6%	6%	6%	7%
Non réponse à convocations	8%	11%	11%	13%	8%	10%	10%	12%	10%	10%
Absence à contrôle	49%	45%	44%	44%	49%	54%	49%	48%	48%	43%
Autres cas de sortie	18%	12%	13%	14%	14%	15%	15%	14%	15%	10%
Total	210 160	108 823	103 618	101 588	122 721	178 078	119 516	113 697	1 058 201	5 654 653

Source : Dares / Pôle emploi.

Inscriptions à Pôle emploi, selon le motif, le sexe et l'âge, entre octobre 2013 et septembre 2014 - (données brutes) - catégorie ABC



Motif d'inscription	Sexe		Âge			Île-de-France
	Hommes	Femmes	Moins de 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et plus	
Licenciement économique*	4%	3%	1%	3%	8%	3%
Autres licenciements	12%	11%	7%	12%	18%	11%
Fin de CDD	19%	22%	30%	19%	14%	20%
Fin de mission d'intérim	7%	3%	6%	5%	3%	5%
Première entrée	7%	9%	18%	6%	2%	8%
Reprise d'activité	4%	7%	4%	6%	5%	5%
Démission	2%	3%	3%	3%	1%	3%
Ruptures conventionnelles	6%	6%	2%	7%	8%	6%
Autres cas	38%	37%	30%	40%	41%	38%
Total	575 083	547 664	253 672	735 278	133 797	1 122 747

Source : Dares / Pôle emploi. *Y compris les entrées en catégorie A B C dont le motif renseigné est « fin de CRP-CTP-CSP ». N.B. : le CRP et le CTP ont disparu au profit du CSP (contrat de sécurisation professionnelle) créé en septembre 2011. Environ 60 % des sortants de CSP basculant en catégorie A B C figurent dans ce motif.

Sorties de Pôle emploi, selon le motif, le sexe et l'âge, entre octobre 2013 et septembre 2014 - (données brutes) - catégorie ABC



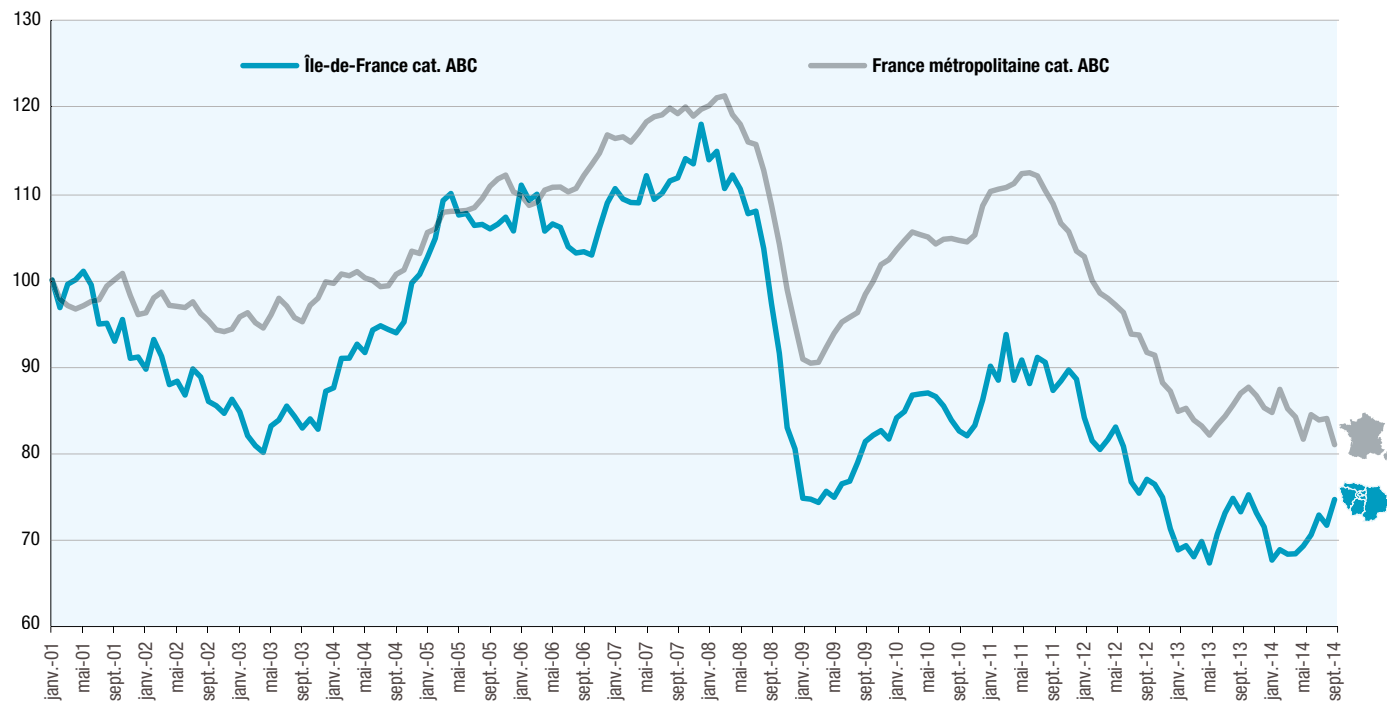
Motif de sortie	Sexe		Âge			Île-de-France
	Hommes	Femmes	Moins de 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et plus	
Reprise d'emploi déclarée	17%	18%	15%	18%	17%	17%
Entrée en stage	4%	4%	4%	4%	3%	4%
Arrêt recherche d'emploi	4%	8%	3%	5%	12%	6%
Non réponse à convocations	11%	9%	10%	10%	9%	10%
Absence à contrôle	49%	47%	59%	46%	42%	48%
Autres cas de sortie	15%	14%	8%	16%	17%	15%
Total	539 331	518 870	226 310	703 763	128 128	1 058 201

Source : Dares / Pôle emploi.

■ Les offres d'emploi déposées à Pôle emploi

Évolution du nombre d'offres recueillies par Pôle emploi, entre janvier 2001 et septembre 2014











Données corrigées des variations saisonnières



Source : Dares / Pôle emploi.

Base 100 en janvier 2001.

Offres d'emploi déposées à Pôle emploi, d'octobre 2013 à septembre 2014, selon le type de contrat par département (données brutes)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'offres	205 093	35 297	49 739	33 844	92 134	42 772	36 284	27 156	522 319	2 565 450
Dont										
CDI	37,5%	46,2%	46,3%	46,9%	40,7%	47,3%	52,3%	45,7%	42,4%	33,7%
CDD de plus de 6 mois	17,0%	14,7%	11,0%	17,3%	11,4%	15,1%	16,2%	15,6%	15,0%	15,3%
CDD de moins de 6 mois	35,0%	26,2%	36,7%	26,4%	46,7%	28,8%	25,3%	26,2%	34,4%	38,0%
Intérim	10,5%	12,9%	6,0%	9,3%	1,2%	8,7%	6,2%	12,5%	8,2%	13,0%

Source : Dares / Pôle emploi.

Offres d'emploi déposées à Pôle emploi, d'octobre 2013 à septembre 2014, selon la catégorie socioprofessionnelle du métier demandé, par département (données brutes)

Catégorie socioprofessionnelle	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	12%	32%	18%	27%	11%	23%	19%	31%	17%	32%
Employés de commerce et de services	27%	32%	28%	33%	33%	27%	32%	27%	29%	31%
Employés administratifs	16%	9%	16%	11%	14%	15%	14%	10%	14%	9%
Professions intermédiaires	27%	21%	24%	22%	24%	25%	26%	26%	25%	21%
Cadres *	18%	6%	14%	7%	18%	10%	8%	5%	14%	7%
Total nombre d'offres	205 093	35 297	49 739	33 844	92 134	42 772	36 284	27 156	522 319	2 565 450

Source : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie "cadres", qui regroupe les professions intellectuelles supérieures, se distingue en Île-de-France par un nombre très élevé de professionnels des arts et spectacles, pour lesquels les contrats proposés sont fréquemment de courte durée et à temps partiel.

Offres d'emploi déposées à Pôle emploi, d'octobre 2013 à septembre 2014, selon le type de contrat et la catégorie socioprofessionnelle (données brutes)



Catégorie socioprofessionnelle	CDI	CDD de plus de 6 mois	CDD de 6 mois et moins	Intérim	Île-de-France
Ouvriers	37%	10%	30%	22%	100%
Employés de commerce et de services	46%	14%	37%	3%	100%
Employés administratifs	31%	14%	47%	9%	100%
Professions intermédiaires	47%	21%	24%	8%	100%
Cadres*	44%	13%	40%	3%	100%
Total	42%	15%	34%	8%	100%

Source : Dares / Pôle emploi.

Offres d'emploi déposées à Pôle emploi, d'octobre 2013 à septembre 2014, selon la durée hebdomadaire et la catégorie socioprofessionnelle (données brutes)

Catégorie socioprofessionnelle	Temps plein	Mi-temps et plus	Moins d'un mi-temps	Île-de-France
Ouvriers	86%	6%	8%	100%
Employés de commerce et de services	59%	2%	39%	100%
Employés administratifs	69%	9%	22%	100%
Professions intermédiaires	68%	14%	18%	100%
Cadres*	51%	24%	25%	100%
Total	18%	1%	81%	100%

Source : Dares / Pôle emploi.

* La catégorie "cadres", qui regroupe les professions intellectuelles supérieures, se distingue en Île-de-France par un nombre très élevé de professionnels des arts et spectacles, pour lesquels les contrats proposés sont fréquemment de courte durée et à temps partiel.

CHIFFRES CLÉS 2015

POLITIQUE DE L'EMPLOI



Les dispositifs de politique d'emploi

Synthèse

	Évolution 2013 / 2012 (en %)				
	Île-de-France 2013	France métropolitaine 2013	Poids Île-de-France / France	Île-de-France	France métropolitaine
ENTRÉES EN EMPLOI MARCHAND AIDÉ					
Exonérations de cotisations sociales et primes à l'embauche	11 844	82 370	14,4%	-34,7	-61,2
Contrats uniques d'insertion secteur marchand (CUI CIE) hors avenants de reconduction	7 029	49 034	14,3%	1,4	-2,3
Emploi d'avenir du secteur marchand	1 561	12 995	12,0%	Nouveau dispositif	
Contrat de génération	2 516	14 781	17,0%	Nouveau dispositif	
Autres exonérations à l'embauche (zone franche urbaine, redynamisation urbaine...)	738	5 560	13,3%	-20,8	-22,5
Aides à la création d'entreprise					
ACCRE (bénéficiaires)	30 734	186 368	16,5%	-1,6	-4,2
Formation en alternance	95 242	410 242	23,2%	-2,8	-8,1
Contrats d'apprentissage (nombre d'entrées au cours de l'année) *	54 690	268 971	20,3%	-3,0	-6,7
Contrats de professionnalisation (nombre d'entrées au cours de l'année)	40 552	141 271	28,7%	-2,6	-10,8
<i>dont contrats de professionnalisation jeunes</i>	<i>32 893</i>	<i>113 337</i>	<i>29,0%</i>	<i>-3,8</i>	<i>-12,0</i>
Insertion par l'activité économique	17 852	ND	-	14,2	ND
Association intermédiaire (AI)**	10 398	ND	-	27,8	ND
Entreprise d'insertion (EI)**	1 325	ND	-	-5,7	ND
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)**	2 759	ND	-	-2,5	ND
Atelier et chantier d'insertion (ACI)**	3 370	ND	-	3,5	ND
ENTRÉES EN EMPLOI NON MARCHAND AIDÉ					
Emplois aidés dans le secteur non marchand	32 840	259 211	12,7%	23,7	22,1
Contrats uniques d'insertion secteur non marchand (CUI CAE) hors avenants de reconduction	22 961	192 620	11,9%	-4,6	-4,5
Emploi d'avenir du secteur non marchand	7 741	57 926	13,4%	Nouveau dispositif	
Apprentis du secteur public	2 070	8 460	24,5%	-10,1	-5,8
Contrat PACTE pour les jeunes, d'accès à la fonction publique	68	205	33,2%	6,3	-2,4
ENTRÉES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FORMATION					
Formation					
Entrées en formation hors contrat de sécurisation professionnelle (catégorie D Pôle emploi)***	47 175	515 463	9,2%	-23,2	-
<i>dont actions de formation préalable au recrutement</i>	<i>4 968</i>	<i>43 130</i>	<i>11,5%</i>	<i>110,5</i>	<i>-8,8</i>
Validation des acquis de l'expérience (VAE) Ministère de l'emploi uniquement	602	3 894	15,5%	-14,6	-19,0
Contrat de volontariat pour l'insertion des jeunes (Etablis public d'Insertion de la Défense)	623	3 414	18,2%	18,7	4,2
ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES	23 021	161 467	14,3%	-22,5	-6,0
Contrats d'autonomie	631	782	80,7%	-91,8	-93,7
Contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS, nombre d'entrées dans l'année)	22 390	160 685	13,9%	1,8	0,8
ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES					
Accompagnement des restructurations					
Contrat de sécurisation professionnelle, CRP, CTP, cellule de reclassement (entrées dans l'année)	21 623	122 549	17,6%	0,3	9,5
Convention d'adaptation et de formation FNE (entrées dans l'année)****	341	4 710	7,2%	0,0	-57,6
Activité partielle (nombre de salariés concernés au cours de l'année)	27 486	261 753	10,5%	44,6	ND

* Pour les contrats d'apprentissage, le nombre réel d'entrées en contrat au cours de l'année n'est pas comptabilisé dans les régions autres que l'Île-de-France. La donnée «France métropolitaine» figurant dans ce tableau correspond donc aux entrées franciliennes

et, pour les autres régions, au nombre d'enregistrements de contrats en cours d'année, transmis par les unités territoriales des Direccte à la DARES.

** Chiffre AI et ETTI : nombre de personnes nouvellement accueillies ET mises à disposition dans l'année.

*** Chiffre ACI : nombre de salariés en insertion dans les ACI au titre de leur activité conventionnée en 2013.

**** Chiffre EI : nombre de salariés embauchés en CDD d'insertion (CDDI) en 2013.

**** La nette diminution des entrées en formation en 2013 (catégorie D de Pôle emploi) est due à la très

forte baisse des passages en catégorie D pour des formations courtes de moins de deux mois.

**** Les données ne sont disponibles que sur la période courant de janvier à novembre 2013.

Source : Dares, Pôle emploi, ASP.

Les emplois aidés dans le secteur non marchand

Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur non marchand (CUI-CAE), en 2013

Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenants de reconduction)	6 007	2 694	1 970	2 042	2 379	3 006	2 580	2 283	22 961	192 620
Femmes	57,9	70,2	72,0	67,9	67,9	64,1	73,6	66,6	65,9	64,2
Moins de 26 ans	23,3	22,6	17,1	20,5	20,3	23,1	25,3	25,8	22,6	22,4
50 ans et plus	21,1	20,7	21,8	24,0	21,7	16,6	20,0	21,4	20,7	20,5
Bénéficiaires de minima sociaux <i>dont bénéficiaires du Rsa</i>	42,9 31,6	40,1 31,3	37,7 28,7	34,6 25,7	36,0 24,8	36,6 27,2	28,6 19,9	31,4 23,2	37,1 27,4	40,5 29,9
Travailleurs handicapés	7,7	7,4	4,5	7,7	6,5	4,8	3,5	4,8	6,1	9,4
Salariés ayant un bas niv. de formation (niv. V, Vbis et VI)	40,7	57,8	47,2	56,1	41,7	55,4	45,8	48,6	48,0	56,1
Inscrits à Pôle emploi	84,6	88,0	93,6	85,2	86,8	87,6	91,6	92,7	88,0	92,5
Inscrits à Pôle emploi depuis plus de 2 ans	29,4	30,1	32,5	30,7	32,0	31,3	32,2	32,2	31,0	37,9

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 31 octobre 2014.

Répartition par employeur des salariés en CUI - CAE présents au 31 décembre 2013











	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Communes & EPCI	0	265	232	147	239	106	103	130	1 222	30 210
Départements & Région	1 193	264	37	38	0	93	0	197	1 822	3 639
Etablissement scolaire	1 549	1 322	1 004	1 263	1 166	1 417	1 195	1 028	9 944	59 988
Chantiers d'insertion	592	454	243	375	263	655	234	223	3 039	41 472
Association	2 453	434	539	382	680	1 069	907	682	7 146	58 740
Etablissement sanitaire public	0	57	49	37	62	26	77	65	373	14 923
Autres établissements	781	207	205	88	153	220	250	160	2 064	11 682
Total	6 568	3 003	2 309	2 330	2 563	3 586	2 766	2 485	25 610	220 654

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 31 octobre 2014.



► Bref thématique n°39.
Les sortants d'un contrat aidé dans le secteur non marchand

Les entrées en emploi d'avenir dans le secteur non marchand, en 2013

										
Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenant de reconduction)	1 911	830	893	1 012	634	975	823	663	7 741	57 926
Femmes	45,7	50,5	51	50,5	52,4	42,2	52,5	50,8	48,7	54,2
Moins de 21 ans	26,9	29,9	29,2	26,8	30	25,5	31,1	28,8	28,2	29,1
25 ans et plus	13	11,1	11,8	13,6	10,3	14,1	12,3	13,9	12,6	12,4
Bénéficiaires de minima sociaux	3,3	3,5	2,2	2,7	3,5	4,8	3,4	2	3,2	3,9
<i>dont bénéficiaires du Rsa</i>	2	3,1	1,6	1,5	1,9	1,8	1,2	1,7	1,9	3
Travailleurs handicapés	2,3	1,4	2,4	2,2	2,1	3,3	2,6	2	2,3	3,6
Salariés ayant un bas niv. de formation (niv. V, Vbis et VI)	75,8	80,8	73,8	72,1	77,8	69,8	71,7	75,7	74,6	77,4
Inscrits à Pôle emploi	68,8	70,7	64,1	63	54,3	60,5	66,3	64,7	64,8	78,6
Inscrits à Pôle emploi depuis plus de 2 ans	6	6,9	5,4	3,4	3,6	6,4	3,5	5,6	5,2	10,3

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 31 octobre 2014.

Répartition par employeur des salariés en emploi d'avenir dans le secteur non marchand présents au 31 décembre 2013

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Communes & EPCI	6	345	278	372	192	302	233	221	1 949	17 280
Départements & Région	319	16	0	48	0	30	43	0	456	2 781
Association	614	258	316	390	301	457	313	311	2 960	22 543
Etablissement sanitaire public	50	74	79	29	39	33	42	36	382	5 465
Autres établissements	812	72	141	101	59	108	117	44	1 454	6 578
Total	1 801	765	814	940	591	930	748	612	7 201	54 647

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 31 octobre 2014.

Les emplois aidés dans le secteur marchand

Les entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur marchand (CUI - CIE), en 2013

Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenants de reconduction)	1 278	827	849	613	684	1 255	719	804	7 029	49 034
Femmes	48,5	43,3	40,5	39	43	27,3	45,6	43,5	40,9	43,4
Moins de 26 ans	26,1	44,4	31,2	31,8	31,3	31,9	31	35,3	32,5	27,6
50 ans et plus	34,4	23,2	27,2	27,9	30,1	20,3	29,3	23,6	27	26,2
Bénéficiaires de minima sociaux	27,2	17,4	21,6	19,4	21,5	28,3	23,6	17,8	22,9	25,4
dont bénéficiaires du RSA	15,4	9,3	13,1	10,8	11	18,7	14,3	10,3	13,5	15,9
Travailleurs handicapés	4,1	3	5,2	4,6	5,1	2,2	2,9	4,6	3,8	8,1
Salariés ayant un bas niv. de formation (niv. V, Vbis et VI)	39,1	55,7	50,1	51,5	36,8	54,3	50,2	47,6	48,1	54,3
Inscrits à Pôle emploi	92	89,4	89,8	93,6	89,5	93,9	91,7	88,4	91,2	93,5
Inscrits à Pôle emploi depuis plus de 2 ans	33,6	23,1	27,4	26,8	28,1	35,3	28	27,9	29,5	32,2
En contrat à durée indéterminée	68,7	66,1	70,3	69,5	64,5	74,7	67,7	66,9	69	69,8
En contrat à temps plein	75	69,5	74	78,8	78,9	84,1	78,4	74,3	76,9	70,2
Entrants dans une entreprise de moins de 10 salariés	68,2	52	58	50,7	55,6	47,2	57,7	55,6	56	61,6

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 31 octobre 2014.

► *Bref thématique n°52, Les bénéficiaires des contrats aidés du secteur marchand (CUI-CIE) et leurs employeurs entre 2010 et 2013*



Répartition des entrées selon le secteur d'activité de l'employeur

En %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture, sylviculture, pêche	0	1	s	0	0	0	0	s	0,2	3,2
Industrie	6	10	6	7,3	4,4	4,5	7,4	9,5	6,7	13
Construction	4,9	9,7	9	8,8	7,7	12	10,6	10,9	9,1	11,5
Commerce de gros et de détail	20,8	25,3	24,7	28,5	18,9	22,8	25,9	20	23,1	23
Transports et entreposage	2,7	3,4	4,4	11,9	5,8	32,2	2,9	5,7	9,7	6,3
Hébergement et restauration	11,9	21,2	11,5	13,9	12,1	5,2	11,3	19,9	12,8	14,6
Information & communication	6,7	1,3	s	1,8	7,5	2,1	3,5	s	3,6	1,7
Activités financières et d'assurance, activités immo.	5,6	4	4,5	2,8	4,1	2,2	3,3	3,2	3,8	2,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	27,9	12,8	21,8	13,2	30,8	11,6	21,7	19,7	19,9	13,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4,6	6,7	8	4,6	2,9	3,2	6,7	3,9	5	5,2
Autres activités de services	8,7	4,7	6,7	7,2	5,7	4,4	6,8	4,7	6,1	5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 31 octobre 2014. s : secret statistique.

Les entrées en emploi d'avenir dans le secteur marchand, en 2013

Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenants de reconduction)	269	196	227	144	138	210	230	147	1 561	12 995
Femmes	47,6	29,6	35,7	45,1	41,3	37,1	46,5	34,7	40	33,9
Moins de 21 ans	33,5	41,3	41,9	35,4	34,1	26,7	28,7	47,6	35,6	36,7
25 ans et plus	9,7	7,7	9,7	9,7	12,3	13,3	13	11,6	10,8	10
Bénéficiaires de minima sociaux	3	s	2,6	s	3,6	7,1	4,8	s	3,6	2,8
<i>dont bénéficiaires du RSA</i>	s	s	s	s	s	5,7	3,5	s	2,4	1,7
Travailleurs handicapés	3,3	s	4,8	s	s	s	s	4,1	2	4,2
Salariés ayant un bas niv. de formation (niv. V, Vbis et VI)	84,8	82,1	88,1	84,7	81,9	79	56,1	80,3	79,2	84,9
Inscrits à Pôle emploi	52,4	63,8	54,2	63,2	63	66,7	67,4	51,7	60,1	70,7
Inscrits à Pôle emploi depuis plus de 2 ans	5,9	5,6	4,8	5,6	4,3	11,4	7,4	4,1	6,3	8
En contrat à durée indéterminée	75,8	81,6	81,9	81,3	82,6	88,6	61,3	85,7	79,1	68,2
En contrat à temps plein	83,3	82,1	81,9	88,2	87,7	93,3	91,3	63,9	84,5	84
Entrants dans une entreprise de moins de 10 salariés	29,1	59,7	47,1	42,9	39,8	47,0	40,3	49,6	43,7	57,1

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 31 octobre 2014.

Répartition des entrées selon le secteur d'activité de l'employeur

En %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture, sylviculture, pêche	0	0	s	0	0	0	0	s	s	3,8
Industrie	s	11,7	6,6	10,4	3,6	3,8	s	13,6	6	15,1
Construction	3,7	11,7	6,2	10,4	8,7	8,1	9,6	10,9	8,3	15,7
Commerce de gros et de détail	20,4	20,4	23,3	21,5	10,9	40,5	17	11,6	21,5	19,4
Transports et entreposage	11,5	5,6	7	s	10,1	4,3	33,9	6,1	11	4,9
Hébergement et restauration	19,7	31,6	26,4	28,5	19,6	10,5	11,3	38,8	22,3	20,6
Information & communication	s	0	s	s	s	s	s	0	s	0,4
Activités financières et d'assurance, activités immo.	2,2	s	s	s	s	s	s	0	1,4	0,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	27,9	s	7,9	8,3	17,4	14,8	11,3	s	13,1	9,4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	7,8	5,6	15	10,4	16,7	5,2	7,8	6,1	9,1	4,8
Autres activités de services	4,5	6,6	4,8	6,3	8,7	10	5,2	6,8	6,4	5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Dares / ASP - données arrêtées au 31 octobre 2014. s : secret statistique.

Les demandes d'aides au contrats de génération acceptées, du 1^{er} avril au 31 décembre 2013











Département de l'entreprise employeuse	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France entière
Nombre de demandes acceptées	727	282	277	243	257	258	268	204	2 516	14 781
Répartition par sexe										
Hommes	377	206	175	146	131	154	180	139	1 508	10 021
Femmes	350	76	102	97	126	104	88	65	1 008	4 760
Répartition par métier occupé										
Agriculteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	5	s	s	0	s	s	s	0	13	54
Cadres et professions intellectuelles supérieures	111	12	20	23	53	21	19	13	272	681
Professions intermédiaires	103	36	51	51	50	48	53	49	441	2 179
Employés	381	84	98	80	100	98	91	61	993	4 421
Ouvriers	89	140	95	78	43	65	89	72	671	6 107
Non précisé	38	9	10	11	10	24	15	9	126	1 315
Secteur d'activité de l'entreprise employeuse										
Agriculture sylviculture pêche	s	s	0	0	0	0	0	0	8	323
Industrie	42	44	39	38	29	33	31	30	286	2 981
Construction	33	61	41	44	17	38	34	34	302	2 719
Commerce	127	75	54	58	46	78	76	51	565	3 148
Transports, entreposage	23	17	11	6	16	14	17	19	123	677
Hébergement restauration	124	18	13	9	11	12	s	s	199	827
Information et communication	52	s	9	s	25	9	10	12	127	271
Activités financières et d'assurance	25	s	s	s	10	s	s	s	51	273
Activités immobilières	20	s	s	s	s	s	5	s	39	187
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	192	35	64	47	55	46	53	29	521	1 993
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	60	15	27	19	24	18	21	14	198	871
Autres activités de services	27	s	15	8	20	s	11	7	97	511
Effectif de l'entreprise employeuse										
Aucun salarié	7	s	5	s	5	0	6	s	29	174
De 1 à 9 salariés	247	93	87	98	86	76	75	70	832	4 875
De 10 à 29 salariés	279	118	108	98	84	89	103	68	947	5 293
De 30 à 49 salariés	175	61	61	38	59	80	76	48	598	3 408
De 50 à 299 salariés	19	7	16	8	23	13	8	16	110	1 031

Source : Dares / Direccte Île-de-France.

L'alternance

Les entrées en contrats de professionnalisation, lors de la campagne 2013/2014 (du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2014)

Données arrêtées au 1^{er} novembre 2014

Département de l'établissement employeur Effectifs et %	 Paris	 Seine-et-Marne	 Yvelines	 Essonne	 Hauts-de-Seine	 Seine-Saint-Denis	 Val-de-Marne	 Val-d'Oise	 Île-de-France	 France métropolitaine
Nombre d'entrées	15 104	2 382	2 784	2 054	8 971	4 305	3 101	2 071	40 772	143 396
Répartition par sexe										
Hommes	45,5	50,4	53,5	53,5	51,2	57,9	49,3	51,1	49,8	50,1
Femmes	54,5	49,6	46,5	46,5	48,8	42,1	50,7	48,9	50,2	49,9
Répartition par âge										
Moins de 18 ans	1,5	1,6	1,7	1,7	0,6	0,8	1,3	1,2	1,2	2,5
18-21 ans	35,4	38,1	36,9	39,3	29,0	33,3	34,9	39,5	34,4	41,2
22-25 ans	46,3	34,3	41,3	35,8	51,0	42,7	42,1	34,7	44,5	36,2
26 ans et plus	16,9	25,9	20,0	23,1	19,4	23,2	21,7	24,7	19,9	20,0
Répartition par niveau de formation à l'entrée										
Niveau I,II	27,3	14,9	22,8	17,1	40,4	19,7	20,3	15,9	26,7	18,6
Niveau III	18,3	13,2	17,5	16,6	20,1	16,1	17,1	15,9	17,8	20,7
Niveau IV	36,0	36,1	37,8	37,6	28,5	37,4	37,8	42,1	35,1	35,6
Niveau V, Vbis et VI	17,8	35,5	21,8	28,3	10,9	26,8	24,6	25,7	20,0	24,5
Inconnu	0,6	0,3	0,2	0,3	0,2	0,0	0,2	0,4	0,3	0,6
Répartition par type de qualification préparée										
Certification enregistrée au RNCP autre qu'un CQP	70,7	57,5	70,1	65,0	70,0	59,2	63,2	75,7	67,9	66,4
Certificat de qualification professionnelle (CQP)	8,0	22,5	12,7	13,9	6,1	9,6	10,6	7,3	9,4	12,0
Qualification reconnue dans les classifications d'une convention collective nationale	21,2	20,0	17,2	21,2	23,9	31,2	26,2	17,0	22,7	21,6
Répartition par type de contrat										
Contrat à durée indéterminée	6,7	4,0	7,8	6,5	8,4	15,1	7,6	4,4	7,8	7,7
Contrat à durée déterminée	92,8	95,8	88,8	92,6	91,4	84,8	91,8	94,7	91,6	90,7
Intérim	0,5	0,1	3,4	0,9	0,2	0,0	0,6	0,9	0,6	1,6











Source : Extrapro, Dares / Direccte Île-de-France.



► Bref thématique n°50. Après une forte baisse en 2012/2013, le contrat de professionnalisation se maintient en 2013/2014

Les entrées en contrat de professionnalisation, lors de la campagne 2013/2014 (du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2014)

Données arrêtées au 1^{er} novembre 2014, en %










										
Département de l'établissement employeur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Secteur d'activité de l'établissement employeur										
Agriculture sylviculture pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Industrie	3,8	5,5	8,5	4,1	8,1	2,7	4,5	4,8	5,2	9,4
Construction	0,6	5,1	4,5	4,9	2,8	4,2	4,0	5,8	2,8	3,7
Commerce	17,7	38,8	29,9	38,5	13,6	28,9	32,9	28,2	22,8	26,8
Transports, entreposage	12,1	11,0	7,5	12,6	7,7	22,5	10,4	11,2	11,7	7,5
Hébergement restauration	4,4	3,4	2,0	2,8	1,3	1,5	1,9	5,6	3,0	5,2
Information et communication	10,4	1,5	6,4	3,6	13,9	5,3	5,1	2,5	8,7	4,2
Activités financières et d'assurance	10,5	2,5	4,8	4,8	14,8	6,8	11,5	4,3	9,7	6,3
Activités immobilières	3,7	1,6	5,2	2,0	2,7	1,8	3,0	2,3	3,0	2,1
Acti. spécialisées, scientifiques et techniques et acti. de services administratifs et de soutien	21,5	6,7	20,2	14,1	27,6	16,8	13,0	22,8	20,4	15,4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	7,7	6,2	5,8	7,3	4,2	5,9	8,5	8,2	6,6	5,6
Autres activités de services	7,6	17,6	5,1	5,3	3,2	3,6	5,0	4,3	6,2	5,0
Non précisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,8
Taille de l'établissement employeur										
Moins de 5 salariés	27,6	19,6	17,1	16,2	14,4	21,9	23,3	18,5	21,4	23,1
De 5 à 9 salariés	11,5	6,7	9,2	9,1	6,5	8,4	10,6	10,7	9,4	11,0
De 10 à 19 salariés	9,6	6,6	5,1	6,6	6,2	5,4	6,8	5,5	7,3	9,1
De 20 à 49 salariés	10,0	13,2	9,3	12,5	8,2	7,7	10,8	10,8	9,7	11,4
De 50 à 99 salariés	6,0	7,9	5,0	6,2	5,6	5,9	5,3	7,2	6,0	6,5
De 100 à 249 salariés	8,1	12,1	11,0	8,2	10,7	6,1	8,6	13,6	9,2	9,4
250 salariés et plus	27,3	33,8	43,2	41,1	48,5	44,7	34,5	33,6	37,0	29,6

Source : Extrapro, Dares / Direccte Île-de-France.

Les entrées en contrats d'apprentissage, lors de la campagne 2013/2014

(du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2014)

Données arrêtées au 30 octobre 2014, effectifs et %

Département de l'établissement employeur									
Nombre d'entrées *	14 104	5 872	7 002	5 007	10 384	4 984	4 942	4 340	56 635
Répartition par sexe									
Hommes	48,6	63,6	62,0	63,8	53,6	62,1	60,4	62,1	57,3
Femmes	51,4	36,4	38,0	36,2	46,4	37,9	39,6	37,9	42,7
Répartition par âge									
Moins de 18 ans	14,5	34,1	25,8	24,7	10,8	17,6	21,1	28,9	20,1
18-21 ans	43,9	47,3	45,4	48,8	41,1	46,9	45,9	48,2	45,1
22 ans et plus	41,5	18,6	28,8	26,5	48,2	35,5	33,0	22,9	34,8
Répartition par niveau de diplôme préparé **									
Mention complémentaire	2,2	3,2	0,8	0,7	0,7	1,5	1,8	1,9	1,6
Master professionnel**	26,1	7,8	19,3	15,1	40,4	21,2	18,4	10,0	22,6
Licence professionnelle**	16,7	10,9	13,6	17,1	18,3	13,9	18,0	12,6	15,6
BTS, DUT**	17,3	22,1	19,6	20,9	16,3	19,5	17,2	20,0	18,6
Baccalauréat professionnel**	17,4	23,0	19,7	19,4	10,8	19,4	20,3	22,0	18,0
CAP**	20,3	32,9	27,0	26,8	13,5	24,4	24,3	33,6	23,5

* entrées dans un premier contrat ou nouveau contrat suite à un premier contrat, hors avenants.

** ou diplôme équivalent.










Source : Ariane, Direccte Île-de-France.



► *Bref thématique n°46, Suite à la réforme de l'obligation d'embauche en alternance, les grandes entreprises ont augmenté leur recours à ces mesures*

Les entrées en contrats d'apprentissage, lors de la campagne 2013/2014 (du 1^{er} juin 2013 au 31 mai 2014)

Données arrêtées au 30 octobre 2014, en %

									
Département de l'établissement employeur	Paris	Seine-et-Maine	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Secteur d'activité de l'établissement employeur									
Agriculture sylviculture pêche	0,0	1,7	0,7	0,3	0,0	0,0	0,1	0,9	0,4
Industrie	6,8	15,8	22,5	15,7	12,7	10,2	11,3	17,1	13,0
Construction	3,6	15,0	12,5	14,1	7,0	16,8	16,0	14,8	10,5
Commerce	13,0	21,0	18,1	19,4	13,6	17,5	18,8	21,1	16,7
Transports, entreposage	8,0	6,5	4,4	5,4	9,6	16,9	10,5	6,3	8,3
Hébergement restauration	16,3	10,6	6,9	6,3	5,7	4,4	5,5	9,9	9,2
Information et communication	7,8	2,1	4,0	2,5	11,9	5,2	5,9	2,3	6,2
Activités financières et d'assurance	11,8	2,0	3,2	3,1	12,5	6,0	7,1	1,8	7,4
Activités immobilières	1,8	1,1	1,1	1,7	0,7	0,7	0,7	0,6	1,1
Acti. spécialisées, scientifiques et techniques et acti. de services administratifs et de soutien	15,5	7,9	12,1	16,7	18,6	11,0	11,2	9,5	13,7
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	6,3	4,3	5,9	6,5	2,8	5,0	6,1	5,6	5,2
Autres activités de services	8,8	12,0	8,5	8,0	5,0	5,9	6,8	10,0	8,0
Non précisé	0,1	0,0	0,0	0,3	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1
Taille de l'établissement employeur									
Moins de 5 salariés	21,4	29,8	24,6	26,3	13,4	21,0	22,0	28,8	22,2
De 5 à 9 salariés	14,0	16,6	14,0	15,8	8,4	10,8	13,2	16,7	13,3
De 10 à 19 salariés	11,0	13,0	11,1	10,1	6,8	9,0	9,3	12,4	10,2
De 20 à 49 salariés	11,1	9,6	8,9	9,7	7,4	9,2	10,1	9,2	9,5
De 50 à 99 salariés	6,6	6,1	5,6	8,0	6,6	5,4	6,0	5,8	6,3
De 100 à 249 salariés	10,0	6,8	7,9	9,2	10,7	8,6	9,5	9,2	9,3
250 salariés et plus	25,9	18,2	27,9	20,8	46,7	35,9	29,9	17,9	29,3

Source : Ariane, Direccte Île-de-France.

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

Candidats à la VAE en 2013 en Île-de-France dans les différents ministères certificateurs

	Présentés	Reçus	Reçus France	Part Île-de-France
Ministère de l'éducation nationale (CAP au BTS)	4 037	2 685	13 805	19%
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	3 186	2 065	2 544	81%
Ministère de l'agriculture	5	2	322	1%
Ministères chargés de la santé et des affaires sociales	2 668	1 144	6 133	19%
Ministère chargé de l'emploi	773	602	3 894	15%
Ministère de la défense	15	11	124	9%
Ministère de la culture	nd	nd	210	nd
Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	0	0	24	0%
Ministère de la jeunesse et des sports	91	48	408	12%
Total	10 775	6 557	27 464	24%










Champ : Île-de-France. nd : non disponible.

Source : ministères certificateurs, traitement DARES.

Les missions locales

Les jeunes suivis en 2013

Effectifs et %

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre de jeunes en premier accueil	9 977	11 230	8 932	11 601	9 490	16 496	10 965	10 786	89 477
<i>Jeunes en CIVIS (entrées initiales)</i>	2 661	2 915	2 446	2 398	2 198	4 598	2 254	2 920	22 390
Nombre de jeunes en demande d'insertion au 31/12/2013*	12 446	14 389	11 992	14 110	11 512	22 037	14 049	14 192	114 727
<i>Jeunes suivis</i>									
Répartition par sexe									
Hommes	53,9	48,2	51,2	50,5	53,3	50,5	51,7	50,5	51,1
Femmes	46,1	51,8	48,8	49,5	46,7	49,5	48,3	49,5	48,9
Répartition par âge**									
Moins de 18 ans	3,7	5,2	5,4	5,5	4,7	4,1	4,1	4,4	4,6
18-21 ans	48,1	51,0	48,4	47,9	46,9	48,3	47,9	50,0	48,6
22-25 ans	46,3	42,1	44,2	43,8	46,2	45,4	44,9	43,5	44,5
26 ans et plus	1,9	1,7	2,0	2,7	2,2	2,2	3,1	2,1	2,3
Répartition par niveau de diplôme*** à l'entrée									
Niveau I,II	3,2	1,6	2,0	2,8	3,4	1,7	2,5	1,8	2,3
Niveau III	3,1	3,7	4,1	4,7	4,8	3,7	4,3	3,6	4,0
Niveau IV	32,1	36,1	34,3	33,0	36,8	35,2	36,2	34,4	34,8
Niveau V	30,6	33,2	31,8	32,4	30,2	30,0	29,9	31,8	31,2
Niveau Vbis	17,3	18,0	19,1	17,0	15,8	16,6	17,3	16,5	17,2
Niveau VI	13,7	7,5	8,6	10,0	8,9	12,9	9,8	11,7	10,6
Inconnu	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1

* Jeunes en demande d'insertion : jeunes ayant bénéficié, au cours des cinq derniers mois précédant la date d'observation, d'au moins un entretien au sein du réseau des missions locales, qu'il s'agisse d'un entretien individuel, d'une information collective ou d'un atelier. Le nombre de jeunes en demande d'insertion au 31 décembre 2013 mesure ainsi le nombre de jeunes ayant eu au moins un entretien individuel, une information collective ou un atelier entre le 01 août 2013 et le 31 décembre 2013 inclus.

** Estimation Directe

*** Il s'agit du niveau groupé. Celui-ci correspond au niveau de formation, que le diplôme ait été obtenu ou non.










Les Missions locales d'insertion sont des organismes chargés d'aider les jeunes âgés de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale. Elles ont été créées par ordonnance en mars 1982. En 2013, le territoire francilien était réparti en 76 missions locales.

Le Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (CIVIS) est un dispositif destiné à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes (16-25 ans). Ce contrat d'un an renouvelable est conclu avec les missions locales ou les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO). Les titulaires d'un CIVIS âgés d'au moins 18 ans peuvent bénéficier d'une allocation versée pendant les périodes durant lesquelles ils ne perçoivent ni une rémunération au titre d'un emploi ou d'un stage, ni une autre allocation.

Source : PARCOURS 3 extraction 09/12/2014.










L'Insertion par l'Activité Économique (IAE)

Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) dans les départements, en 2013

									
Nombre de structures	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	17	7	10	8	11	6	7	12	78
Entreprise d'Insertion (EI)	36	11	18	12	30	21	13	13	154
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	8	2	2	2	1	3	2	3	23
Porteurs d'Atelier de Chantier d'Insertion (ACI)	27	13	12	16	18	32	17	17	152
Total	88	33	42	38	60	62	39	45	407

Source : AI-EI-ETTI : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2013 / ACI : Dares-ASP.










Salariés en insertion dans les SIAE, en 2013

									
Nombre de salariés présents dans les SIAE	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	3 441	2 391	2 313	1 928	2 083	596	962	1 644	15 358
Entreprise d'Insertion (EI)	486	225	347	207	703	559	282	117	2 926
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	1 007	765	251	331	175	831	156	322	3 838
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	1 022	899	436	674	701	1 051	539	624	5 946
Total	5 956	4 280	3 347	3 140	3 662	3 037	1 939	2 707	28 068

Sont considérés comme salariés en insertion dans les SIAE : AI et ETTI : personnes mises à disposition au moins une fois en 2013 / EI : salariés en CDDI en 2013 / ACI : personnes en contrats aidés (CUI-CAE) présentes dans le chantier durant 2013.

Source : AI-EI-ETTI : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2013 / ACI : Dares-ASP.

Nombre de salariés en équivalent temps plein d'insertion (ETP), en 2013










									
Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	617	289	244	271	309	95	148	280	2 252
Entreprise d'Insertion (EI)	281	127	179	107	343	312	166	65	1 580
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	424	156	60	83	89	279	43	85	1 219
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	388	281	131	236	240	367	164	197	2 004
Total	1 709	853	614	698	980	1 054	521	627	7 055

Calcul des ETP : dans les AI, 1 ETP est égal à 1 607 heures réalisées par des salariés en insertion ; dans les EI, un ETP est égal à 1 505 heures.

Dans les ETTI, un ETP est égal à 1 600 heures. Dans les ACI un ETP est égal à 1 820 heures.

Source : AI-EI-ETTI : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2013 / ACI : Dares-ASP.

Nombre de salariés en insertion embauchés par les SIAE, en 2013










									
Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	2 478	1 516	1 778	1 058	1 357	330	601	1 280	10 398
Entreprise d'Insertion (EI)	199	99	175	99	329	272	107	45	1 325
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	560	546	167	264	90	768	111	253	2 759
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)	583	468	264	436	408	541	282	388	3 370
Total	3 820	2 629	2 384	1 857	2 184	1 911	1 101	1 966	17 852

AI et ETTI : nombre de personnes nouvellement accueillies et mises à disposition dans l'année / ACI : nombre de salariés en insertion recrutés en 2013 pour entrer sur un ACI (nouvelles entrées) / EI : nombre de salariés embauchés en CDDI en 2013.

Source : AI-EI-ETTI : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2013 / ACI : Dares-ASP.










Principales caractéristiques des salariés en insertion dans les SIAE, en 2013

(Tous types de SIAE confondus: AI-EI-ETI et ACI) - Les données portent sur 98% des salariés en insertion recensés en 2013

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Femmes	35%	54%	39%	47%	40%	30%	49%	48%	42%
Seniors (plus de 50 ans)	19%	21%	15%	18%	23%	18%	16%	21%	19%
Jeunes (moins de 26 ans)	17%	15%	27%	23%	15%	24%	22%	22%	20%
Chômeurs depuis plus de 2 ans	43%	44%	38%	42%	43%	38%	41%	41%	42%
Bénéficiaires du RSA	31%	36%	29%	33%	36%	33%	30%	25%	32%
Bénéficiaires de l'ASS	5%	5%	5%	5%	4%	6%	4%	4%	5%
Handicapés	3%	6%	3%	5%	4%	4%	5%	4%	4%
Total	5 680	4 197	3 572	3 060	3 539	2 974	1 886	2 628	27 536

Source : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2013.

Les sorties des salariés en insertion intervenues dans l'ensemble des SIAE, en 2013

									
Salariés	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Emploi durable	27%	33%	29%	28%	34%	30%	31%	29%	30%
Emploi de transition	17%	20%	16%	16%	16%	15%	13%	15%	16%
Sorties positives	18%	21%	18%	24%	18%	20%	24%	22%	20%
Autres sorties	38%	25%	37%	32%	31%	36%	32%	34%	34%
Total sorties	1 738	941	1 045	899	1 147	1 051	543	673	8 037

Sorties prises en compte : EI et ACI : les salariés doivent être restés au moins trois mois dans la structure. ETI : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 h dans les 12 mois qui précèdent la sortie et ne pas avoir connu d'interruption de plus de 6 mois

consécutifs. AI : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 h dans les 12 mois qui précèdent la sortie.

Source : Direccte-UT - Données Bilans SIAE 2013.



► Bref thématique n°45, L'insertion par l'Activité Economique en Île-de-France en 2012.

Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA)

Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA) sont des dispositifs d'appui et de conseil aux structures d'utilité sociale dont la finalité est de développer et consolider leurs emplois et leurs activités. Ces dispositifs sont gérés par une association dans chacun des huit départements franciliens.

Activité des DLA franciliens

Différentes phases d'activité*	Île-de-France 2005	Île-de-France 2013	France entière 2013
Structures accueillies	757	411	3 514
Structures diagnostiquées	307	495	4 640
Structures bénéficiaires d'ingénieries	482	610	4 849
Structures accompagnées (diagnostiquées et/ou bénéficiaires d'ingénieries)**	607	804	6 599

Source : système d'information Enée / données 2005 et 2013.

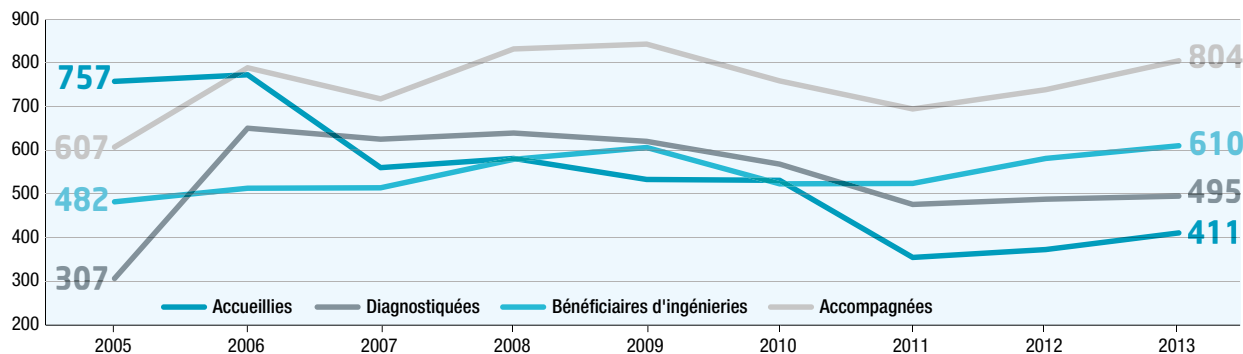
* Définition des phases d'activité des DLA

- 1/ un accueil et une orientation des structures** : un responsable du DLA présente à la structure le rôle du DLA. Lors de cette réunion d'information, il discute avec elle de l'intérêt d'une intervention éventuelle du DLA. Il peut aussi l'orienter vers d'autres acteurs territoriaux;
- 2/ un diagnostic global et partagé de leur situation** : le correspondant du DLA étudie le dossier de la structure afin de définir ses besoins d'accompagnement. Il établit des pistes de travail susceptibles d'améliorer la situation de la structure et de résoudre ses difficultés dans divers domaines possibles : organisation interne, ressources humaines, stratégie économique, situation financière.
- 3/ un plan d'ingénieries** : il suit le diagnostic. Il se compose de prestations individuelles ou collectives dans des domaines professionnels variés. Le DLA finance un prestataire spécialisé qu'il choisit selon les besoins des structures.
- 4/ un suivi** : par lequel le responsable du DLA suit et évalue l'intervention du prestataire. En cas de besoin, il peut réaliser un nouveau diagnostic, dit de post-accompagnement, et faire appel à des ingénieries complémentaires pour cette même structure ou la réorienter vers d'autres organismes et partenaires compétents.

** Par structures accompagnées, on entend les structures qui ont bénéficié d'un diagnostic et / ou d'une ingénierie. Le plus souvent, en Île-de-France, une même structure reçoit un diagnostic et bénéficie ensuite d'une ingénierie par un prestataire externe. Le temps du diagnostic peut aussi permettre d'identifier des accompagnements réalisés en interne par la structure avec l'aide de réseaux et de partenaires.

L'activité des DLA franciliens, de 2005 à 2013

Nombre de structures accueillies, diagnostiquées bénéficiaires d'ingénieries et accompagnées

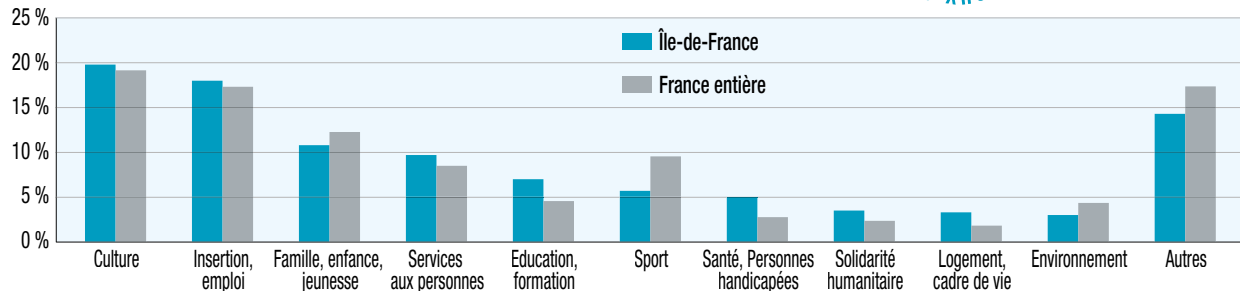


Secteurs d'activité des DLA franciliens, en 2013

Principaux secteurs d'activité des structures bénéficiaires d'ingénierie



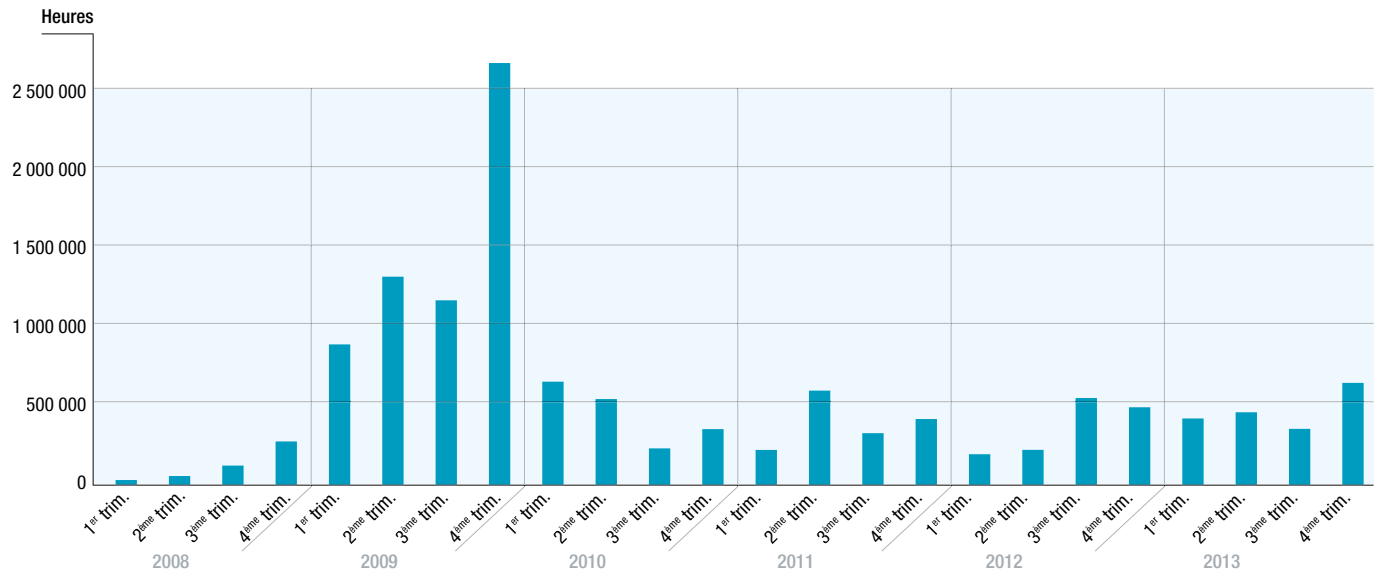
► Bref thématique n°30 - Les Dispositifs Locaux d'Accompagnement en 2011.



Source : système d'information Enée / données 2013.

L'activité partielle

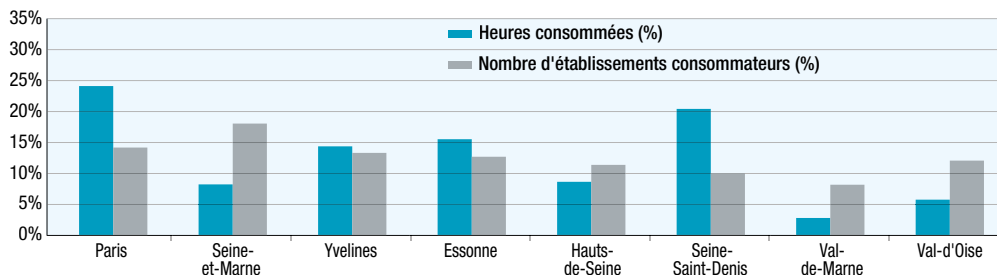
Évolution du nombre d'heures consommées, de 2008 à 2013



Source: extraction SILEX (Directe Île-de-France Unités Territoriales) - traitement Direccte Île-de-France-SESE.

Répartition par département des heures et des dossiers d'activité partielle

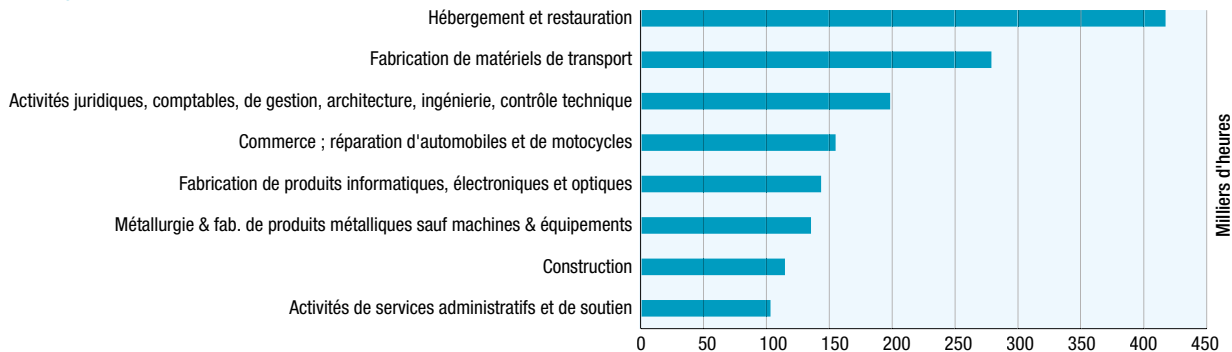
du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013



Source : extraction SILEX (Direccte Île-de-France Unités Territoriales) - traitement Direccte Île-de-France-SESE.

Secteurs d'activité (A38) pour lesquels le plus d'heures d'activité partielle ont été consommées

du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013



Source : extraction SILEX (Direccte Île-de-France Unités Territoriales) - traitement Direccte Île-de-France-SESE.

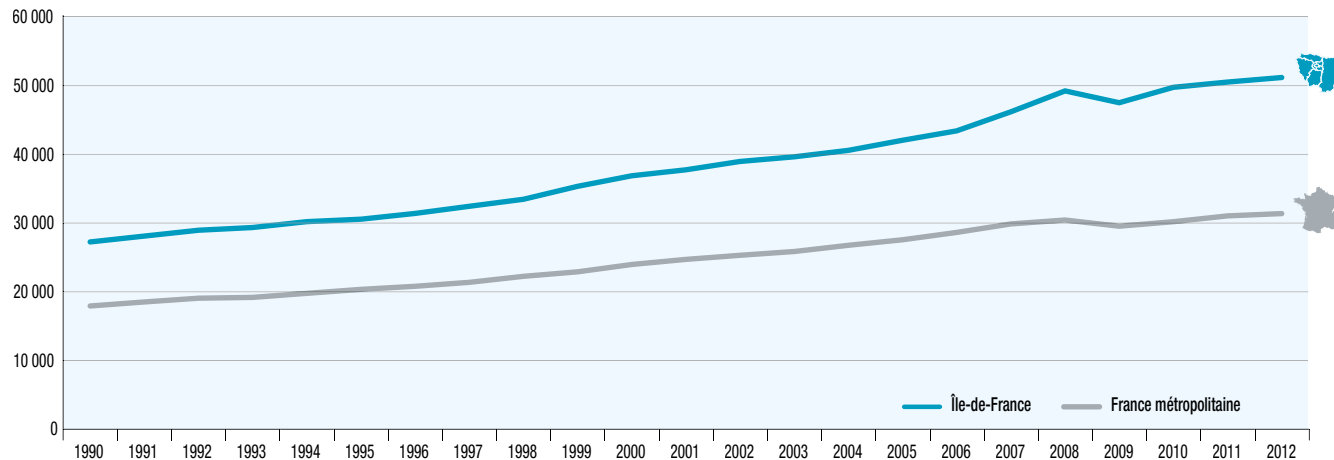
CHIFFRES CLÉS 2015

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



■ Le Produit Intérieur Brut

PIB par habitant, de 1990 à 2012



Le **produit intérieur brut** (PIB) est ce que produit l'économie d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

La **valeur ajoutée** est la différence entre la valeur des biens ou services produits par une entreprise ou une branche et celle des biens et services utilisés pour la production, dite des « consommations intermédiaires ».

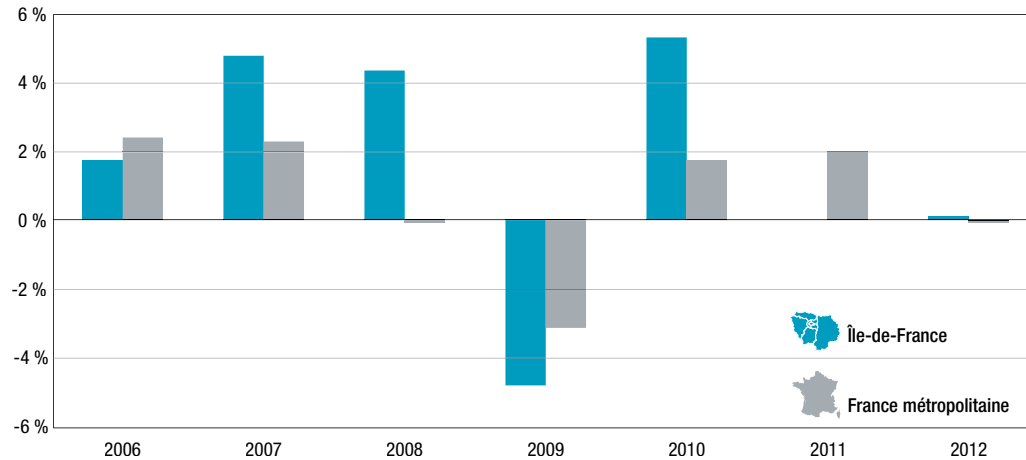
Le **PIB par habitant** est le rapport du PIB en valeur par la population moyenne de chaque année.

Source : Insee.fr

Unité euros par habitant.

2011 : semi définitif ; 2012 : provisoire.

Évolution de 2006 à 2012, par rapport à l'année précédente, du PIB en volume












Le PIB réel ou en volume est la valeur du PIB en ne tenant pas compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation.

Le PIB réel montre les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services.

L'évolution du produit intérieur brut en volume aux prix de l'année précédente chaînés (hors effet de prix) mesure la croissance économique.

Les entreprises du secteur privé

Nombre d'entreprises* employant au moins un salarié, par taille, au 31 décembre 2012

									
Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Moins de 10 salariés	111 235	19 961	20 971	17 438	30 141	25 340	22 304	17 047	264 437
De 10 à 19 salariés	10 275	2 058	2 033	1 852	3 187	2 436	2 146	1 713	25 700
De 20 à 49 salariés	5 927	1 159	1 228	1 074	2 414	1 367	1 319	960	15 448
De 50 à 99 salariés	1 799	348	367	352	928	368	387	267	4 816
De 100 à 249 salariés	1 172	195	258	233	724	274	226	165	3 247
De 250 à 499 salariés	442	54	101	65	339	97	89	73	1 260
De 500 à 999 salariés	239	35	61	42	230	47	48	29	731
1 000 salariés et plus	266	11	63	31	233	63	38	15	720
Total	131 355	23 821	25 082	21 087	38 196	29 992	26 557	20 269	316 359

* La notion d'entreprise doit être distinguée de celle d'établissement : ainsi, selon les définitions de l'Insee, l'entreprise est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes ; l'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.










Source : Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier entreprises.

Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

Les données statistiques sont renseignées selon la commune de l'établissement siège de l'entreprise.

Les établissements du secteur privé

Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié, par taille, au 31 décembre 2012

Taille	 Paris	 Seine-et-Marne	 Yvelines	 Essonne	 Hauts-de-Seine	 Seine-Saint-Denis	 Val-de-Marne	 Val-d'Oise	 Île-de-France
Moins de 10 salariés	122 274	23 532	24 797	20 150	33 892	28 405	25 267	19 358	297 675
De 10 à 19 salariés	11 838	2 813	2 784	2 507	4 135	3 161	2 844	2 282	32 364
De 20 à 49 salariés	6 333	1 809	1 800	1 570	3 059	1 904	1 865	1 403	19 743
De 50 à 99 salariés	1 868	610	644	588	1 272	646	666	520	6 814
De 100 à 249 salariés	1 099	326	366	355	901	432	358	236	4 073
De 250 à 499 salariés	322	80	123	94	349	147	129	91	1 335
De 500 à 999 salariés	138	29	40	37	174	59	55	28	560
1 000 salariés et plus	64	9	32	17	83	24	20	10	259
Total	143 936	29 208	30 586	25 318	43 865	34 778	31 204	23 928	362 823










Répartition des effectifs salariés par taille d'établissement, au 31 décembre 2011

Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Moins de 10 salariés	25,1%	21,8%	18,7%	19,4%	11,4%	20,1%	19,5%	20,7%	19,8%
De 10 à 19 salariés	12,1%	11,3%	9,3%	10,4%	6,4%	10,0%	9,8%	10,7%	10,0%
De 20 à 49 salariés	14,6%	16,6%	13,5%	15,0%	10,9%	13,7%	14,9%	15,0%	13,9%
De 50 à 99 salariés	9,9%	12,4%	10,9%	12,4%	10,2%	10,4%	11,8%	12,4%	10,8%
De 100 à 249 salariés	12,8%	14,9%	13,6%	16,5%	16,0%	15,2%	14,1%	12,0%	14,3%
De 250 à 499 salariés	8,5%	8,1%	10,6%	9,7%	13,8%	11,9%	11,6%	10,8%	10,6%
De 500 à 999 salariés	7,1%	5,7%	6,9%	7,5%	13,8%	9,2%	9,6%	6,6%	8,7%
1 000 salariés et plus	9,8%	9,3%	16,6%	9,0%	17,5%	9,5%	8,6%	11,7%	11,9%
Total effectifs salariés	1 302 415	334 521	403 047	323 480	872 772	427 467	387 822	288 153	4 339 677










Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier établissements.

Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié, par grand secteur, au 31 décembre 2012

									
Secteur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	66	701	264	174	12	8	36	208	1 469
Industrie	4 935	2 425	1 867	1 780	1 982	2 228	1 757	1 798	18 772
Construction	6 408	4 448	3 552	3 861	3 185	6 323	4 416	3 863	36 056
Commerce	25 300	6 989	7 091	5 931	7 871	8 711	6 922	5 593	74 408
Services	107 227	14 645	17 812	13 572	30 815	17 508	18 073	12 466	232 118
Total	143 936	29 208	30 586	25 318	43 865	34 778	31 204	23 928	362 823

Répartition des établissements actifs employant au moins un salarié, par grand secteur, au 31 décembre 2012

									
Secteur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	0,0%	2,4%	0,9%	0,7%	0,0%	0,0%	0,1%	0,9%	0,4%
Industrie	3,4%	8,3%	6,1%	7,0%	4,5%	6,4%	5,6%	7,5%	5,2%
Construction	4,5%	15,2%	11,6%	15,3%	7,3%	18,2%	14,2%	16,1%	9,9%
Commerce	17,6%	23,9%	23,2%	23,4%	17,9%	25,0%	22,2%	23,4%	20,5%
Services	74,5%	50,1%	58,2%	53,6%	70,2%	50,3%	57,9%	52,1%	64,0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier établissements.

Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

Nombre d'établissements actifs par secteur d'activité détaillé, en Île-de-France, au 31 décembre 2012

Secteur d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture	66	701	264	174	12	8	36	208	1 469
Industries extractives	22	45	12	7	6	5	7	9	113
Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 381	555	529	433	601	583	561	413	5 056
Fab. de textiles, industries de l'habillement, du cuir et de la chaussure	1 301	45	35	29	94	290	81	36	1 911
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	483	226	108	190	188	236	150	165	1 746
Cokéfaction et raffinage	0	2	1	0	8	1	1	1	14
Industrie chimique	135	54	39	40	82	48	36	58	492
Industrie pharmaceutique	36	12	16	7	46	6	14	9	146
Fabrication produits caoutchouc, plastique ou minéraux non métalliques	102	205	96	99	110	109	98	87	906
Métallurgie et fab. de produits métalliques sauf machines et équipements	117	368	252	222	91	255	156	294	1 755
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	87	59	98	147	89	36	66	80	662
Fabrication d'équipements électriques	60	67	50	59	44	59	43	53	435
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	40	130	95	97	84	94	80	101	721
Fabrication de matériels de transport	21	49	56	23	35	28	14	43	269
Autres indust. manufact. : réparation / installation de machines & équipements	923	439	334	309	268	292	306	319	3 190
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	162	37	44	24	140	70	45	25	547
Product. / distrib. eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	65	132	102	94	96	116	99	105	809
Construction	6 408	4 448	3 552	3 861	3 185	6 323	4 416	3 863	36 056
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	25 300	6 989	7 091	5 931	7 871	8 711	6 922	5 593	74 408
Transports et entreposage	2 095	1 337	872	1 037	1 124	2 092	1 298	1 279	11 134
Hébergement et restauration	15 053	2 281	2 556	1 949	4 149	3 077	2 684	1 847	33 596
Édition, audiovisuel et diffusion	4 438	130	279	173	1 344	376	300	115	7 155
Télécommunications	360	46	60	47	180	159	96	79	1 027
Activités informatiques et services d'information	3 704	307	644	454	1 917	465	595	323	8 409
Activités financières et d'assurance	6 973	1 270	1 476	1 135	2 357	1 121	1 276	881	16 489
Activités immobilières	6 093	833	1 017	712	1 550	779	945	607	12 536
Activités juridiq., compta, gestion, architect., ingénierie, contrôle & anal. tech.	16 006	1 595	2 431	1 630	4 466	1 563	1 944	1 389	31 024
Recherche-développement scientifique	424	14	41	92	104	27	55	13	770
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 118	356	434	365	1 412	492	512	303	6 992
Activités de services administratifs et de soutien	28 569	1 975	2 700	1 818	5 945	2 865	3 592	1 880	49 344
Administration publique	153	14	17	8	33	34	17	20	296
Enseignement	2 485	512	601	428	766	563	511	446	6 312
Activités pour la santé humaine	3 094	894	1 004	757	1 239	906	968	721	9 583
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	1 516	545	642	570	814	499	548	475	5 609
Arts, spectacles et activités récréatives	2 423	853	968	756	842	670	815	619	7 946
Autres activités de services	10 490	1 682	2 069	1 641	2 570	1 819	1 916	1 468	23 655
Activités extra-territoriales	233	1	1	0	3	1	1	1	241
Nombre total d'établissements	143 936	29 208	30 586	25 318	43 865	34 778	31 204	23 928	362 823

Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier établissements.

Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

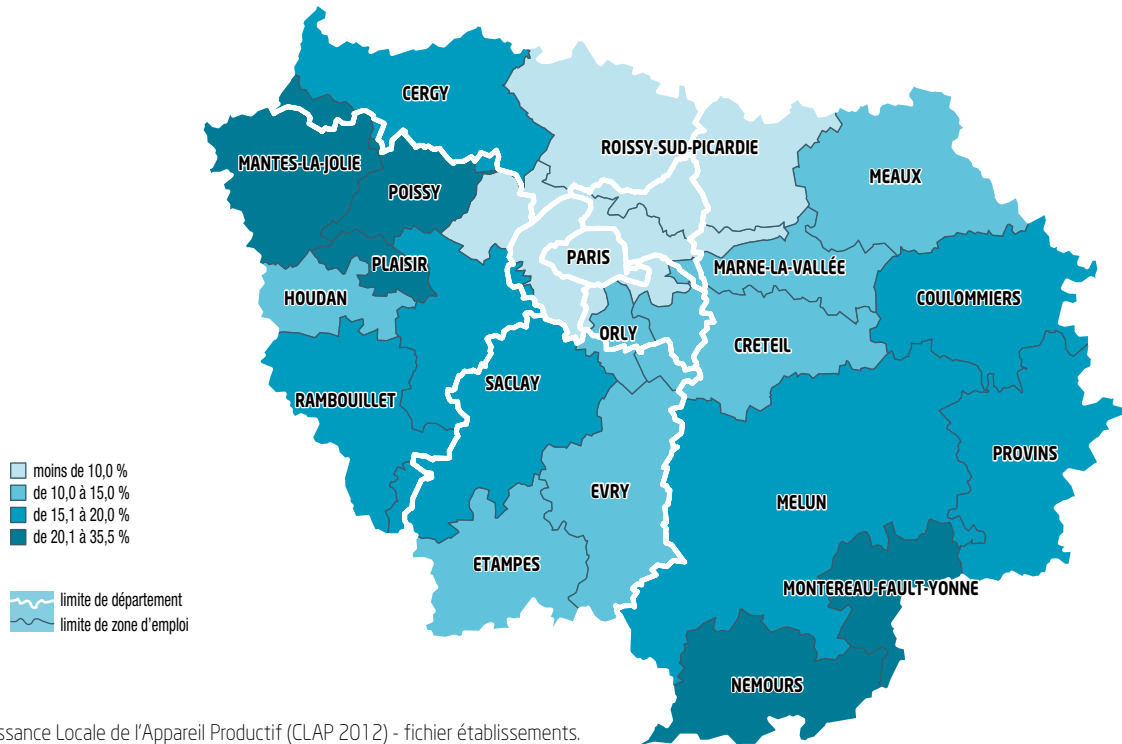
L'emploi salarié privé

Emploi salarié par secteur d'activité détaillé, en Île-de-France, au 31 décembre 2012

Secteur d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Agriculture, sylviculture et pêche	840	1 721	931	523	37	28	187	558	4 825
Industries extractives	423	593	87	115	91	77	187	110	1 683
Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	12 694	6 181	5 187	4 332	7 001	3 745	5 658	2 765	47 563
Fabric. textiles, industries habillement, cuir et chaussure	11 964	554	153	239	1 290	3 375	536	617	18 728
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	3 133	3 526	797	2 989	1 913	2 877	2 007	1 911	19 153
Cokéfaction et raffinage	0	505	48	0	936	145	s	s	1 642
Industrie chimique	4 061	2 328	1 939	1 707	8 075	3 613	1 437	3 695	26 855
Industrie pharmaceutique	3 485	386	2 097	1 531	7 965	641	2 845	595	19 545
Fab. prdts en caoutc. & plastiq. & aut. prdts minéraux non métal.	902	4 877	2 393	2 588	3 035	1 574	1 654	2 759	19 782
Métallurgie & fab. de prdts métalliques sauf machines & équipmnts	1 055	6 626	4 423	3 329	4 049	4 068	2 083	4 450	30 083
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	2 424	1 726	13 681	9 497	9 770	393	2 994	3 588	44 073
Fabrication d'équipements électriques	1 308	2 017	1 038	1 741	4 794	944	805	1 929	14 576
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	328	2 073	3 923	1 809	2 936	2 150	2 392	2 071	17 682
Fabrication de matériels de transport	4 139	5 209	34 075	4 007	16 673	8 264	1 042	4 608	78 017
Autres ind. manif. ; répar. & install. de machines et d'équipmnts	5 938	6 487	8 851	4 063	4 294	3 688	5 155	5 076	43 552
Prod. & distribution électricité, gaz, vapeur & air conditionné	7 058	2 289	2 628	1 305	20 691	7 030	1 808	1 697	44 506
Prod. & distrib. eau assainiss. gestion déchets & dépollution	2 486	3 259	4 206	3 087	6 806	3 486	3 489	2 688	29 507
Construction	31 339	31 947	37 006	32 940	39 184	45 094	38 420	26 819	282 749
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	170 988	71 968	73 493	65 899	103 546	80 578	74 211	55 415	696 098
Transports et entreposage	82 746	42 815	20 016	28 915	35 663	58 810	43 681	52 381	365 027
Hébergement et restauration	143 118	18 778	19 306	14 124	32 627	18 576	17 374	14 966	278 869
Édition, audiovisuel et diffusion	62 825	1 727	4 960	1 848	44 177	6 212	4 195	743	126 687
Télécommunications	16 045	2 374	2 611	1 087	17 473	5 016	7 565	1 361	53 532
Activités informatiques et services d'information	54 639	2 482	14 001	6 306	86 661	12 696	8 723	7 871	193 379
Activités financières et d'assurance	141 868	9 259	13 383	10 199	93 099	25 843	26 549	6 737	326 937
Activités immobilières	34 220	3 945	6 658	3 417	13 114	6 512	5 804	2 989	76 659
Activités juridiq., compta, gestion, architect., ingénierie, contrôle & anal. tech.	135 250	10 622	32 804	23 499	109 877	17 220	19 434	10 058	358 764
Recherche-développement scientifique	9 466	766	1 496	13 096	8 027	1 477	1 927	111	36 366
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	27 927	2 316	5 689	2 532	34 794	5 210	3 468	2 821	84 757
Activités de services administratifs et de soutien	113 268	25 967	30 957	31 376	74 444	42 540	51 234	26 320	396 106
Administration publique	14 023	2 296	3 360	1 999	4 054	7 263	3 876	2 504	39 375
Enseignement	40 744	5 575	8 530	5 377	13 325	7 464	7 316	6 576	94 907
Activités pour la santé humaine	24 333	8 191	8 708	8 922	17 033	9 942	10 844	7 063	95 036
Hébergement médico-social & social et action sociale sans hébergmt	40 776	17 436	18 575	17 368	20 282	15 017	14 748	13 766	157 968
Arts, spectacles et activités récréatives	28 344	18 089	4 941	4 199	8 886	4 250	4 935	3 288	76 932
Autres activités de services	64 721	7 607	10 094	7 515	16 119	11 634	9 223	7 231	134 144
Activités extra-territoriales	3 537	s	s	0	31	15	9	15	3 613
Emploi salarié privé total	1 302 415	334 521	403 047	323 480	872 772	427 467	387 822	288 153	4 339 677

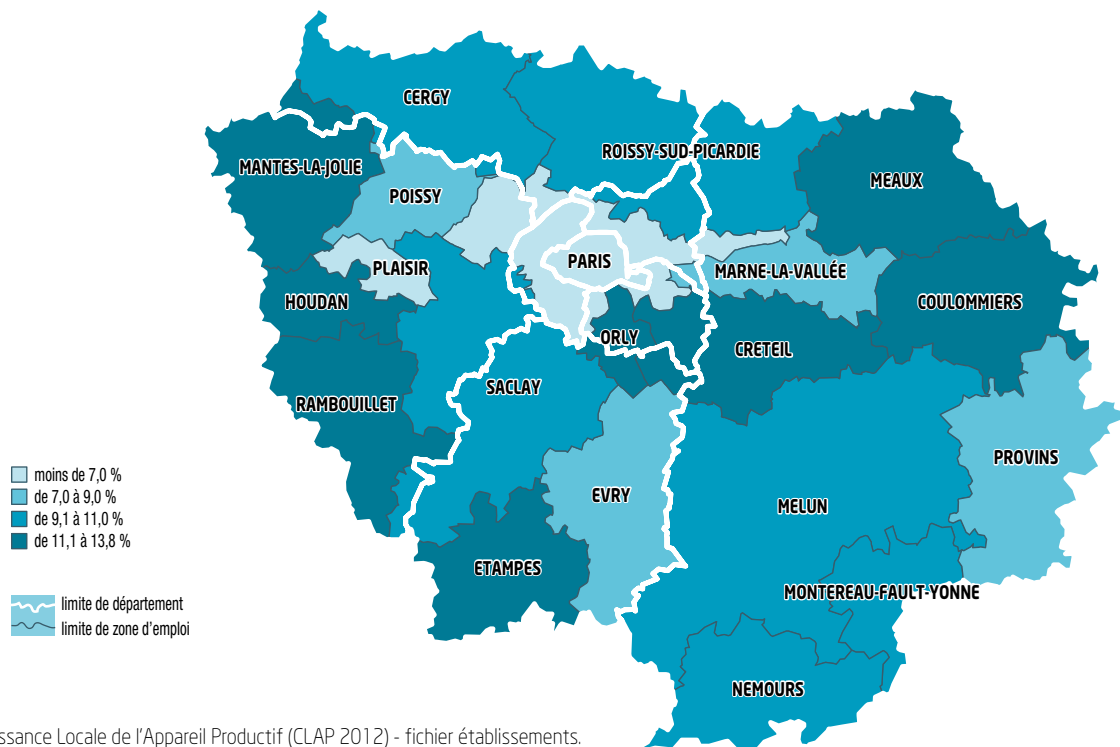
s : secret statistique. Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier établissements. Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

Part de l'industrie dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2012



Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier établissements.
Champ: ensemble des activités hors fonction publique.

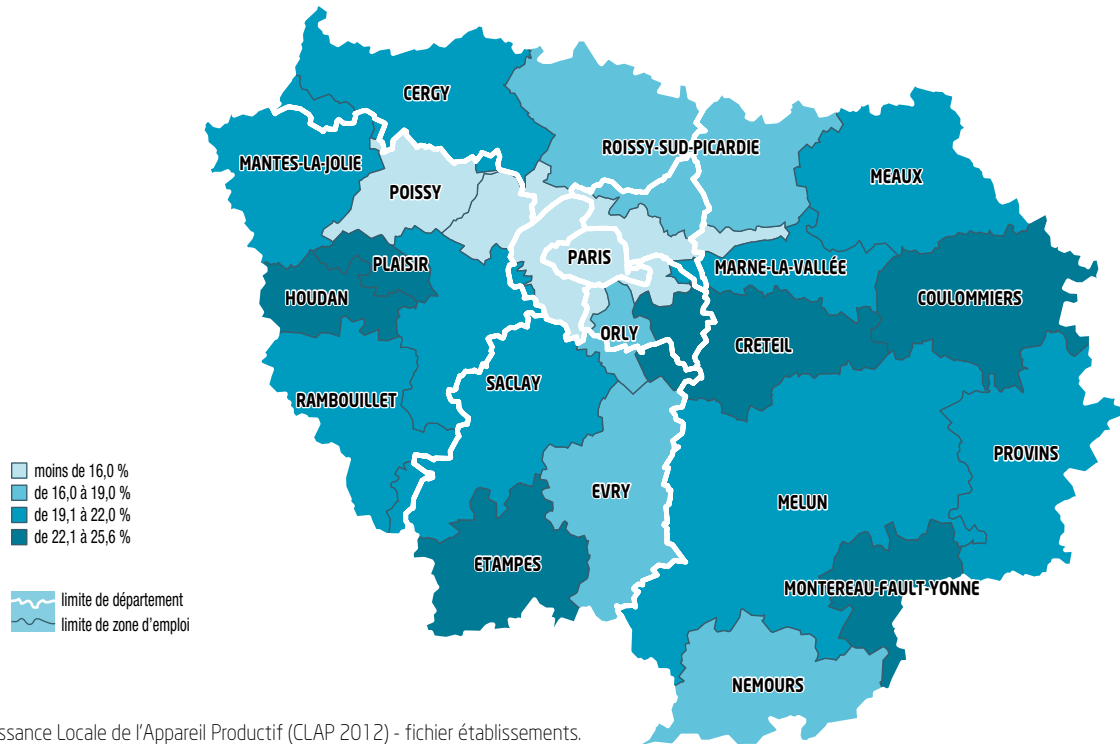
Part de la construction dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2012



Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier établissements.

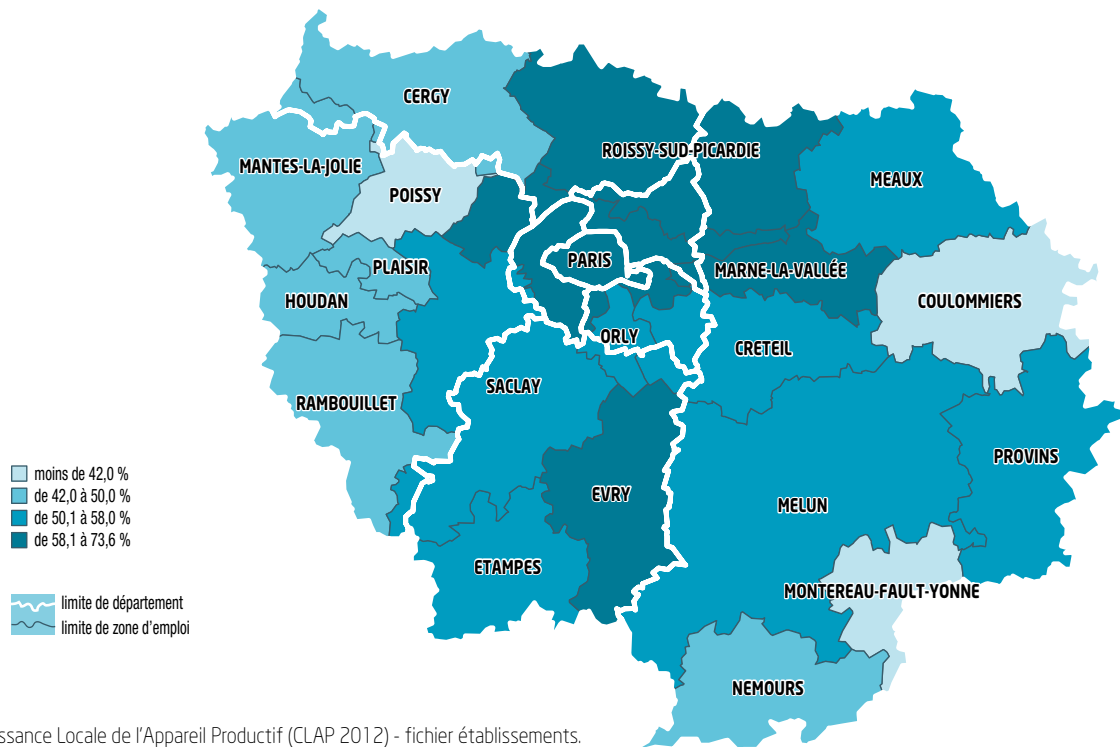
Champ: ensemble des activités hors fonction publique.

Part du commerce dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2012



Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier établissements.
 Champ: ensemble des activités hors fonction publique.

Part des services dans l'emploi salarié par zone d'emploi, en Île-de-France, en 2012



Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012) - fichier établissements.

Champ: ensemble des activités hors fonction publique.

L'analyse fonctionnelle des emplois

L'analyse fonctionnelle des emplois propose des regroupements des professions, définis à partir de la nomenclature des PCS (professions et catégories socioprofessionnelles), dans le but de faire apparaître de grandes fonctions, transversales aux secteurs d'activité.

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France
Emploi total	1 788 201	446 431	542 004	437 854	945 595	550 431	516 003	433 198	5 659 717	26 317 395
Administration publique	186 224	39 985	49 248	41 920	62 020	57 816	52 605	35 000	524 817	2 371 121
Agriculture	2 729	4 909	2 789	2 115	1 263	542	1 007	1 668	17 021	725 442
Bâtiment - travaux publics	55 242	29 156	26 317	25 032	27 948	34 832	29 109	23 672	251 308	1 722 707
Commerce inter-entreprises	76 717	19 310	29 316	22 109	72 315	25 554	25 661	21 618	292 599	984 313
Conception - recherche	67 279	9 212	35 719	26 741	78 371	19 526	18 636	10 198	265 683	707 483
Culture - loisirs	117 947	10 599	12 222	8 694	40 184	18 513	14 466	7 634	230 260	602 746
Distribution	112 630	36 752	37 775	29 878	42 787	37 031	33 552	29 131	359 535	1 972 691
Education - formation	69 309	26 174	29 927	25 625	33 417	33 577	26 891	24 856	269 776	1 348 508
Entretien - réparation	65 119	33 146	35 807	30 259	40 331	37 128	34 615	32 022	308 427	1 913 326
Fabrication	70 724	33 268	39 232	28 385	50 851	34 370	27 102	27 436	311 369	2 318 532
Gestion	389 557	57 826	80 762	58 942	233 159	85 732	80 609	54 213	1 040 801	3 491 256
Prestations intellectuelles	141 803	13 741	32 223	19 852	79 699	23 948	24 544	15 794	351 605	971 348
Santé - action sociale	128 296	37 831	43 824	37 739	60 446	42 637	49 948	34 273	434 993	2 391 226
Services de proximité	210 681	46 308	51 826	39 649	79 278	48 228	47 305	42 927	566 202	2 680 122
Transports - logistique	93 944	48 212	35 018	40 913	43 525	50 998	49 953	72 757	435 320	2 116 574

Les 15 fonctions :

- Administration publique : emplois liés aux activités régaliennes et d'administration de l'État et des collectivités locales, hors services de la santé, de l'éducation. Elle intègre en particulier toutes les professions de la sécurité publique et de la justice.
- Agriculture et pêche : ensemble des professions concourant directement à la production agricole, à la pêche ou à l'exploitation forestière ;
- Bâtiment - travaux publics : ensemble des professions concourant directement à la construction de bâtiments et d'ouvrages de travaux publics ;
- Commerce inter-entreprises : professions en relation directe avec le commerce de gros et

le commerce entre les entreprises, que ce soit pour l'achat ou la vente ;

- Conception - recherche : professions de la conception, de la recherche et de l'innovation. Dans l'industrie, elles recouvrent les phases préliminaires à la fabrication. Elle se distingue de la fonction Prestations intellectuelles par la dimension d'innovation incluse dans les travaux des métiers concernés ;
- Culture - loisirs : professions de la culture et des loisirs, sportifs ou non ;
- Distribution : ensemble des professions de la vente aux particuliers, y compris l'artisanat commercial ;
- Education - formation : métiers de l'enseignement scolaire et universitaire (primaire,

secondaire et supérieur) et de la formation professionnelle, y compris l'organisation de ces enseignements. Cette fonction n'intègre pas les animateurs sportifs ou de loisirs qui sont inclus dans la fonction Culture-loisirs ;

- Entretien - réparation : professions prioritairement orientées vers l'entretien et la maintenance (hors bâtiment et travaux publics), ainsi que le traitement des déchets (et par extension l'environnement) ;
- Fabrication : ensemble des professions consistant à mettre en œuvre des matériels ou des processus techniques, hors agriculture et pêche et hors BTP. Pour l'essentiel il s'agit des métiers concourant directement aux différentes étapes de la production de biens matériels et d'énergie ;

- Gestion : professions de la gestion d'entreprise, de la banque et de l'assurance ;

- Prestations intellectuelles : professions de mise à disposition de connaissances spécifiques pour le conseil, l'analyse, l'expertise, etc. ;
- Santé et action sociale : professionnels de la santé et de l'action sociale, y compris les pharmaciens ;
- Services de proximité : professions des services de la vie courante (hors distribution, transport, éducation et santé) ;
- Transports - logistique : professions du transport des personnes et des flux de marchandises.

Source : recensement de la population (RP 2011) au lieu de travail.

Part du secteur «fonctionnel» dans l'emploi total par département

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France
Emploi total	31,6%	7,9%	9,6%	7,7%	16,7%	9,7%	9,1%	7,7%	100%	
Administration publique	10,4%	9,0%	9,1%	9,6%	6,6%	10,5%	10,2%	8,1%	9,3%	9,0%
Agriculture	0,2%	1,1%	0,5%	0,5%	0,1%	0,1%	0,2%	0,4%	0,3%	2,8%
Bâtiment - travaux publics	3,1%	6,5%	4,9%	5,7%	3,0%	6,3%	5,6%	5,5%	4,4%	6,5%
Commerce inter-entreprises	4,3%	4,3%	5,4%	5,0%	7,6%	4,6%	5,0%	5,0%	5,2%	3,7%
Conception - recherche	3,8%	2,1%	6,6%	6,1%	8,3%	3,5%	3,6%	2,4%	4,7%	2,7%
Culture - loisirs	6,6%	2,4%	2,3%	2,0%	4,2%	3,4%	2,8%	1,8%	4,1%	2,3%
Distribution	6,3%	8,2%	7,0%	6,8%	4,5%	6,7%	6,5%	6,7%	6,4%	7,5%
Education - formation	3,9%	5,9%	5,5%	5,9%	3,5%	6,1%	5,2%	5,7%	4,8%	5,1%
Entretien - réparation	3,6%	7,4%	6,6%	6,9%	4,3%	6,7%	6,7%	7,4%	5,4%	7,3%
Fabrication	4,0%	7,5%	7,2%	6,5%	5,4%	6,2%	5,3%	6,3%	5,5%	8,8%
Gestion	21,8%	13,0%	14,9%	13,5%	24,7%	15,6%	15,6%	12,5%	18,4%	13,3%
Prestations intellectuelles	7,9%	3,1%	5,9%	4,5%	8,4%	4,4%	4,8%	3,6%	6,2%	3,7%
Santé - action sociale	7,2%	8,5%	8,1%	8,6%	6,4%	7,7%	9,7%	7,9%	7,7%	9,1%
Services de proximité	11,8%	10,4%	9,6%	9,1%	8,4%	8,8%	9,2%	9,9%	10,0%	10,2%
Transports - logistique	5,3%	10,8%	6,5%	9,3%	4,6%	9,3%	9,7%	16,8%	7,7%	8,0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les 15 fonctions :

- Administration publique : emplois liés aux activités régaliennes et d'administration de l'État et des collectivités locales, hors services de la santé, de l'éducation. Elle intègre en particulier toutes les professions de la sécurité publique et de la justice.
- Agriculture et pêche : ensemble des professions concourant directement à la production agricole, à la pêche ou à l'exploitation forestière ;
- Bâtiment - travaux publics : ensemble des professions concourant directement à la construction de bâtiments et d'ouvrages de travaux publics ;
- Commerce inter-entreprises : professions en relation directe avec le commerce de gros et

- le commerce entre les entreprises, que ce soit pour l'achat ou la vente ;
- Conception - recherche : professions de la conception, de la recherche et de l'innovation. Dans l'industrie, elles recouvrent les phases préliminaires à la fabrication. Elle se distingue de la fonction Prestations intellectuelles par la dimension d'innovation incluse dans les travaux des métiers concernés ;
- Culture - loisirs : professions de la culture et des loisirs, sportifs ou non ;
- Distribution : ensemble des professions de la vente aux particuliers, y compris l'artisanat commercial ;
- Education - formation : métiers de l'enseignement scolaire et universitaire (primaire,

- secondaire et supérieur) et de la formation professionnelle, y compris l'organisation de ces enseignements. Cette fonction n'intègre pas les animateurs sportifs ou de loisirs qui sont inclus dans la fonction Culture-loisirs ;
- Entretien - réparation : professions prioritairement orientées vers l'entretien et la maintenance (hors bâtiment et travaux publics), ainsi que le traitement des déchets (et par extension l'environnement) ;
- Fabrication : ensemble des professions consistant à mettre en œuvre des matériels ou des processus techniques, hors agriculture et pêche et hors BTP. Pour l'essentiel il s'agit des métiers concourant directement aux différentes étapes de la production de biens matériels et d'énergie ;

- Gestion : professions de la gestion d'entreprise, de la banque et de l'assurance ;
- Prestations intellectuelles : professions de mise à disposition de connaissances spécifiques pour le conseil, l'analyse, l'expertise, etc. ;
- Santé et action sociale : professionnels de la santé et de l'action sociale, y compris les pharmaciens ;
- Services de proximité : professions des services de la vie courante (hors distribution, transport, éducation et santé) ;
- Transports - logistique : professions du transport des personnes et des flux de marchandises.

Source : recensement de la population (RP 2011) au lieu de travail.


 Observatoire de l'ESS
en Île-de-France

L'économie sociale et solidaire

Nombre d'établissements employeurs de l'économie sociale et solidaire, par famille de l'économie sociale et par secteur d'activité, en 2012

	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Ensemble	Part Île-de-France/France
Agriculture, sylviculture et pêche	10	0	21	0	31	2%
Industrie et construction	103	1	24	1	129	5%
Commerce, transports, hébergement et restauration	151	33	453	29	666	7%
Activités financières et d'assurance	1 337	655	56	1	2 049	10%
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	234	22	1 804	60	2 120	12%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	30	61	7 676	269	8 036	14%
Autres services	29	0	20 317	130	20 476	19%
Total	1 894	772	30 351	490	33 507	15%

Champ : établissements ayant eu au moins un salarié dans l'année (hors intérimaires).

Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012).

Effectif salarié de l'économie sociale et solidaire, par famille de l'économie sociale et solidaire et par secteur d'activité, en 2012

	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Ensemble	Part Île-de-France/France
Agriculture, sylviculture et pêche	s	0	s	0	199	2%
Industrie et construction	3 082	s	295	s	3 394	7%
Commerce, transports, hébergement et restauration	5 101	s	4 440	s	10 232	11%
Activités financières et d'assurance	20 634	18 744	s	s	42 658	16%
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	3 532	153	13 034	4 434	21 153	16%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	400	5 261	196 830	19 898	222 389	16%
Autres services	s	0	86 084	s	88 048	25%
Total	32 966	24 325	304 088	26 694	388 073	17%

s : secret statistique.

Source : Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012).

La démographie d'entreprises

Créations d'entreprises par secteur d'activité, en 2013

(données brutes)

Secteurs	Créations 2013		Évolution 2013/2012		Île-de-France / France
	Total	Dont auto-entrepreneurs	Créations totales	Hors auto-entrepreneurs	
Industrie	4 365	57%	0,2%	9,5%	16,1%
Construction	15 689	36%	-4,7%	5,7%	19,9%
Commerce, transports et services divers	100 395	51%	-1,4%	3,0%	27,1%
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	13 115	62%	7,7%	17,1%	21,4%
Île-de-France	133 564	51%	-0,9%	4,5%	24,8%

Créations d'entreprises par département, en 2013

(données brutes)

Départements	Créations 2013			Évolution annuelle	
	Total	Hors auto-entrepreneurs	Auto-entrepreneurs	Total	Hors auto-entrepreneurs
Paris	45 228	24 517	20 711	-2,0%	-2,2%
Seine-et-Marne	10 845	4 935	5 910	-0,8%	12,1%
Yvelines	11 826	4 945	6 881	-3,2%	0,7%
Essonne	9 712	4 628	5 084	-2,4%	14,5%
Hauts-de-Seine	17 732	8 204	9 528	1,4%	6,5%
Seine-Saint-Denis	15 567	7 970	7 597	2,3%	3,1%
Val-de-Marne	12 601	5 791	6 810	-1,0%	13,5%
Val-d'Oise	10 053	4 925	5 128	-1,0%	19,8%
Île-de-France	133 564	65 915	67 649	-0,9%	4,5%
France entière	538 185	263 243	274 942	0,0%	8,6%

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen dans lequel une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur et qui met en oeuvre de nouveaux moyens de production. La notion de création d'entreprise inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation a plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise.

Cette continuité est évaluée en fonction des critères suivants : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation. Quand au moins deux de ces critères sont modifiés lors de la reprise, il n'y a pas continuité et donc création.

Avertissement : depuis le 19 décembre 2014, de nouvelles dispositions définies par la loi Pinel du 18 juin 2014 s'appliquent au régime de l'auto-entreprise. En particulier, le terme de micro-entreprise (resp. micro-entrepreneurs) se substitue à celui d'auto-entreprise (resp. auto-entrepreneurs). Pour les données de créations d'entreprises, cette nouvelle dénomination est employée à partir de décembre 2014. Ce régime de la micro-entreprise doit être distingué de la catégorie des microentreprises définie par l'article 51 de la loi de modernisation de l'économie (LME) et précisée par le décret n° 2008-1354.

Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Champ : créations d'entreprises de l'ensemble des activités marchandes non agricoles (ou champ ICS de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services).

Ce champ inclut à partir du 1^{er} janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune).

Défaillances d'entreprises par secteur d'activité, en 2013

Secteurs d'activité	Île-de-France			Île-de-France / France
	En 2013	Répartition	Évolution 2013/2012 (%)	
Agriculture	19	0,2%	18,8%	1,5%
Industrie	640	5,6%	2,2%	13,5%
Construction	2 974	26,0%	-4,3%	18,9%
Commerce, transport, hébergement, restauration	3 687	32,2%	1,3%	15,5%
Services aux entreprises	3 207	28,0%	4,8%	27,5%
Enseignement, santé, action sociale et services aux ménages	925	8,1%	-1,7%	17,3%
Ensemble Île-de-France	11 452	100%	0,4%	18,3%

Note : les services aux entreprises regroupent les activités en lien avec l'information et la communication (JZ), les activités financières et d'assurance (KZ), les activités immobilières (LZ) et de soutien aux entreprises (MN).

Champ : données brutes au 31/12/2013 en date de jugement y compris agriculture.

Source : Fiben, Banque de France.

Défaillances d'entreprises par département, en 2013

Départements	En 2013	Évolution annuelle (%)
Paris	4 114	10,3%
Seine-et-Marne	1 070	5,9%
Yvelines	813	-8,7%
Essonne	868	-7,5%
Hauts-de-Seine	995	-10,0%
Seine-Saint-Denis	1 584	-6,8%
Val-de-Marne	1 025	4,8%
Val-d'Oise	983	-6,4%
Île-de-France	11 452	0,4%
France entière	62 552	2,2%

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire soit la liquidation judiciaire.

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

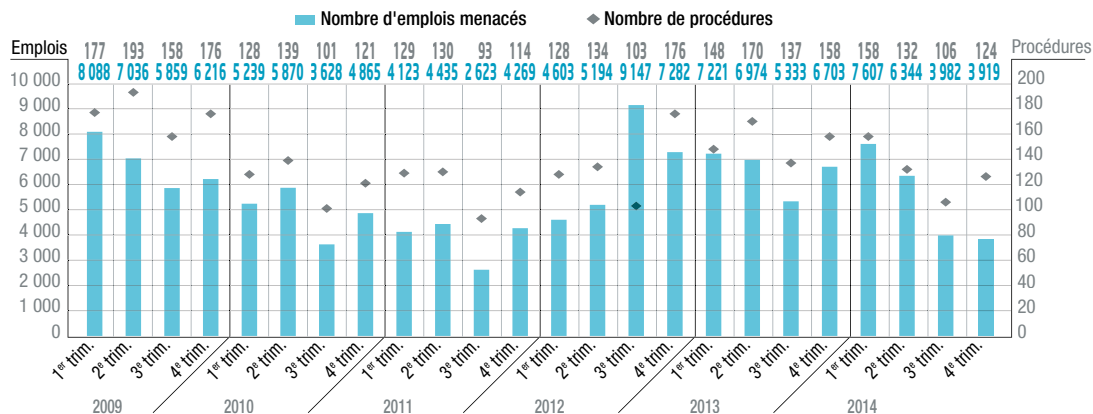
Champ : données brutes au 31/12/2013 en date de jugement y compris agriculture.

Source : Fiben, Banque de France.

Les procédures collectives de licenciement

(Plans de sauvegarde de l'emploi et autres procédures de licenciement de 10 salariés et plus dans les 30 jours)

Évolution du nombre de procédures notifiées et des emplois menacés

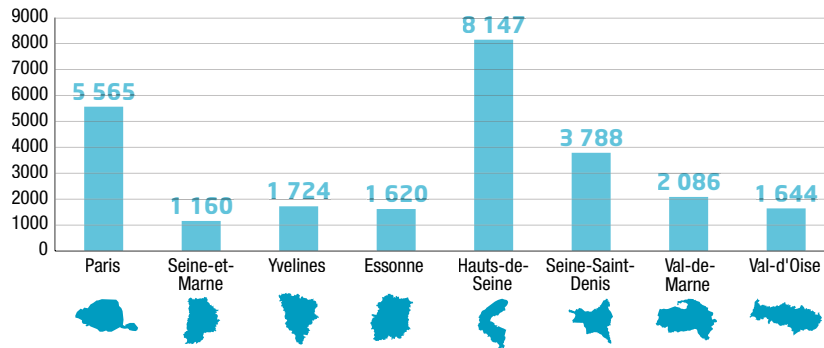


Lecture : au cours du deuxième trimestre 2011, 130 procédures collectives de licenciement ont été notifiées aux unités territoriales de la Direccte d'Île-de-France pour un total de 4 435 emplois franciliens ainsi menacés.

Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

Répartition par département des emplois concernés par les procédures collectives de licenciement, de juillet 2013 à juin 2014

(données brutes)



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

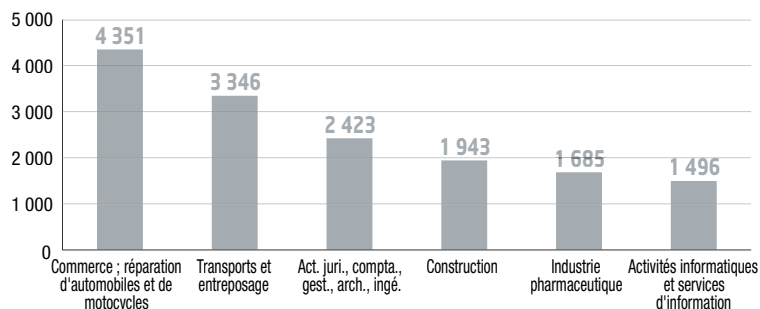
Lorsqu'au moins 10 licenciements sont envisagés sur une période de 30 jours, l'employeur doit suivre une procédure impliquant :

- la consultation des représentants du personnel ;
- l'information de l'administration (unités territoriales de la Direccte) ;
- l'élaboration, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, d'un plan de sauvegarde de l'emploi (pse) ;
- ce pse doit être homologué par la Direccte ou prévu par un accord majoritaire validé par la Direccte.

Nombre d'emplois concernés par une procédure collective de licenciement, par principaux secteurs d'activité, de juillet 2013 à juin 2014

(données brutes)

Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / Sese

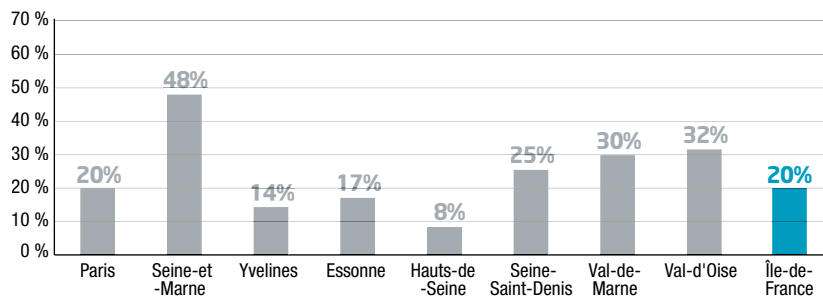


Part des emplois menacés par une liquidation judiciaire, par département, de juillet 2013 à juin 2014

(parmi ceux concernés par une procédure collective de 10 licenciements ou plus)

Exemple de lecture: 30% des emplois menacés par des procédures collectives de licenciement notifiées entre juillet 2013 et juin 2014 à la Direccte du Val-de-Marne étaient supprimés dans le cadre d'une liquidation judiciaire.

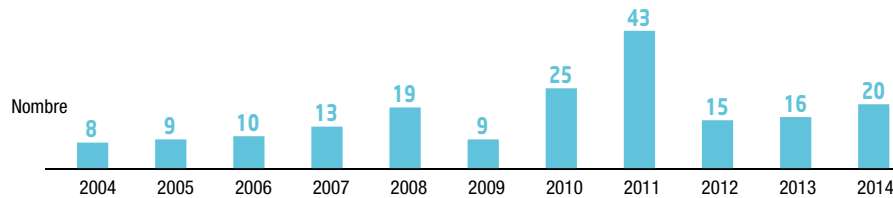
Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.



Les conventions de revitalisation, en 2014

Évolution du nombre de conventions de revitalisation signées

À la fin de l'année 2014, l'Île-de-France totalisait 187 conventions de revitalisation signées depuis 2004.



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

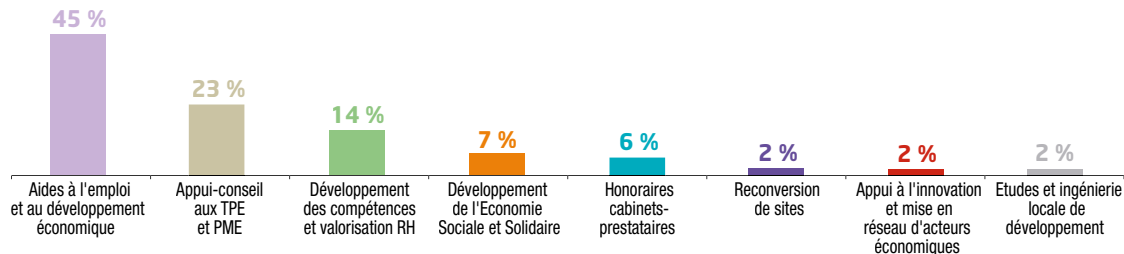


► Bref thématique n°29, les Conventions de revitalisation en Île-de-France, 2004-2011

Répartition des fonds de la revitalisation

En 2014, 64 conventions de revitalisation étaient en cours d'exécution.

Elles représentaient 39,6 millions d'euros, investis dans des projets visant la création de 11 100 emplois.



Source : Direccte Île-de-France / Unités territoriales - Traitement Direccte / SESE.

Les pôles de compétitivité, en 2012

Pôles franciliens de compétitivité	Domaines d'activité	Nombre d'entreprises* ayant un établissement membre du pôle	Nombre d'établissements d'entreprises membres du pôle	dont établissements franciliens	Nombre de salariés des établissements membres du pôle	Part de salariés des établissements franciliens
Advancity	Ingénierie / Services	128	135	121	23 016	98%
Astech	Aéronautique / Espace	168	209	175	34 004	91%
Cap Digital Paris-région	Technologies de l'information et de la communication	583	595	543	42 568	98%
Finance innovation	Ingénierie /services	236	253	226	36 606	92%
Medicen Paris-région	Biotechnologies / Santé	151	167	161	9 950	99%
Systematic Paris-région	Technologies de l'information et de la communication	571	623	544	85 153	85%
Cosmetic Valley **	Biens de consommation	235	251	73	16 271	31%
Elastopôle	Chimie / Matériaux	72	117	34	30 912	25%
Mov'éo	Transports	266	320	187	74 026	53%
Novalog **	Ingénierie / Services	64	64	20	7 760	70%
Vitagora **	Agriculture / Agroalimentaire	123	173	20	19 324	17%

* Un pôle comprend des entreprises mais aussi des établissements publics et privés d'enseignement, de recherche, etc.

** Ces pôles ont pour région principale (en nombre d'établissements membres) une autre région mais sont également présents en Île-de-France.

Source : enquête annuelle de la Direction Générale des Entreprises auprès des pôles, Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012).



► Annuaire des pôles de compétitivité

Les 11 premiers secteurs d'activité des établissements franciliens d'entreprises* membres d'un pôle, en 2012

Secteur d'activité (NAF 732)	Établissements franciliens (en nombre)	Effectifs salariés	Répartition des salariés
Transports urbains et suburbains de voyageurs	6	79 005	17,9 %
Construction de véhicules automobiles	20	44 407	10,1 %
Construction aéronautique et spatiale	43	35 663	8,1 %
Ingénierie, études techniques	323	24 191	5,5 %
Autres intermédiations monétaires	17	17 022	3,9 %
Conseil en systèmes et logiciels informatiques	219	15 236	3,5 %
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	19	12 940	2,9 %
Édition de logiciels applicatifs	162	10 752	2,4 %
Transports aériens de passagers	3	8 863	2,0 %
Fabrication d'équipements de communication	19	8 766	2,0 %
Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	98	8 703	2,0 %
Autres activités	1 895	176 021	39,9 %
Total Île-de-France	2 824	441 569	100%

* Un pôle comprend des entreprises mais aussi des établissements publics et privés d'enseignement, de recherche, etc.

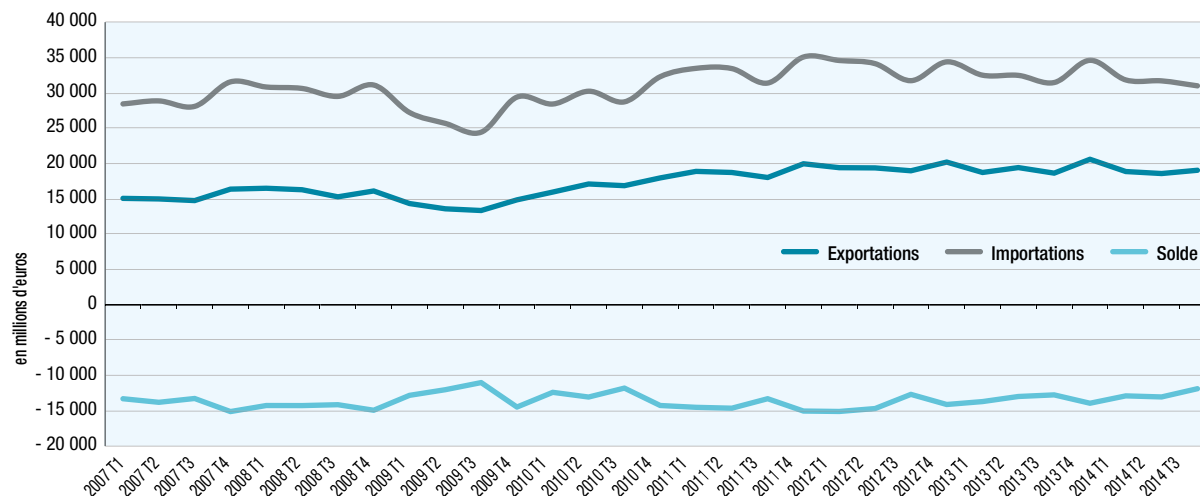
Champ : établissements d'entreprises membres d'un pôle dont le lieu de gouvernance peut être localisé dans toute la France.

Source : enquête annuelle de la Direction Générale des Entreprises auprès des pôles, Insee - Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP 2012).

Le commerce extérieur

Évolution du commerce extérieur francilien, entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2014

Données trimestrielles arrêtées au 07/11/2014



Source : Direction générale des douanes et droits indirects.
Echanges CAF-FAB hors matériel militaire.

Échanges par catégorie de produit, en Île-de-France

Données annuelles de collecte, brutes en millions d'euros - arrêtées au 07/11/2014










2013	Exportations	Importations	Solde
AZ - Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	643	2 360	-1 717
DE - Hydrocarbures naturels, autres produits des indust. extractives, électricité, déchets	4 633	16 941	-12 308
C1 - Produits des industries agroalimentaires (IAA)	3 433	8 065	-4 632
C2 - Produits pétroliers raffinés et coke	662	861	-199
C3 - Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	18 014	37 976	-19 962
C4 - Matériels de transport	17 787	20 936	-3 149
C5 - Autres produits industriels	29 433	41 553	-12 120
CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures	7 740	11 337	-3 597
CC - Bois, papier et carton	705	1 972	-1 267
CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques	5 661	5 463	198
CF - Produits pharmaceutiques	6 162	5 496	666
CG - Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	1 851	3 831	-1 980
CH - Produits métallurgiques et produits métalliques	2 650	5 085	-2 435
CM - Produits manufacturés divers	4 665	8 368	-3 703
ZZ - Produits divers	2 536	2 139	397
Total	77 142	130 830	-53 688

Source : Direction générale des douanes et droits indirects.

Echanges CAF-FAB hors matériel militaire.

Le tourisme

Capacité d'accueil des hôtels homologués ou de chaîne, au 1^{er} janvier 2014

Départements									
Nombre de chambres	77 979	15 697	8 096	6 310	14 211	10 854	7 997	9 962	151 106
Nombre d'hôtels	1 504	162	136	95	174	96	101	107	2 375

Source : DGE - Insee.

Capacité d'accueil de l'hôtellerie de plein air, au 1^{er} janvier 2014

Départements	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonnes	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre d'emplacements*	990	7 250	2 116	2 878	0	240	359	530	14 363
Nombre de campings	2	43	14	18	0	1	1	5	84

* totalité des emplacements offerts dans les campings à la clientèle de passage ou loués à l'année (environ la moitié loués à l'année). Source : DGCIS - Insee.

Résidences secondaires, en 2011

Départements	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonnes	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre de résidences secondaires et logements occasionnels en 2011	91 835	17 045	12 563	6 781	20 003	4 811	7 512	4 871	165 423

Les logements sont répartis en quatre catégories :

- . les résidences principales : logements occupés de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes, qui constituent un ménage;
- . les logements occasionnels : logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre qu'en fin de semaine auprès de sa famille);

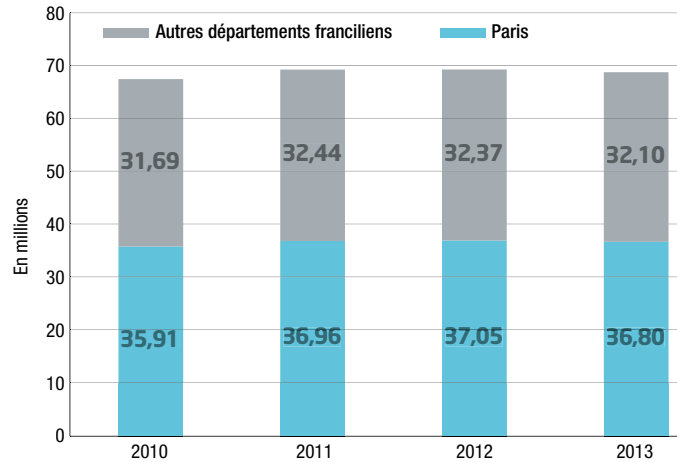
. les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances, y compris les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques ;

. les logements vacants : logements inoccupés

La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir ; c'est pourquoi, les deux catégories sont regroupées.

Source : Insee, Recensement de la population de 2011 - exploitation principale.

Nombre annuel de nuitées enregistrées dans les hôtels et campings franciliens



Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un hôtel ou un camping ; ainsi, un couple séjournant trois nuits consécutives dans un hôtel correspondra à six nuitées, de même que six personnes ne séjournant qu'une seule nuit.

Source : DGCIS - Insee.



► Insee, Bilan économique en Île-de-France, mai 2014, Une fréquentation touristique soutenue par la progression des clientèles lointaines

Quelques sigles

AAH Allocation pour adultes handicapés	CSP Contrat de Sécurisation Professionnelle	IPP Incapacité partielle permanente
ACOSS Agence centrale des organismes de Sécurité sociale	CUI Contrat unique d'insertion	MP Maladie professionnelle
ACCRE Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	CVS Corrigé des variations saisonnières	NAF Nomenclature d'activités française
AFPA Association pour la formation professionnelle des adultes	DARES Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques	PIB Produit intérieur brut
ACI Atelier et Chantier d'Insertion	DEFM Demandeur d'emploi en fin de mois	PE Pôle emploi
AI Association Intermédiaire	DGCCRF Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	PEPITE PME à fort potentiel de croissance
API Allocation pour parent isolé	DGE Direction Générale des Entreprises ex DGCIS Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services	PME Petite ou moyenne entreprise
ASP Agence de services et de paiements	DIRECCTE Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	REE Répertoire des entreprises et établissements
AT/MP Accident du travail / maladie professionnelle	DLA Dispositifs locaux d'insertion	RMI Revenu minimum d'insertion
BIT Bureau international du travail	DMMO Déclaration mensuelle de mouvements de main d'œuvre	RP Recensement de la population
BODACC Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	DOETH Déclaration obligatoire d'emploi de travailleur handicapé	RQTH Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
CAE Contrat d'accompagnement à l'emploi	EMMO Enquête mensuelle de mouvements de main d'œuvre	RSA Revenu de solidarité active
CAF (commerce extérieur) Coût, Assurance, Fret	EA Entreprise adaptée	Sese Service études, statistiques et évaluation
CRAMIF Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France (CARSAT dans les autres régions)	ESAT Etablissement et service d'aide par le travail	SIENE Système d'Identification des Entreprises et des Etablissements (Ministère du travail)
CDAPH Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées	ESTEL Estimations d'emploi localisées	SIRENE Système d'Identification du Répertoire des Entreprises (Insee)
CDD Contrat à durée déterminée	ETI Entreprises de taille intermédiaire	SMR Surveillance médicale renforcée
CDI Contrat à durée indéterminée	ETTI Entreprise de travail temporaire d'insertion	TH Travailleur handicapé
CDT contrat de développement territorial (Grand Paris)	ETP Equivalent temps plein	TPE Très petite entreprise (moins de 20 salariés)
CIE Contrat initiative emploi	FAB (commerce extérieur) Franco à bord	UNEDIC Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
CIVIS Contrat d'insertion dans la vie sociale	IAE Insertion par l'activité économique	URSSAF Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
CLAP Connaissance locale de l'appareil productif	INSEE Institut national de la statistique et des études économiques	UT Unité territoriale de la Direccte
CNAF Caisse nationale d'allocation familiale		VAE Validation des acquis de l'expérience
CNASEA Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles		ZE Zone d'emploi
CRT Comité régional du tourisme		ZFU Zone franche urbaine
		ZUS Zone urbaine sensible

Pour en savoir +

Analyses thématiques, conjoncturelles ou territoriales, séries statistiques... : retrouvez et abonnez-vous gratuitement à toutes les publications du Service études, statistiques et évaluation de la Direccte d'Île-de-France sur www.idf.direccte.gouv.fr



Direccte Île-de-France - chiffres clés est réalisé par le Service études, statistiques et évaluation la Direccte d'Île-de-France.

Directeur de la publication : Laurent Vilboeuf.
 Conception et mise en page : Obea Communication.
 Photo : Thinkstock images © 2015.
 Impression : Grenier.

Service communication Direccte-Île-de-France. Avril 2015.

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

19, rue Madeleine Vionnet - 93300 AUBERVILLIERS
Service études, statistiques et évaluation (SESE)
idf.statistiques@direccte.gouv.fr
Tél. 01 70 96 14 40
www.idf.direccte.gouv.fr

